

**Léon Trotsky**

**Cours  
nouveau**

## INTRODUCTION DE L'ÉDITEUR

La brochure de Léon Trotsky, *Cours nouveau*, a paru dans un moment mémorable de l'histoire du parti communiste et de la révolution russes. Il importe au lecteur d'avoir présentes à l'esprit les conditions de sa publication.

Le second semestre de l'année 1923 vit en Russie une crise économique sérieuse, appelée communément crise des « ciseaux ». Le mot était de Trotsky, comme aussi la prévision clairvoyante de la chose. Ayant discerné dès son origine le phénomène d'un écart grandissant entre les prix des produits agricoles et ceux des objets manufacturés, Trotsky le figura sur un graphique présentant schématiquement l'aspect de « ciseaux » aux branches écartées, la ligne montante indiquant l'élévation des prix industriels, la ligne descendante l'abaissement des prix agricoles.

Rapprocher les branches des « ciseaux », c'est-à-dire diminuer l'écart entre les prix de la production urbaine et ceux de la production rurale, c'est-à-dire accorder les conditions de fabrication avec les besoins du marché, - telle était la tâche urgente du pouvoir soviétique pour assainir l'économie et améliorer les conditions matérielles de la majorité des ouvriers et des paysans.

Bien que la question fût déjà posée lors du XII<sup>e</sup> Congrès du Parti (avril 1923), elle ne fut pas résolue dans la pratique et la situation empira jusqu'en septembre. Les usines éprouvant des difficultés à écouler leurs produits durent ralentir leur production et se trouvèrent dans l'impossibilité de payer les salaires avec régularité. Les salaires payés avec de sensibles retards en monnaie dépréciée ne satisfaisaient plus aux besoins des ouvriers. Le nombre des chômeurs grandissait. Les objets manufacturés devenaient inaccessibles aux ouvriers et à la masse paysanne. Il s'ensuivit un mécontentement qui, dans certaines villes, s'exprima sous forme de grèves.

En septembre, une commission spéciale nommée par le Comité Central du Parti fut chargée d'étudier la situation et les moyens d'y remédier. Elle trouva comme une des causes principales de la crise la tendance des organismes industriels (trusts et syndicats) à réaliser des bénéfices excessifs dans le but de se constituer au plus vite des fonds de roulement, - en d'autres termes, la tendance à une « accumulation primitive » trop rapide. Elle imposa la réduction des bénéfices et fit ainsi baisser les prix d'autant. Elle préconisa aussi une forte compression des « frais généraux », une organisation moins dispendieuse, moins bureaucratique de la vente, etc. En même temps, elle prenait des mesures pour activer l'exportation des céréales afin de relever leur valeur sur le marché intérieur.

Ces remèdes eurent pour effet d'enrayer le développement de la crise, d'en atténuer sensiblement l'acuité, de rapprocher quelque peu les branches des « ciseaux ». Mais ils ne pouvaient résoudre d'une façon décisive le grand problème de l'économie russe, - celui de la production. Le Comité Central dut lui-même, dans la suite, prendre une série de résolutions sur la politique économique du Parti.

Pendant que cette commission travaillait, le Comité Central devait faire face à des difficultés d'un autre ordre. Le mécontentement issu de la situation économique se reflétait dans le Parti, où s'étaient formés notamment deux groupes clandestins (se dénommant « groupe ouvrier » et « vérité ouvrière ») dont l'un professait des idées mencheviques, l'autre des idées syndicalistes-anarchistes. Ces groupes dissous et la plupart de leurs membres exclus, la question restait entière : comment expliquer leur formation et comment éviter le renouvellement d'un tel « phénomène négatif » ? De plus, l'opinion générale du Parti se dessinait visiblement contre le régime intérieur de « communisme de guerre » qui avait, dans le Parti, survécu à la disparition du communisme de guerre dans le pays.

Dans un mémoire du 8 octobre au Comité Central, Trotsky exprima son opinion sur les questions alors soumises à celui-ci. Il y montrait que des mesures répressives ne seraient pas de nature à résoudre les difficultés ; que la crise économique était due à l'insuffisance d'application des décisions du XII<sup>e</sup> Congrès sur l'organisation de l'industrie, surtout de celles qui concernaient la *concentration* de l'industrie et la nécessité d'un *plan* de production ; que la constitution, improvisée sous la pression des circonstances, d'une commission spéciale s'immisçant dans l'économie par-dessus tous les organes de direction existants, prouvait à merveille la nécessité d'un centre directeur de l'économie, chargé d'élaborer un « plan d'orientation » conforme aux possibilités et aux besoins les plus pressants ; enfin, que la crise du Parti était due à l'impossibilité où la masse des adhérents se trouvait d'échanger leurs vues, d'exercer leur influence sur la direction, de participer effectivement aux affaires de l'Etat, par suite du régime intérieur bureaucratique du Parti caractérisé par l'existence d'une « hiérarchie de secrétaires » non élus mais nommés « d'en haut ».

Trotsky insistait pour une mise en œuvre décisive des résolutions du XII<sup>e</sup> Congrès sur l'économie et pour la réalisation d'une véritable « démocratie ouvrière » dans le Parti, conforme d'ailleurs à la volonté du X<sup>e</sup> Congrès - dont les décisions sur ce point étaient restées lettre morte. Il annonçait son intention de communiquer ce mémoire à certains militants responsables du Parti, vu la gravité de la situation.

Le 15 octobre, le Comité Central recevait une lettre signée de quarante-six camarades en vue, parmi lesquels Piatakov, Préobrajensky, Sosnovsky, Beloborodov, Sapronov, Mouralov, Antonov, Kassior, Sérébriakov, Rosengoltz, Raphaël, etc. Sans être en tous points identique au mémoire de Trotsky, ce document exprimait dans l'ensemble des vues analogues. Il témoignait de l'existence dans le Parti d'un courant déjà fort, tendant à faire prévaloir ce que Trotsky a appelé un « cours nouveau » de la vie du Parti, c'est-à-dire un régime correspondant aux nouvelles tâches imposées par le développement de la situation.

À la même époque, Radek adressait également au Comité Central une lettre dans laquelle il ne se prononçait pas sur les questions posées par Trotsky, mais où il exprimait en termes pressants la nécessité de réaliser sans délai un accord avec celui-ci.

Le Comité Central s'orienta nettement dans le sens de ces suggestions et le 7 novembre, la *Pravda* publiait un article de Zinoviev où celui-ci, traduisant évidemment l'opinion du cercle dirigeant, posait favorablement la question de réaliser la « démocratie ouvrière » dans le Parti et ouvrait une discussion publique.

Le 5 décembre, le Comité Central adoptait à l'unanimité une résolution destinée à assurer l'application effective de la « démocratie ouvrière » dans le Parti et dont Kamenev a pu dire, dans une assemblée des militants de Moscou, qu'elle

accordait satisfaction sur presque tous les points à Trotsky. Mais l'allure imprimée à la discussion ne s'en trouva pas ralentie : après une longue période de silence, la masse du Parti avait beaucoup à dire et la publication de la résolution du Comité Central donna une impulsion nouvelle aux controverses.

Comme si le Parti avait voulu « se rattraper » d'une réserve prolongée, il se livra à des débats ardents où l'inévitable se produisit : des excès de polémique de part et d'autre. La discussion embrasa vite toutes les « cellules » du Parti ; la *Pravda* publia jusqu'à trente colonnes par jour d'articles et de motions ; les « sans parti » suivirent les débats avec l'intérêt que l'on devine ; la presse mondiale leur donna sa publicité déformatrice.

Trotsky, malade depuis le début de novembre (déjà il ne put assister à la commémoration de la révolution, le 7 novembre) se trouva dans l'impossibilité de participer directement aux discussions du Parti. Il dut se borner à publier dans la *Pravda* quelques articles (inclus dans cette brochure). Le 8 décembre, il adressait à une assemblée des militants de Moscou une lettre que la *Pravda* publia deux jours après et qui marqua « un tournant » dans la discussion. Cette lettre (reproduite ici, p. 65) fut considérée par la majorité du Comité Central comme une manifestation « d'opposition », un acte de défiance envers elle et l'auteur fut l'objet, dans la *Pravda* et dans les assemblées, d'attaques extrêmement violentes. L'attention se concentra aussitôt sur le rôle de Trotsky, brusquement révélé comme différent de l'idée qu'on s'en faisait couramment. La légende voulait que le Commissaire du Peuple à la Guerre fût un « dictateur » par excellence, enclin à exercer une autorité personnelle : en réalité, il était depuis longtemps un zélé convaincu de la « démocratie ouvrière » dans le Parti, et l'adversaire le plus résolu de la bureaucratie stérilisante.

Soumis à des critiques d'une injustice criante, à des attaques personnelles à peine croyables, pour avoir rendu publiques les idées qu'il avait défendues dans le secret des assemblées ou des comités du Parti et que partagent la plupart des camarades, - la résolution même du Comité Central en est l'irréfutable témoignage, - Trotsky ne se départit pas de sa sérénité. À ceux qui croyaient l'atteindre en lui prêtant des intentions ou des idées qui n'étaient point siennes, comme le prouvent les textes ici rassemblés, et en l'assaillant d'une polémique incompatible avec l'importance des questions en jeu, il opposa un court billet, dans la *Pravda* du 14 décembre, pour décliner de leur répondre. Puis il écrivit trois articles complétant parfaitement la lettre si discutée. Enfin, à la veille de la XIII<sup>e</sup> Conférence du Parti, il publia la brochure dont nous éditons ici la traduction française.

Ayant ainsi donné l'effort que lui permettait alors le mauvais état de sa santé, il dut partir pour le Caucase afin d'y subir une cure de plusieurs mois. La nouvelle de la mort de Lénine le surprit douloureusement pendant le voyage de l'aller : nouveau coup qui contribua encore à déprimer ce surhomme que le sort éloignait momentanément de son poste de travail et de combat.

Jusqu'à la XIII<sup>e</sup> Conférence du Parti, terminée à la veille de la mort de Lénine, de furieuses polémiques furent menées contre « l'opposition », c'est-à-dire contre tous ceux qui ne considéraient pas la question de la « démocratie ouvrière » et les problèmes économiques définitivement tranchés par les résolutions de décembre du Comité Central, bien que celles-ci leur donnassent théoriquement satisfaction sur les points essentiels. Pour attaquer plus aisément « l'opposition », on engloba sous ce vocable les éléments les plus divers et les moins associés ; et comme la discussion avait fait surgir des propositions très variées, d'initiative absolument personnelle, ou permis la révélation de points de vue particuliers, également individuels, toutes ces nuances d'opinion furent arbitrairement confondues en un seul et même bloc dit « oppositionnel ».

Ce procédé trop facile, d'ailleurs indigne d'une discussion d'intérêt vital pour la Révolution, troubla les idées les plus claires, embrouilla les notions les plus simples et rendit littéralement impossible à ceux qui ne possèdent pas suffisamment les questions traitées de se prononcer en connaissance de cause. Transportée dans l'Internationale, dans des milieux complètement dépourvus de la préparation nécessaire à l'appréciation des *tâches pratiques* de la Révolution russe, la discussion déjà déviée en Russie devait inévitablement s'avilir dans la confusion, l'incompréhension et la mesquinerie - ce qui s'est produit en France.

Après trois mois d'une telle discussion où les faits ont été sciemment déformés, où la vérité fut systématiquement dénaturée, et où les questions furent non étudiées pour elles-mêmes mais exploitées comme aliments des conflits intérieurs à chaque Parti et pour les besoins de certaines polémiques étrangères à la crise russe, après trois mois d'une telle discussion, disons-nous, l'Internationale est moins édifiée que jamais. Elle ne le sera qu'en reprenant la discussion à son commencement, en écartant tout ce qui l'a altérée, les attaques personnelles, les suppositions malveillantes, les allusions insincères, les sous-entendus équivoques, les « sollicitations » de textes, les affirmations sans preuves.

C'est pourquoi nous estimons que, selon un vieux mot de Victor Hugo, le petit livre de Trotsky : *Cours nouveau* « est plus qu'actuel, il est urgent ». Et nous le publions, à l'intention des révolutionnaires véritables qui savent se faire consciemment une opinion, résister aux entraînements irréflectifs, faire la part de la légende et celle de la réalité, discerner le vrai sous l'amas confus du faux, et pour qui le pittacisme ne supplée pas à la pensée critique ni à son expression franche et courageuse.

Dans ce recueil, le lecteur trouvera tous les écrits publics de Trotsky se rapportant à la récente discussion. Plusieurs furent imprimés dans la *Pravda* et reproduits déjà dans le *Bulletin communiste*, sous la direction de l'auteur de ces lignes. Certains chapitres, complétant admirablement les articles déjà publiés, sont inédits en France. Nous ne craignons pas d'affirmer qu'il y a là des pages qui compteront désormais parmi les meilleures qui aient été écrites depuis Marx et qui deviendront classiques comme modèles d'analyse profonde, comme exemples de dialectique précise et forte, comme expression d'une intelligence politique comparable seulement à celle de Lénine.

Quel contraste entre ces commentaires où la hauteur des vues, la noblesse de l'expression le disputent à la richesse des idées, à la valeur de la pensée critique et constructive, - et certaines polémiques dirigées contre leur auteur. Il est impossible que des communistes vraiment conscients, sérieux et attentifs n'en soient pas frappés. Ils remarqueront que ce ne sont pas les opinions de Trotsky qui ont été critiquées, mais la *déformation* de ces opinions. Ils constateront que *rien* de ce qui a été imputé à Trotsky pour les besoins de la polémique *n'est vrai*. Et en lisant les passages qui concernent les rapports entre communistes jeunes et vieux, le rôle et l'avenir de la « vieille garde », la mission de la jeunesse, les méfaits de la bureaucratie

et du fonctionnarisme, le danger des fractions, la nécessité d'une « démocratie ouvrière » dans le Parti, l'appréciation de la paysannerie, le besoin d'un plan d'orientation dans l'économie, enfin toutes les questions controversées y compris la lutte révolutionnaire en Allemagne, ils seront fixés sur l'absence de scrupules intellectuels et moraux qui caractérise la manière dont certains ont présenté les choses en France, et peut-être aussi ailleurs.

Mais ce que Trotsky a écrit est écrit, et il n'appartient à personne « d'interpréter » ses paroles en altérant leur sens ou leur forme. *Cours nouveau* s'ajoute logiquement à l'ensemble monumental formé par les ouvrages antérieurs de l'auteur. La filiation qui relie toutes ces œuvres est évidente et la pensée de Trotsky est intimement liée, fait littéralement corps avec l'idéologie de la Révolution russe et mondiale. Certes, cette pensée n'est pas figée, elle n'est pas au-dessus de la critique des hommes ou de la vérification de l'expérience, de la vie, de l'histoire ; elle a subi l'influence de Lénine après celle que Marx ; mais son apport original est considérable ; elle s'enrichit sans cesse en se développant et en se revisant elle-même ; elle est sœur de la pensée de Lénine, dont elle a la même origine. Et c'est pourquoi Lénine et Trotsky sont nos deux seuls contemporains dont on ne peut distinguer ce qu'ils ont donné à la Révolution de ce qu'ils en ont reçu, dont on peut dire que tout ce qui les atteint frappe du même coup la Révolution.

Aussi, nous repoussons les objections superficielles et inintelligentes qui tendraient à nous reprocher on ne sait quel culte de personnalités. Au contraire, nous nous élevons contre la tendance déjà apparue de déifier Lénine, de faire du léninisme une religion, de l'œuvre du maître un évangile. Selon cette conception, les communistes de toute la terre, du présent et des temps futurs, n'auraient plus qu'à répéter machinalement des formules, plus ou moins correctement interprétées par des officiants officiels ou officieux, et qui leur éviteraient la peine de penser, d'étudier, de critiquer, de comprendre, de concevoir. Une telle manière de perpétuer le léninisme serait une intolérable offense à la mémoire de Lénine et un danger mortel pour la Révolution. Trotsky l'a appréciée en des pages maîtresses (voir plus loin le chapitre : *Tradition et politique révolutionnaire*) qui épuisent vraiment le sujet.

Lénine est notre maître, et nous entendons être indéfectiblement fidèle à son exemple en n'abdiquant jamais notre esprit critique, en appliquant nos facultés à l'étude consciencieuse de chaque question, en formant consciemment notre opinion après avoir fait l'effort de nous en assimiler les données, en faisant preuve toujours vis-à-vis de notre Parti, de notre classe, de cette franchise révolutionnaire, de cette honnêteté prolétarienne sans lesquelles il n'y a pas de confiance mutuelle entre combattants d'une même cause, donc pas de Parti ni de Révolution possibles.

Ce que nous disons, c'est que celui-là se trompe qui croit pouvoir diminuer Trotsky sans diminuer en même temps la Révolution russe et l'Internationale auxquelles il a donné le meilleur de lui-même. Ce que nous savons, c'est que les idées ici exposées par Trotsky se sont imposées au Parti communiste russe qui les a faites siennes, quoi qu'on fasse pour masquer ce fait par des nuées d'arguties. Ce dont nous sommes sûrs, c'est de faire notre devoir de disciple de Lénine en divulguant, en soumettant à la critique, en jetant dans la discussion l'œuvre nouvelle d'un maître de la pensée communiste que l'histoire connaîtra comme le continuateur authentique de l'œuvre de Marx et de Lénine.

Boris Souvarine.

Paris, 15 avril 1924.

N. B. - Seules, les notes signées L. T. sont de l'auteur de la brochure. Les autres sont de l'éditeur.

## PRÉFACE

Cette brochure paraît avec un retard considérable : la maladie m'a empêché de la publier plus tôt. Mais à tout prendre, les questions n'ont été que posées dans la discussion qui s'est déroulée jusqu'à présent.

Autour de ces questions concernant le régime intérieur du Parti et l'économie du pays, il s'est élevé au cours de la discussion des nuages de poussière qui forment souvent un voile presque impénétrable et brûle les yeux. Mais cela passera. Les nuages de poussière se dissiperont. Les contours réels des questions apparaîtront. La pensée collective du Parti tirera progressivement des débats ce qui lui est nécessaire, acquerra de la maturité et deviendra plus sûre d'elle-même. Et ainsi, la base du Parti s'élargira et sa direction deviendra plus sûre.

C'est en cela que consiste le sens objectif de la résolution du Comité Central sur le « cours nouveau » du Parti, quelles que soient les interprétations « machine en arrière » dont elle est l'objet. Tout le travail antérieur d'épuration du Parti, le relèvement de son instruction politique et de son niveau théorique, et enfin de fixation du stage pour les fonctionnaires du Parti ne peut avoir son couronnement que dans l'élargissement et l'intensification de l'activité autonome de toute la collectivité du Parti, activité qui est la seule garantie sérieuse contre tous les dangers liés à la nouvelle politique économique et à la lenteur du développement de la révolution européenne.

Mais il est indubitable que le nouveau cours du Parti ne peut être qu'un moyen, et non une fin en soi. Pour la période prochaine, on peut dire que toute sa valeur sera déterminée par la mesure dans laquelle il nous facilitera la solution de notre tâche économique capitale.

L'administration de notre économie étatique est nécessairement centralisée. Le résultat en a été, les premiers temps, que les questions et les divergences de vues liées à la direction économique centrale étaient limitées à un cercle étroit de personnes. La pensée du Parti dans son ensemble ne s'est pas encore exercée directement sur les questions et difficultés fondamentales de la direction méthodique de l'économie étatique. Au 12<sup>e</sup> Congrès même, les questions concernant le plan dans la direction de l'économie n'ont été abordées, en somme, que formellement. C'est ce qui explique dans une large mesure que les voies et méthodes fixées dans la résolution de ce Congrès n'ont jusqu'à ces derniers temps presque pas été appliquées et que le Comité Central a dû, ces jours-ci, poser de nouveau la question de la nécessité de mettre en œuvre les décisions économiques du 12<sup>e</sup> Congrès, en particulier celles ayant trait au Gosplan<sup>1</sup>.

Mais cette fois encore, la décision du Comité Central a été de différents côtés accueillie par des réflexions sceptiques sur le Gosplan et la réalisation du plan dans la direction. Ce scepticisme ne recouvre aucune pensée créatrice, aucune théorie, rien de sérieux. Et si ce scepticisme à bon marché est toléré dans le Parti, c'est précisément parce que la pensée collective du Parti n'a pas encore abordé nettement les questions de la direction centralisée méthodique de l'économie. Pourtant, c'est de la réalisation fructueuse de cette direction que dépend entièrement le sort de la révolution.

Ce n'est que dans le chapitre final que cette brochure aborde la question du plan dans la direction, et cela sur un exemple particulier que nous n'avons pas choisi arbitrairement, mais qui nous a été imposé par la discussion à l'intérieur du Parti. Il est à espérer que, à la prochaine étape, la pensée du Parti abordera toutes ces questions d'une façon beaucoup plus concrète que maintenant. À suivre en spectateur - et telle est maintenant ma situation - la discussion économique actuelle, il semble que le Parti soit revenu d'un an en arrière pour élaborer de nouveau d'une manière plus critique les décisions du 12<sup>e</sup> Congrès. Il en ressort que les questions qui étaient en quelque sorte le monopole d'un cercle étroit de personnes concentrent maintenant peu à peu l'attention de tout le Parti. De mon côté, je ne puis que conseiller aux camarades travaillant les questions économiques d'étudier attentivement les débats du 12<sup>e</sup> Congrès sur l'industrie et de les relier comme faire se doit à la discussion actuelle. J'espère pouvoir bientôt revenir à ces questions.

\*

\* \*

Il faut reconnaître qu'au cours de la discussion orale et écrite du Parti, on a mis en œuvre une énorme quantité de « faits » et renseignements n'ayant rien de commun avec la réalité et représentant, pour employer un euphémisme, le fruit d'inspirations passagères. Nous en donnons des preuves dans notre brochure. Recourir à des moyens aussi « frappants », c'est au fond témoigner d'un manque de respect envers le Parti. Et, à mon avis, ce dernier doit répondre à ces procédés par une vérification minutieuse des citations, chiffres et faits mis en avant. C'est là, pour le Parti, un des moyens les plus importants d'éduquer la masse et de faire lui-même son éducation.

Notre Parti est assez mûr pour ne pas être obligé de se réfugier dans le « calme plat » ou dans la fureur de la discussion. Un régime plus stable de démocratie dans le Parti assurera à notre discussion le caractère qu'elle doit avoir et apprendra à ne présenter au Parti que des données soigneusement vérifiées. Sous ce rapport, l'opinion publique du Parti doit se former à l'art de la critique impitoyable. Les cellules d'usines doivent, dans leur expérience journalière, vérifier et les données de la discussion, et ses conclusions. Il serait également très utile que la jeunesse des écoles mît à la base de ses travaux historiques, économiques, statistiques, la vérification minutieuse des données mises en œuvre dans la discussion actuelle du Parti et sur lesquelles ce dernier, demain et après-demain, fondera ses décisions.

---

<sup>1</sup> Commission du Plan d'Etat.

Je le répète, l'acquisition la plus importante que le Parti ait faite et qu'il doit conserver consiste dans le fait que les questions économiques capitales, résolues auparavant dans quelques institutions peu nombreuses, sont devenues maintenant le centre de l'attention de la masse du Parti. Ainsi, nous entrons dans une nouvelle période. Les nuages de poussières soulevés par la discussion se dissiperont, les données fausses seront rejetées par la pensée du Parti et les questions fondamentales de l'organisation économique ne sortiront plus du champ de vision du Parti. La révolution y gagnera.

L. Trotsky.

P.-S. - *Cette brochure contient, outre les chapitres publiés dans la Pravda, quelques nouveaux chapitres, savoir : Le bureaucratisme et la Révolution, Tradition et politique révolutionnaire, La « sous-estimation » de la paysannerie, Le plan dans l'économie. Quant aux articles déjà publiés, je les donne ici sans en changer un mot : cela permettra au lecteur de juger combien le sens en a été et en est parfois monstrueusement dénaturé au cours de la discussion.*

L. T.

## I: LA QUESTION DES GÉNÉRATIONS DANS LE PARTI

Dans une des résolutions adoptées au cours de la discussion de Moscou, on s'est plaint que la question de la démocratie du Parti se fût compliquée de discussions sur les rapports des générations, d'attaques personnelles, etc. Cette plainte témoigne d'une certaine confusion dans les idées. Attaques personnelles et rapports réciproques des générations sont deux choses tout à fait différentes. Poser maintenant la question de la démocratie sans analyser l'effectif du Parti, au point de vue social comme au point de vue de l'âge et du stage politique, serait la dissoudre dans le vide.

Ce n'est pas par l'effet du hasard que la question de la démocratie s'est posée tout d'abord comme question des rapports des générations entre elles. C'est là le résultat logique de toute l'évolution de notre Parti. On peut schématiquement en partager l'histoire en quatre périodes : a) préparation d'un quart de siècle allant jusqu'à Octobre ; b) Octobre ; c) période consécutive à Octobre ; d) « Cours nouveau », c'est-à-dire période dans laquelle nous entrons.

Malgré sa richesse, sa complexité et la diversité des étapes franchies, la période antérieure à Octobre, on le constate maintenant, n'était qu'une période préparatoire. Octobre a permis de vérifier l'idéologie et l'organisation du Parti et de son effectif. Par Octobre, nous entendons la période la plus aiguë de la lutte pour le pouvoir, que l'on peut faire commencer approximativement aux « thèses d'avril » de Lénine et qui se termine par la mainmise sur l'appareil étatique<sup>2</sup>. Quoique n'ayant duré que quelques mois, elle n'est pas moins importante par son contenu que toute la période de préparation qui se mesure par des années et des dizaines d'années. Octobre, non seulement nous a donné une vérification infaillible, unique dans son genre, du passé du Parti, mais est devenu lui-même une source d'expérience pour l'avenir. C'est par Octobre que le Parti a pu, pour la première fois, s'apprécier à sa juste valeur.

La conquête du pouvoir fut suivie d'une croissance rapide, même anormale, du Parti, qui attira à lui non seulement des travailleurs peu conscients, mais encore certains éléments nettement étrangers à son esprit : fonctionnaires, carriéristes et politiciens. Dans cette période chaotique, il ne conserva sa nature bolcheviste que grâce à la dictature intérieure de la vieille garde, dont l'épreuve avait été faite en Octobre. Dans les questions plus ou moins importantes, tous les nouveaux membres acceptaient alors presque sans conteste la direction de l'ancienne génération. Les arrivistes considéraient cette docilité comme le meilleur moyen d'asseoir leur situation dans le Parti. Mais leurs calculs furent déjoués. Par une épuration rigoureuse de ses propres rangs, le Parti se débarrassa d'eux. Son effectif diminua, mais sa conscience s'éleva. Cette vérification de soi-même, cette épuration, firent que le Parti d'après Octobre se sentit pour la première fois une collectivité dont la tâche n'était pas simplement de se laisser diriger par la vieille garde mais d'examiner et de décider elle-même les questions essentielles de la politique. En ce sens, l'épuration et la période critique qui lui est liée sont en quelque sorte la préparation à ce revirement profond qui se manifeste maintenant dans la vie du Parti et entrera vraisemblablement dans son histoire sous le nom de « Cours nouveau ».

Il est une chose dont il faut bien se rendre compte : l'essence des dissentiments et des difficultés actuelles ne réside pas dans le fait que les « secrétaires » ont sur certains points forcé la note et qu'il faut les rappeler à l'ordre, mais dans le fait que *l'ensemble du Parti se dispose à passer à un stade historique plus élevé*. La masse des communistes dit en quelque sorte aux dirigeants : « Vous avez, camarades, l'expérience d'avant-Octobre, qui manque à la plupart d'entre nous ; mais sous votre direction, nous avons acquis après Octobre une grande expérience qui devient de plus en plus considérable. Et nous voulons non seulement être dirigés par vous, mais participer avec vous à la direction du prolétariat. Nous le voulons, non seulement parce que c'est notre droit à nous, membres du Parti, mais aussi parce que c'est absolument nécessaire au progrès de la classe ouvrière. Sans notre expérience, à nous qui sommes à la base du Parti, expérience dont il ne doit pas être simplement tenu compte dans les sphères dirigeantes, mais qui doit être introduite par nous-mêmes dans la vie du Parti, l'appareil dirigeant se bureaucratise, et nous, communistes du rang, nous ne nous sentons pas suffisamment armés idéologiquement devant les sans-parti. »

Le revirement actuel est, comme je l'ai dit, le résultat de toute l'évolution antérieure. Des processus moléculaires invisibles au premier abord, dans la vie et la conscience du Parti, le préparaient déjà depuis longtemps. La crise de la vente a donné une forte impulsion à la pensée critique. L'approche des événements d'Allemagne a mis en branle le Parti. C'est à ce moment précisément qu'est apparu avec une netteté particulière le fait que le Parti vit en quelque sorte dans deux étages : l'étage supérieur, où l'on décide, et l'étage inférieur, où l'on ne fait que prendre connaissance des décisions. Néanmoins, la révision critique du régime intérieur du Parti fut ajournée par l'attente anxieuse du dénouement, prochain semblait-il, des événements d'Allemagne. Lorsqu'il s'avéra que ce dénouement était retardé par la force des choses, le Parti mit à l'ordre du jour la question du « Cours nouveau ».

Comme il arrive fréquemment dans l'histoire, c'est pendant ces derniers mois précisément que l'appareil<sup>3</sup> montra ses traits les plus négatifs et les plus intolérables : isolement de la masse, suffisance bureaucratique, dédain complet de l'état d'esprit, des pensées et des besoins du Parti. Imprégné de bureaucratisme, il repoussa dès le début, avec une violence hostile, les tentatives de mettre à l'ordre du jour la question de la révision critique du régime intérieur du Parti.

Cela n'est pas dire, certes, qu'il se compose uniquement d'éléments bureaucratisés, ni à plus forte raison de bureaucrates avérés et incorrigibles. La période critique actuelle, dont ils s'assimileront le sens, apprendra beaucoup à la majorité de ses membres et les fera renoncer à la plupart de leurs erreurs. Le regroupement idéologique et organique qui surgira du revirement actuel aura, en fin de compte, des conséquences bienfaisantes pour la masse des communistes ainsi que pour l'appareil. Mais dans ce dernier, tel qu'il est apparu au seuil de la crise actuelle, le bureaucratisme avait atteint un

<sup>2</sup> Il s'agit des thèses soumises par Lénine à la Conférence du Parti, en avril 1917, et concluant à la nécessité d'engager la lutte pour le pouvoir.

<sup>3</sup> Appareil signifie ici l'ensemble des fonctionnaires permanents de l'organisation du Parti.

développement excessif, véritablement alarmant. Et c'est ce qui donne au regroupement idéologique de l'heure présente un caractère si aigu qu'il inspire des craintes légitimes.

Ainsi, il y a deux ou trois mois, le seul fait de signaler le bureaucratisme de l'appareil, l'autorité excessive des comités et des secrétaires, était accueilli chez les représentants responsables de l'« ancien cours », dans les organisations centrales et locales, par des haussements d'épaules ou des protestations indignées. Les nominations comme système ? De l'imagination pure ! Le formalisme, le bureaucratisme ? Des inventions, de l'opposition uniquement pour le plaisir de faire de l'opposition, etc. Ces camarades, en toute sincérité, ne remarquaient pas le danger bureaucratique qu'ils représentent eux-mêmes. Ce n'est que sous la pression de la base qu'ils commencèrent peu à peu à reconnaître qu'il y avait en effet des manifestations de bureaucratisme, mais seulement dans certaines régions et districts, que d'ailleurs ce n'était là qu'une déviation pratique de la ligne droite, etc. D'après eux, le bureaucratisme n'était qu'une survivance de la période de guerre, c'est-à-dire un phénomène en voie de disparition. Inutile de dire combien cette conception des choses et cette explication sont fausses.

Le bureaucratisme n'est pas un trait fortuit de certaines organisations provinciales, mais un phénomène général. Il ne va pas du district à l'organisation centrale par l'intermédiaire de l'organisation régionale, mais bien plutôt de l'organisation centrale au district par l'intermédiaire de l'organisation régionale. Il n'est nullement une « survivance » de la période de guerre ; il résulte de ce que l'on a transféré dans le Parti les méthodes et les procédés administratifs accumulés pendant ces dernières années. Quelque exagérées que fussent parfois les formes qu'il revêtait, le bureaucratisme de la période de guerre n'était qu'un jeu d'enfant en comparaison du bureaucratisme actuel qui s'est développé en temps de paix alors que l'appareil, malgré la croissance idéologique du Parti, continuait obstinément à penser et à résoudre pour ce dernier.

Pourtant, la résolution du Comité central sur l'organisation du Parti a, au point de vue principe, une importance immense dont le Parti doit nettement se rendre compte. Il serait indigne, en effet, de considérer que le sens profond des décisions prises se réduise à des modifications techniques dans l'organisation, que l'on veuille se borner à réclamer des secrétaires et des comités plus de « douceur », plus de « sollicitude » envers la masse. *La résolution du C. C. parle de « cours nouveau »*. Le Parti se prépare à entrer dans une nouvelle phase de développement. Certes, il ne s'agit pas de briser les principes d'organisation du bolchevisme, comme d'aucuns tentent de le faire croire, mais de les appliquer aux conditions de la nouvelle étape du Parti. Il s'agit avant tout d'instaurer des rapports plus sains entre les anciens cadres et la majorité des membres qui sont venus au Parti après Octobre.

La préparation théorique, la trempe révolutionnaire, l'expérience politique représentent notre capital fondamental, dont les principaux détenteurs sont les anciens cadres du Parti. D'autre part, le Parti est essentiellement une organisation démocratique, c'est-à-dire une collectivité qui, par la pensée et la volonté de tous ses membres, détermine sa voie. Il est clair que, dans la situation compliquée de la période immédiatement consécutive à Octobre, le Parti se frayait sa voie d'autant mieux qu'il utilisait plus complètement l'expérience accumulée par l'ancienne génération, aux représentants de laquelle il confiait les postes les plus importants dans l'organisation.

Le résultat de cet état de choses a été que, jouant le rôle de directeur du Parti et absorbée par les questions d'administration, l'ancienne génération s'est habituée et s'habitue à penser et à résoudre pour le Parti, met au premier plan pour la masse communiste des méthodes purement scolaires, pédagogiques de participation à la vie politique : cours d'instruction politique élémentaire, vérification des connaissances de ses membres, écoles du Parti, etc. De là, le bureaucratisme de l'appareil, son isolement de la masse, sa vie intérieure à part, en un mot tous les traits qui constituent le côté profondément négatif de l'ancien cours. Le fait que le Parti vit dans deux étages séparés comporte de nombreux dangers, dont j'ai parlé dans ma lettre sur les vieux et les jeunes. (Par « jeunes », j'entends évidemment non pas simplement les étudiants, mais toute la génération venue au Parti après Octobre, et en premier lieu les cellules d'usines.)

Comment se manifestait le malaise de plus en plus accusé du Parti ? En ce que la majorité de ses membres se disait : « Que l'appareil pense et décide bien ou mal, toujours est-il qu'il pense et décide trop souvent sans nous et pour nous. Lorsqu'il nous arrive de manifester de l'incompréhension, du doute, d'exprimer une objection, une critique, on nous rappelle à l'ordre, à la discipline ; le plus souvent, on nous accuse de faire de l'opposition ou même de vouloir constituer des fractions. Nous sommes dévoués au Parti jusqu'à la corde et prêts à tout sacrifier pour lui. Mais nous voulons participer activement et consciemment à l'élaboration de son opinion et à la détermination de ses voies d'action. » Les premières manifestations de cet état d'esprit ont indubitablement passé inaperçues de l'appareil dirigeant qui n'en a pas tenu compte, et c'a été là une des principales causes des groupements, dont il ne faut pas, certes, s'exagérer l'importance, mais dont on ne saurait non plus méconnaître la portée et qui doivent être pour nous un avertissement.

Le danger capital de l'ancien cours, résultat de causes historiques générales ainsi que de nos fautes particulières, est que l'appareil manifeste une tendance progressive à opposer quelques milliers de camarades formant les cadres dirigeants au reste de la masse, qui n'est pour eux qu'un objet d'action. Si ce régime persistait, il menacerait de provoquer, à la longue, une dégénérescence du Parti à ses deux pôles, c'est-à-dire parmi les jeunes et parmi les cadres. En ce qui concerne la base prolétarienne du Parti, les cellules d'usines, les étudiants, etc., le péril est clair. Ne se sentant pas participer activement au travail général du Parti et ne voyant pas leurs aspirations satisfaites, de nombreux communistes chercheraient un surcroît d'activité sous forme de groupements et de fractions de toutes sortes. C'est en ce sens précisément que nous parlons de l'importance symptomatique de groupements comme le « groupe ouvrier ».

Mais non moins grand est, à l'autre pôle, le danger de ce régime qui a trop duré et qui est devenu pour le Parti synonyme de bureaucratisme. Il serait ridicule de ne pas comprendre ou de ne pas vouloir voir que l'accusation de bureaucratisme formulée dans la résolution du C. C. est dirigée contre les cadres du Parti. Il ne s'agit pas de déviations pratiques isolées de la ligne idéale, mais de la politique générale de l'appareil, de sa tendance bureaucratique. Le bureaucratisme comporte-t-il un danger de dégénérescence ? Aveugle qui le nierait. Dans son développement graduel, la bureaucratisation menace de détacher les dirigeants de la masse, de les amener à concentrer leur attention uniquement sur les questions d'administration, de nominations, de rétrécir leur horizon, d'affaiblir leur sens révolutionnaire, c'est-à-dire de provoquer une dégénérescence plus ou moins opportuniste de la vieille garde, ou tout au moins d'une partie considérable de cette dernière. Ces processus se développent lentement et presque insensiblement, mais se révèlent brusquement. Pour voir dans cet avertissement basé sur la



prévision marxiste objective un « outrage », un « attentat », etc., il faut vraiment la susceptibilité ombrageuse et la morgue des bureaucrates.

Mais, *effectivement*, le danger d'une telle dégénérescence est-il grand ? Le fait que le Parti a compris ou senti ce danger et a cherché à y remédier - ce qui a provoqué en particulier la résolution du Comité central - atteste sa vitalité profonde et, par là-même, dévoile les sources puissantes d'antidote dont il dispose contre le poison bureaucratique. Là est la principale garantie de sa conservation en tant que Parti révolutionnaire. Mais si l'ancien cours cherchait à se maintenir à tout prix par la compression, la sélection de plus en plus artificielle, l'intimidation, en un mot par des procédés témoignant d'une méfiance envers le Parti, le danger effectif de dégénérescence d'une partie considérable des cadres augmenterait inévitablement.

Le Parti ne peut vivre uniquement sur les réserves du passé. Il suffit que le passé ait préparé le présent. Mais il faut que le présent soit idéologiquement et pratiquement à la hauteur du passé pour préparer l'avenir. La tâche du présent est de déplacer le centre de l'activité vers la base.

Mais, dira-t-on peut-être, ce déplacement du centre de gravité ne s'effectue pas d'un seul coup ; le Parti ne peut « mettre au rancart » l'ancienne génération et vivre immédiatement d'une nouvelle vie. Il n'est guère la peine de s'arrêter sur cet argument, d'une démagogie assez sottise. Vouloir mettre au rancart l'ancienne génération serait de la folie. Ce qu'il faut, c'est que cette ancienne génération précisément change d'orientation et, par là même, assure à l'avenir la prépondérance de son influence sur toute l'activité autonome du Parti. Il faut qu'elle considère le « Cours nouveau » non pas comme une manœuvre, un procédé diplomatique ou une concession temporaire, mais comme une nouvelle étape dans le développement politique du Parti, et cela pour le plus grand profit de la génération dirigeante et de l'ensemble du Parti.

## II : LA COMPOSITION SOCIALE DU PARTI

La crise intérieure du Parti, évidemment, ne se limite pas aux rapports des générations. Historiquement, dans un sens plus large, la solution en est déterminée par la composition sociale du Parti et, avant tout, par la proportion des cellules d'usines, des prolétaires industriels qu'il renferme.

Le premier soin de la classe ouvrière après la prise du pouvoir a été la création d'un appareil étatique (y compris l'armée, les organes de direction de l'économie, etc.). Mais la participation des ouvriers aux appareils étatique, coopératif et autres impliquait un affaiblissement des cellules d'usines et un accroissement excessif, dans le Parti, des fonctionnaires, d'origine prolétarienne ou non. Là est la contradiction de la situation. On ne pourra en sortir qu'au moyen de progrès économiques considérables, d'une forte impulsion donnée à la vie industrielle et d'un afflux constant d'ouvriers manuels dans le Parti.

Avec quelle rapidité s'effectuera ce processus fondamental, par quels flux et reflux passera-t-il ? Il est difficile maintenant de le prédire. Au stade actuel de notre développement économique, il faut évidemment mettre tout en œuvre pour attirer dans le Parti la plus grande quantité possible d'ouvriers travaillant à l'établi. Mais on ne pourra arriver à modifier sérieusement l'effectif du Parti (de façon, par exemple, que les cellules d'usines en forment les deux tiers) que très lentement et seulement avec des progrès économiques notables<sup>4</sup>. En tous cas, nous devons prévoir une période encore très longue au cours de laquelle les membres les plus expérimentés et les plus actifs du Parti (y compris, naturellement, les communistes d'origine prolétarienne) seront occupés à différents postes de l'appareil étatique, syndical, coopératif et du Parti. Et, par lui-même, ce fait implique un danger, car il est une des sources du bureaucratisme.

L'éducation de la jeunesse occupe et occupera nécessairement dans le Parti une place exceptionnelle. Formant dans nos facultés ouvrières, universités, établissements d'enseignement supérieur, le nouveau contingent d'intellectuels, qui compte une forte proportion de communistes, nous détachons par là même les jeunes éléments prolétariens de l'usine, non seulement pendant la durée de leurs études, mais en général pour toute leur vie : la jeunesse ouvrière qui a passé par les écoles supérieures sera vraisemblablement affectée tout entière à l'appareil industriel, étatique ou à celui du Parti. Tel est le second facteur de destruction de l'équilibre interne du Parti au détriment de ses cellules fondamentales, les noyaux d'usines.

La question de l'origine prolétarienne, intellectuelle ou autre des communistes a, évidemment, son importance. Dans la période immédiatement consécutive à la révolution, la question de la profession exercée avant Octobre paraissait même décisive. En effet, l'affectation des ouvriers à telle ou telle fonction soviétique semblait alors une mesure provisoire. Actuellement, il s'est effectué sous ce rapport un changement profond. Il n'est pas douteux que les présidents de comités régionaux<sup>5</sup> ou les commissaires de divisions<sup>6</sup>, quelle que soit leur origine, représentent un type social déterminé, indépendamment de l'origine de chacun d'eux. Durant ces six années, il s'est formé, dans le régime soviétique, des groupements sociaux assez stables.

Ainsi donc, actuellement et pour une période relativement assez longue, une part considérable du Parti, représentée par les communistes les mieux préparés, est absorbée par les différents appareils de direction et d'administration civile, militaire, économique, etc. ; une autre partie, importante également, fait ses études ; une troisième partie est dispersée dans les campagnes où elle se livre à l'agriculture ; seule, la quatrième catégorie (qui actuellement représente moins d'un sixième de l'effectif) se compose de prolétaires travaillant à l'établi. Il est clair que le développement de l'appareil du Parti et la bureaucratisation inhérente à ce développement sont engendrés non pas par les cellules d'usines, groupées par l'intermédiaire de l'appareil, mais par toutes les autres fonctions que le Parti exerce par l'intermédiaire des appareils étatiques d'administration, de gestion économique, de commandement militaire, d'enseignement. En d'autres termes, la source du bureaucratisme réside dans la concentration croissante de l'attention et des forces du Parti sur les institutions et appareils gouvernementaux et dans la lenteur du développement de l'industrie.

Cet état de choses doit nous faire comprendre les dangers de dégénérescence bureaucratique des cadres du Parti. Ce serait du fétichisme que de considérer ceux-ci, uniquement parce qu'ils ont suivi la meilleure école révolutionnaire du monde, comme ayant en eux une garantie sûre contre tout danger de rétrécissement idéologique et de dégénérescence opportuniste. L'histoire se fait par les hommes, mais les hommes ne font pas toujours consciemment l'histoire, y compris la leur. En fin de compte, la question sera résolue par deux grands facteurs d'importance internationale : la marche de la révolution en Europe et la rapidité de notre développement économique. Mais rejeter d'une manière fataliste toute la responsabilité sur ces facteurs objectifs serait une faute, au même titre que de chercher des garanties uniquement dans un radicalisme subjectif hérité du passé. Dans la même situation révolutionnaire, et dans les mêmes conditions internationales, le Parti résistera plus ou moins aux tendances désorganisatrices selon qu'il sera plus ou moins conscient des dangers et les combattra avec plus ou moins de vigueur.

Il est évident que l'hétérogénéité de la composition sociale du Parti, loin d'affaiblir les côtés négatifs de l'ancien cours, les aggrave à l'extrême. Le seul moyen de triompher du corporatisme, de l'esprit de caste des fonctionnaires, est la réalisation de la démocratie. En entretenant le « calme », le bureaucratisme désunit le Parti et frappe également, quoique différemment, les cellules d'usines, les travailleurs économiques, les militaires et la jeunesse des écoles.

Cette dernière, comme nous l'avons vu, réagit d'une façon particulièrement vigoureuse contre le bureaucratisme. Aussi Lénine proposait-il, pour combattre le bureaucratisme, de faire largement appel aux étudiants. Par sa composition sociale et ses liaisons, la jeunesse des écoles reflète tous les groupes sociaux de notre Parti ainsi que leur état d'esprit. Sa sensibilité et sa fougue la portent à donner immédiatement une force active à cet état d'esprit. Comme elle *étudie*, elle s'efforce

<sup>4</sup> Écrit avant la mort de Lénine, événement qui provoqua un afflux exceptionnel d'ouvriers dans les rangs du Parti.

<sup>5</sup> Fonctionnaires du Parti affectés aux comités exécutifs dits de « gouvernements », divisions administratives équivalant à plusieurs départements français.

<sup>6</sup> Fonctionnaires communistes de l'armée.

d'expliquer et de généraliser. Ce n'est pas à dire que tous ses actes et états d'esprit reflètent des tendances saines. S'il en était ainsi, cela signifierait - ce qui n'est pas le cas - ou que tout va bien dans le Parti, ou que la jeunesse n'est plus le reflet du Parti.

En principe, il est juste de dire que ce ne sont pas les établissements d'enseignement, mais les cellules d'usines qui sont notre base. Mais en disant que la jeunesse est notre baromètre, nous donnons à ses manifestations politiques une valeur non pas essentielle, mais symptomatique. Le baromètre ne crée pas le temps ; il se borne à l'enregistrer. En politique, le temps se forme dans les profondeurs des classes et dans les domaines où ces dernières entrent en contact les unes avec les autres. Les cellules d'usine créent une liaison directe entre le Parti et la classe, essentielle pour nous, du prolétariat industriel. Les cellules rurales ne créent qu'une liaison beaucoup plus faible entre le Parti et la paysannerie. C'est principalement par les cellules militaires, placées dans des conditions spéciales, que nous nous relions à cette dernière. Quant à la jeunesse des écoles, recrutée dans toutes les couches et stratifications de la société soviétique, elle reflète dans sa composition bigarrée tous nos défauts et qualités, et ce serait sottise que de ne pas accorder la plus grande attention à son état d'esprit. En outre, une partie considérable de nos nouveaux étudiants sont des communistes ayant un stage révolutionnaire assez important. Et les partisans les plus obstinés de « l'appareil » ont grand tort de faire fi de la jeunesse, qui est notre moyen de vérification de nous-mêmes, notre future relève, et à qui l'avenir appartient.

Mais revenons à la question de l'hétérogénéité des groupes du Parti séparés les uns des autres par leurs fonctions dans l'Etat. Le bureaucratisme du Parti, nous le répétons, n'est pas une survivance de la période antérieure, survivance en voie de disparition ; au contraire, c'est un phénomène essentiellement nouveau, découlant des nouvelles tâches, des nouvelles fonctions, des nouvelles difficultés et des nouvelles fautes du Parti.

Le prolétariat réalise sa dictature par l'Etat soviétique. Le Parti communiste est le parti dirigeant du prolétariat, et, par suite, de son Etat. Toute la question est de réaliser cette direction sans se fondre dans l'appareil bureaucratique de l'Etat afin de ne pas s'exposer à une dégénérescence bureaucratique.

Les communistes se trouvent groupés différemment dans le Parti et dans l'appareil étatique. Dans ce dernier, ils sont disposés hiérarchiquement les uns par rapport aux autres et aux sans-parti. Dans le Parti, ils sont tous égaux, en ce qui concerne la détermination des tâches et des méthodes fondamentales de travail du Parti. Les communistes travaillent à l'établi, font partie des comités d'usines, administrent les entreprises, les trusts, les syndicats<sup>7</sup>, dirigent le *Conseil de l'Economie Populaire*, etc. Dans la direction qu'il exerce sur l'économie, le Parti tient et doit tenir compte de l'expérience, des observations, de l'opinion de tous ses membres installés aux différents degrés de l'échelle de l'administration économique. L'avantage essentiel, incomparable de notre Parti, consiste en ce qu'il peut, à chaque instant, regarder l'industrie avec les yeux du tourneur communiste, du spécialiste communiste, du directeur communiste, du commerçant communiste, réunir l'expérience de ces travailleurs qui se complètent les uns les autres, en dégager les résultats et déterminer ainsi sa ligne de direction de l'économie en général et de chaque entreprise en particulier.

Il est clair que cette direction n'est réalisable que sur la base de la démocratie vivante et active à l'intérieur du Parti. Quand, au contraire, les méthodes de « l'appareil » prévalent, la direction par le Parti fait place à l'administration par ses organes exécutifs (comité, bureau, secrétaire, etc.). Ce régime se renforçant, toutes les affaires sont concentrées entre les mains d'un petit groupe, parfois d'un secrétaire seulement, qui nomme, destitue, donne des directives, inflige des sanctions, etc.

Avec une telle réalisation de la direction, la principale supériorité du Parti, son expérience collective multiple, passe à l'arrière-plan. La direction prend un caractère d'organisation pure et dégénère fréquemment en commandement et en tâtilonnage. L'appareil du Parti entre de plus en plus dans le détail des tâches de l'appareil soviétique, vit de ses soucis journaliers, se laisse de plus en plus influencer par lui et, devant les détails, perd de vue les grandes lignes.

Si l'organisation du Parti en tant que collectivité est toujours plus riche d'expérience que n'importe quel organe de l'appareil étatique, on ne saurait en dire autant de fonctionnaires pris à part. En effet, ce serait une naïveté de croire que par suite de son titre, un secrétaire réunit en lui toutes les connaissances et toute la compétence nécessaires à la direction de son organisation. En réalité, il se crée un appareil auxiliaire avec des sections bureaucratiques, une information bureaucratique, et cet appareil, qui le rapproche de l'appareil soviétique, le tient à l'écart de la vie du Parti. Et, croyant mouvoir les autres, il est mû lui-même par son propre appareil.

Toute la pratique bureaucratique journalière de l'Etat soviétique s'infiltre ainsi dans l'appareil du Parti et y introduit le bureaucratisme. Le Parti, en tant que collectivité, ne sent pas sa direction, car il ne la réalise pas. De là du mécontentement ou de l'incompréhension, même dans les cas où la direction s'exerce justement. Mais cette direction ne peut se maintenir dans la ligne droite que si elle ne s'émiette pas dans les détails mesquins et revêt un caractère systématique, rationnel et collectif. Ainsi donc, le bureaucratisme non seulement détruit la cohésion intérieure du Parti, mais affaiblit l'action nécessaire de ce dernier sur l'appareil étatique. C'est ce que ne remarquent pas et ne comprennent pas la plupart du temps ceux qui sont les plus ardents à réclamer pour le Parti le rôle de directeur dans l'Etat soviétique.

---

<sup>7</sup> Trusts et syndicats signifient ici groupements d'entreprises nationalisées.

### III : GROUPES ET FORMATIONS FRACTIONNELLES

La question des groupements et des fractions dans le Parti est devenue le pivot de la discussion. Vu son importance intrinsèque et l'acuité extrême qu'elle a revêtue, elle demande à être traitée avec une netteté parfaite. Or, fréquemment, elle est posée d'une façon erronée.

Nous sommes le seul parti du pays et, dans la période actuelle de dictature, il ne saurait en être autrement. Les différents besoins de la classe ouvrière, de la paysannerie, de l'appareil étatique et de son effectif agissent sur notre Parti, par l'intermédiaire duquel ils cherchent à trouver une expression politique. Les difficultés et contradictions inhérentes à notre époque, le désaccord temporaire des intérêts des différentes parties du prolétariat, ou du prolétariat et de la paysannerie, agissent sur le Parti par l'intermédiaire de ses cellules ouvrières et paysannes, de l'appareil étatique, des jeunes étudiants. Les nuances d'opinion, les divergences de vues épisodiques peuvent exprimer la pression lointaine d'intérêts sociaux déterminés et, dans certaines circonstances, se transformer en groupements stables ; ces derniers peuvent, à leur tour, tôt ou tard, prendre la forme de fractions organisées qui, s'opposant comme telles au reste du Parti, subissent par là même davantage les pressions extérieures. Telle est l'évolution logique des groupements à une époque où le Parti communiste est obligé de monopoliser la direction de la vie politique.

Qu'en résulte-t-il ? Si l'on ne veut pas de fractions, il ne faut pas de groupements permanents ; si l'on ne veut pas de groupements permanents, il faut éviter les groupements temporaires ; enfin, pour qu'il n'y ait pas de groupements temporaires, il faut qu'il n'y ait pas de divergences de vues, car là où il y a deux opinions, les gens se groupent fatalement. Mais comment, d'autre part, éviter les divergences de vues dans un Parti d'un demi-million d'hommes qui dirige le pays dans des conditions exceptionnellement compliquées et pénibles ? Telle est la contradiction essentielle qui réside dans la situation même du Parti de la dictature prolétarienne et à laquelle on ne saurait échapper uniquement par des procédés de pure forme.

Les partisans de l'« ancien cours » qui votent la résolution du C. C. dans l'assurance que tout restera comme par le passé raisonnent à peu près ainsi : Voyez, on vient à peine de soulever le couvercle de notre appareil que des tendances à des groupements de toutes sortes se manifestent dans le Parti ; il faut rabattre vivement le couvercle et fermer hermétiquement la marmite. C'est de cette sagesse à courte vue que sont imprégnés quantité de discours et d'articles « contre le fractionnisme ». Dans leur for intérieur, les partisans de l'appareil estiment que la résolution du C. C. est, ou bien une faute politique qu'il faut tâcher de rendre anodine, ou bien une manœuvre qu'il faut utiliser. À mon avis, ils se trompent grossièrement. Et s'il est une tactique capable d'introduire la désorganisation dans le Parti, c'est bien celle des gens qui persistent dans l'ancienne orientation, tout en feignant d'accepter respectueusement la nouvelle.

C'est dans les contradictions et les divergences de vues que s'effectue inévitablement l'élaboration de l'opinion publique du Parti. La localiser dans l'appareil chargé de fournir ensuite au Parti le fruit de son travail sous forme de directives, d'ordres, c'est idéologiquement et politiquement stériliser le Parti. Faire participer le Parti tout entier à l'élaboration et à l'adoption des résolutions, c'est favoriser les groupements idéologiques temporaires qui risquent de se transformer en groupements durables et même en fraction. Comment faire ? Est-il possible qu'il n'y ait pas d'issue ? *Est-il possible qu'il n'y ait pas pour le Parti de ligne intermédiaire entre le régime du « calme » et celui de l'émission en fractions ?* Non, il en est une, et la tâche de la direction consiste, chaque fois qu'il est nécessaire et particulièrement aux tournants, à trouver cette ligne correspondant à la situation réelle du moment.

La résolution du C. C. dit nettement que le régime bureaucratique est l'une des sources des fractions. C'est là une vérité qui n'a plus guère besoin maintenant d'être démontrée. L'« ancien cours » était bien loin de la démocratie, et pourtant il n'a pas plus préservé le Parti des fractions illégales que la discussion orageuse actuelle qui, on ne saurait se le dissimuler, peut amener la formation de groupements provisoires ou durables. *Pour l'éviter, il faut que les organes dirigeants du Parti prêtent l'oreille à la voix de la masse, ne considèrent pas toute critique comme une manifestation de l'esprit de fraction et ne poussent pas par là des communistes consciencieux et disciplinés à garder systématiquement le silence ou à se constituer en fractions.*

Mais ce n'est là ni plus ni moins qu'une justification de Miasnikov<sup>8</sup> et de ses partisans, - diront les bureaucrates. Pourquoi donc ? Tout d'abord, la phrase que nous venons de souligner n'est qu'un extrait textuel de la résolution du C. C. Ensuite, depuis quand *explication* équivaut-il à *justification* ? Dire qu'un ulcère est le résultat d'une circulation sanguine défectueuse par suite de l'afflux insuffisant d'oxygène, ce n'est pas « justifier » l'ulcère et le considérer comme une partie normale de l'organisme humain. La seule conclusion, c'est qu'il faut le scarifier, aseptiser la plaie et, surtout, ouvrir la fenêtre pour permettre à l'air frais de fournir l'oxygène nécessaire au sang. Mais le malheur est que l'aile la plus combative de l'« ancien cours » est convaincue que la résolution du C. C. est erronée, particulièrement dans son passage sur le bureaucratisme source de fractions. Et si elle ne le dit pas ouvertement, ce n'est que pour des raisons d'ordre formel, bien en rapport avec sa mentalité imprégnée de ce formalisme qui est l'attribut essentiel du bureaucratisme.

Il est incontestable que les fractions sont un fléau dans la situation actuelle et que les groupements, mêmes temporaires, peuvent se transformer en fractions. Mais, comme le montre l'expérience, il ne suffit nullement de déclarer que les groupements et les fractions sont un mal pour en empêcher l'apparition. On ne les prévient que par une politique juste, adaptée à la situation réelle.

Il suffit d'étudier l'histoire de notre Parti, ne fût-ce que pendant la révolution, c'est-à-dire pendant la période où la constitution de fractions est particulièrement dangereuse, pour voir que la lutte contre ce danger ne saurait se borner à une condamnation de forme et à l'interdiction.

C'est en automne 1917 qu'a surgi dans le Parti, à l'occasion de la question capitale de la prise du pouvoir, le désaccord le plus redoutable. Le rythme furieux des événements donna une acuité extrême à ce désaccord qui aboutit presque

<sup>8</sup> Ancien membre du Parti; en 1922, fut exclu en raison de ses tendances menchéviques.

immédiatement à la constitution d'une fraction : sans le vouloir peut-être, les adversaires du coup de force firent bloc avec des éléments n'appartenant pas au Parti, publièrent leurs déclarations dans des organes du dehors, etc.<sup>9</sup>. À ce moment, l'unité du Parti tenait à un cheveu. Comment la scission put-elle être évitée ? Uniquement par le développement rapide de la situation et son déroulement favorable. La scission se fût inévitablement produite si les événements avaient traîné en longueur et, à plus forte raison, si l'insurrection s'était terminée par une défaite. Sous la direction ferme de la majorité du C. C., le Parti, dans une offensive impétueuse, passa par-dessus l'opposition, le pouvoir se trouva conquis et l'opposition, très peu nombreuse, mais qualitativement très forte, adopta la plate-forme d'Octobre. La fraction, le danger de scission furent alors vaincus non pas par des décisions formelles sur la base de statuts, mais par l'action révolutionnaire.

Le deuxième grand dissentiment surgit à l'occasion de la paix de Brest-Litovsk. Les partisans de la guerre révolutionnaire<sup>10</sup> constituèrent alors une fraction véritable ayant son organe central<sup>11</sup>. Qu'y a-t-il de vrai dans la récente anecdote, d'après laquelle Boukharine se préparait presque, à un moment, à arrêter le gouvernement de Lénine, je ne saurais le dire<sup>12</sup>. Toujours est-il que l'existence d'une fraction communiste de gauche représentait un danger extrême pour l'unité du Parti. Amener alors la scission n'eût pas été difficile et n'eût pas demandé de la part de la direction ... un grand effort d'intelligence : il suffisait de lancer l'interdit contre la fraction communiste de gauche. Néanmoins, le Parti adopta des méthodes plus complexes : il préféra discuter, expliquer, prouver par l'expérience et se résigner temporairement à cette anomalie menaçante qu'était l'existence d'une fraction organisée dans son sein.

La question de l'organisation militaire provoqua également la constitution d'un groupement assez fort et assez opiniâtre, opposé à la création d'une armée régulière avec un appareil militaire centralisé, des spécialistes, etc. Par moments, la lutte revêtit une acuité extrême. Mais, comme en Octobre, la question fut tranchée par l'expérience : par la guerre elle-même. Certaines maladresses et exagérations de la politique militaire officielle furent redressées sous la pression de l'opposition, et cela non seulement sans dommage, mais avec profit pour l'organisation centralisée de l'armée régulière. Quant à l'opposition, elle s'effrita peu à peu. Un grand nombre de ses représentants les plus actifs participèrent à l'organisation de l'armée où, fréquemment, ils occupèrent des postes importants.

Des groupements nettement accusés se constituèrent à l'époque de la discussion mémorable sur les syndicats<sup>13</sup>. Maintenant que nous avons la possibilité d'embrasser d'un coup d'œil cette période tout entière et de l'éclairer à la lumière de l'expérience ultérieure, nous constatons que la discussion ne roulait nullement sur les syndicats, ni même sur la démocratie ouvrière : ce qui s'exprimait dans ces disputes, c'était un malaise profond du Parti, dont la cause était la prolongation excessive du régime économique du communisme de guerre. Tout l'organisme économique du pays était dans un étau. La discussion sur le rôle des syndicats et de la démocratie ouvrière recouvrait la recherche d'une nouvelle voie économique. L'issue fut trouvée dans la suppression de la réquisition des produits alimentaires et du monopole des céréales, et dans l'affranchissement graduel de l'industrie étatique de la tyrannie des directions économiques centrales<sup>14</sup>. Ces décisions historiques furent prises à l'unanimité et étouffèrent complètement la discussion syndicale, d'autant plus que, par suite de l'instauration de la *nep*, le rôle des syndicats eux-mêmes apparut sous un jour complètement différent et que, quelques mois plus tard, il fallut modifier radicalement la résolution sur les syndicats.

Le groupement le plus durable et, par certains côtés, le plus dangereux, fut celui de « l'opposition ouvrière »<sup>15</sup>. Il refléta, en les dénaturant, les contradictions du communisme de guerre, certaines fautes du Parti, ainsi que les difficultés objectives essentielles de l'organisation socialiste. Mais cette fois encore on ne se borna pas à une indication formelle. Sur les questions de la démocratie, on prit des décisions formelles et sur l'épuration du Parti, on prit des mesures effectives, extrêmement importantes, donnant satisfaction à ce qu'il y avait de juste et de sain dans la critique et les revendications de « l'opposition ouvrière ». Et ce qui est le principal, c'est que grâce aux décisions et aux mesures économiques adoptées par le Parti et dont le résultat fut d'amener la disparition des divergences de vues et des groupements, le 10<sup>e</sup> Congrès put, avec des raisons de croire que sa décision ne resterait pas lettre morte, interdire formellement la constitution de fractions. Mais, comme le montrent l'expérience et le bon sens politique, il va de soi qu'à elle seule, cette interdiction ne renfermait aucune garantie absolue ni même sérieuse contre l'apparition de nouveaux groupements idéologiques et organiques. La garantie essentielle, en l'occurrence, c'est une direction juste, l'attention aux besoins du moment qui se reflètent dans le Parti, la souplesse de

<sup>9</sup> Les principaux opposants étaient : Zinoviev, Kamenev, Rykov, Noguine, Milioutine, Chliapnikov, Riazanov, Larine, Losovsky, etc.

<sup>10</sup> Les principaux furent : Boukharine, Radek, Krestinsky, Ossinsky, Sapronov, Iakovlev, M. Pokrovsky, V. Maximovsky, V. Smirnov, Piatakov, Préobrajensky, Cheverdine, Safarov, Stoukov.

<sup>11</sup> On sait que Trotsky n'approuva pas la position de cette fraction. Avant de se rallier au point de vue de Lénine, il défendit la fameuse formule : *Ni paix, ni guerre*.

<sup>12</sup> La *Pravda* du 21 décembre 1923 a publié une lettre signée de neuf des anciens communistes de gauche nommés plus haut, mettant au point l'anecdote. À une séance du Comité exécutif des Soviets, le s.-r. de gauche Kamkov dit « sur un ton de plaisanterie » à Boukharine et Piatakov : « *Eh bien, qu'allez-vous faire si vous obtenez la majorité dans le Parti ? Lénine démissionnera et il nous faudra constituer avec vous un nouveau Conseil des Commissaires du Peuple. Dans ce cas, je pense que nous élirions Piatakov comme Président...* » Plus tard, le s.-r. de gauche Prochiane dit à Radek en riant : « *Vous ne faites qu'écrire des résolutions. Ne serait-il pas plus simple d'arrêter pour un jour Lénine, de déclarer la guerre aux Allemands et ensuite de le réélire à l'unanimité Président du Conseil ?* ». Ce sont ces boutades qui furent présentées comme un « projet » d'arrêter Lénine.

<sup>13</sup> De novembre 1920 (5<sup>e</sup> Congrès des Syndicats) jusqu'en mars 1921 (10<sup>e</sup> Congrès du Parti). Le Comité central se partagea en deux groupes, l'un de huit membres dont Lénine ; l'autre de sept membres : Trotsky, Boukharine, Dzerjinsky, Andréiev, Krestinsky, Préobrajensky et Sérébriakov. Le Congrès vota la résolution inspirée par Lénine.

<sup>14</sup> Les centres directeurs (*glavs*) de la production divisée pour ainsi dire en compartiments verticaux furent un essai d'organisation économique malheureux, abandonné en 1921.

<sup>15</sup> Tendence qui préconisa, lors de la discussion sur les syndicats, de transmettre à ceux-ci la direction de l'économie. Ses principaux représentants furent Chliapnikov, Kisseliev, Medvédiev, Loutovinov, Koutouzov, Alexandra Kollontai.

l'appareil qui ne doit pas paralyser, mais organiser l'initiative du Parti, qui ne doit pas craindre la critique, ni chercher à l'enrayer par l'épouvantail des fractions. La décision du 10<sup>e</sup> Congrès interdisant les fractions peut avoir seulement un caractère auxiliaire ; par elle-même elle ne donne pas la clé pour la solution de toutes les difficultés intérieures. Ce serait du « fétichisme d'organisation » que de croire que, quels que soient le développement du Parti, les fautes de la direction, le conservatisme de l'appareil, les influences extérieures, etc., il suffit d'une décision pour nous préserver des groupements et des bouleversements inhérents à la formation des fractions. Comprendre ainsi les choses serait faire preuve de bureaucratisme.

Un exemple éclatant nous en est fourni par l'histoire de l'organisation de Pétrograd. Peu après le 10<sup>e</sup> Congrès, qui avait interdit la constitution de groupements et de fractions, surgit à Pétrograd une lutte d'organisation très vive, qui amena la formation de deux groupements nettement opposés l'un à l'autre. Le plus simple, au premier abord, eût été de lancer l'anathème sur l'un au moins de ces groupements. Mais le C. C. se refusa catégoriquement à employer cette méthode qu'on lui suggérerait de Pétrograd. Il assuma le rôle d'arbitre entre les deux groupements et, en fin de compte, réussit à assurer non seulement leur collaboration, mais leur fusion complète dans l'organisation. Voilà un exemple important qui mérite d'être retenu et qui pourrait servir à éclairer quelques cerveaux bureaucratiques.

Nous avons dit plus haut que tout groupement important et durable dans le Parti, à plus forte raison toute fraction organisée, avait tendance à devenir le porte-parole d'intérêts sociaux quelconques. Toute déviation peut, dans son développement, devenir l'expression des intérêts d'une classe hostile ou semi-hostile au prolétariat. Or, le bureaucratisme est une déviation, et une déviation malsaine ; cela, il faut l'espérer, ne saurait prêter à contestation. Du moment qu'il en est ainsi, il menace de dévoyer le Parti de la voie droite, de la voie de classe. C'est là précisément qu'est son danger. Mais, fait instructif au plus haut point et en même temps des plus alarmants : ceux qui affirment le plus nettement, avec le plus d'insistance, et parfois le plus brutalement que *toute* divergence de vues, *tout* groupement d'opinion, même temporaire, sont une expression des intérêts des classes opposées au prolétariat, ne veulent pas appliquer ce critérium au bureaucratisme.

Et pourtant, le critérium social est, en l'occurrence, parfaitement à sa place, car le bureaucratisme est un mal bien déterminé, une déviation notoire et incontestablement nuisible, officiellement condamnée, mais nullement en voie de disparition. D'ailleurs, il est bien difficile de le faire disparaître du coup. Mais si, comme le dit la résolution du C. C., le bureaucratisme menace de *détacher le Parti de la masse* et, partant, d'affaiblir le caractère de classe du Parti, il en résulte que la lutte contre le bureaucratisme ne saurait en aucun cas être le résultat d'influences non prolétariennes. Au contraire, l'aspiration du Parti à conserver son caractère prolétarien doit inévitablement engendrer la résistance au bureaucratisme. Évidemment, sous le couvert de cette résistance peuvent se manifester diverses tendances erronées, malsaines, nuisibles. Et l'on ne peut les découvrir que par l'analyse marxiste de leur contenu idéologique. Mais identifier la résistance au bureaucratisme à un groupement qui, soi-disant, servirait de canal aux influences étrangères, c'est être soi-même le « canal » des influences bureaucratiques.

Néanmoins, il ne faudrait pas comprendre d'une façon trop simpliste la pensée que les divergences du Parti et, à plus forte raison, les groupements ne sont autre chose qu'une lutte d'influences de classe opposées. Ainsi, en 1920, la question de l'invasion de la Pologne a suscité deux courants d'opinions, l'un préconisant une politique plus audacieuse, l'autre prêchant la prudence<sup>16</sup>. Y avait-il là différentes tendances de classe ? Je ne crois pas qu'on puisse l'affirmer. Il n'y avait que des divergences dans l'appréciation de la situation, des forces, des moyens. Mais le critérium essentiel de l'appréciation était le même chez les deux parties.

Fréquemment, il arrive que le Parti puisse résoudre un seul et même problème par des moyens différents. Et si l'on discute alors, c'est pour savoir lequel de ces moyens est le meilleur, le plus expéditif, le plus économique. Ces divergences peuvent, selon la question, embrasser des couches considérables dans le Parti, mais cela ne veut pas dire nécessairement qu'il y ait là une lutte de deux tendances de classe.

Il n'est pas douteux que nous aurons encore de nombreux désaccords, car notre voie est pénible et les tâches politiques aussi bien que les questions économiques de l'organisation socialiste engendreront infailliblement des divergences de vues et des groupements temporaires d'opinions. La vérification politique de toutes les nuances d'opinion par l'analyse marxiste sera toujours pour notre Parti une mesure préventive des plus efficaces. Mais c'est à cette vérification marxiste concrète qu'il faut recourir et non aux clichés qui sont les instruments de défense du bureaucratisme. On pourra contrôler d'autant mieux l'idéologie politique hétérogène qui s'élève maintenant contre le bureaucratisme et l'épurer de tout élément étranger et nuisible que l'on s'engagera plus sérieusement dans la voie du « cours nouveau ». Or, cela est impossible sans un revirement sérieux dans la mentalité et les intentions de l'appareil du Parti. Mais nous assistons au contraire en ce moment à une nouvelle offensive de ce dernier, qui écarte toute critique de l'« ancien cours », formellement condamné mais non encore liquidé, en la traitant de manifestation de l'esprit de fraction. Si les fractions sont dangereuses - et il en est ainsi - il est criminel de fermer les yeux sur le danger que représente la *fraction bureaucratique conservatrice*. C'est contre ce danger précisément qu'est dirigée en premier lieu la résolution du C. C.

Le maintien de l'unité du Parti est le souci le plus grave de la grande majorité des communistes. Mais il faut le dire ouvertement : s'il est maintenant un danger sérieux pour l'unité ou tout au moins pour l'unanimité du Parti, c'est le bureaucratisme effréné. C'est de ce camp que se sont élevées des voix provocatrices. C'est là qu'on a osé dire : nous n'avons pas peur de la scission. Ce sont les représentants de cette tendance qui fouillent dans le passé, y recherchent tout ce qui est susceptible d'introduire plus d'acharnement dans la discussion, raniment artificiellement les souvenirs de l'ancienne lutte et de l'ancienne scission pour accoutumer insensiblement l'esprit du Parti à la possibilité d'un crime aussi monstrueux, aussi funeste qu'une nouvelle scission. On veut opposer le besoin d'unité du Parti à son besoin d'un régime moins bureaucratique.

Si le Parti se laissait influencer, sacrifiait les éléments vitaux de sa propre démocratie, il n'arriverait qu'à exacerber sa lutte intérieure et à ébranler sa cohésion. On ne saurait exiger du Parti la confiance en l'appareil, lorsqu'on n'a pas soi-même

<sup>16</sup> Lénine et ses proches avaient préconisé l'offensive sur Varsovie ; Trotsky était contre.

confiance au Parti. Là est toute la question. La méfiance bureaucratique préconçue envers le Parti, envers sa conscience et son esprit de discipline est la cause principale de tous les maux engendrés par la domination de l'appareil. Le Parti ne veut pas des fractions et ne les tolèrera pas. Il est monstrueux de croire qu'il brisera ou permettra à qui que ce soit de briser son appareil. Il sait que cet appareil est composé des éléments les plus précieux incarnant la plus grande partie de l'expérience passée. Mais il veut le renouveler et lui rappelle qu'il est *son* appareil, qu'il est élu *par lui* et qu'il ne doit pas se détacher de lui.

À bien réfléchir à la situation créée dans le Parti et qui s'est montrée sous un jour particulièrement clair au cours de la discussion, on voit que l'avenir se présente sous une double perspective. Ou bien le regroupement idéologique organique qui se produit maintenant dans le Parti sur la ligne des résolutions du C. C. sera un pas en avant dans la voie de la croissance organique du Parti, le début d'un nouveau grand chapitre - et ce sera là l'issue la plus désirable pour nous tous et la plus bienfaisante pour le Parti, qui aura alors facilement raison des excès dans la discussion et dans l'opposition et, à plus forte raison, des tendances démocratiques vulgaires. Ou bien, passant à la contre-offensive, l'appareil tombera plus ou moins sous la coupe de ses éléments les plus conservateurs et, sous prétexte de combattre les fractions, rejettera le Parti en arrière et rétablira le « calme ». Cette deuxième éventualité sera incomparablement plus douloureuse ; elle n'empêchera pas, il va de soi, le développement du Parti, mais ce développement ne s'effectuera qu'au prix d'efforts et de bouleversements considérables. Car cette méthode ne fera qu'alimenter encore davantage les tendances nuisibles, dissolvantes, opposées au Parti. Telles sont les deux éventualités à envisager.

Ma lettre sur le « cours nouveau »<sup>17</sup> avait pour but d'aider le Parti à s'engager dans la première voie, qui est la plus économique et la plus juste. Et j'en maintiens intégralement les termes, repoussant toute interprétation tendancieuse ou mensongère.

---

<sup>17</sup> Voir plus loin ce document, en annexe, p. 65.

## IV : LE BUREAUCRATISME ET LA RÉVOLUTION

### (Plan d'un rapport que l'auteur n'a pu faire)

1. - Les conditions essentielles qui non seulement entravent la réalisation de l'idéal socialiste, mais encore sont parfois pour la révolution une source de pénibles épreuves et de graves dangers, sont suffisamment connues. Ce sont : a) les contradictions sociales intérieures de la révolution qui, sous le communisme de guerre, étaient automatiquement comprimées, mais qui, sous la *nep*, se déploient fatalement et cherchent à trouver une expression politique ; b) la menace contre-révolutionnaire que représentant pour la République soviétique les Etats impérialistes.

2. - Les contradictions sociales de la révolution sont ses contradictions de classe. Quelles sont les classes fondamentales de notre pays ? - a) le prolétariat, b) la paysannerie, c) la nouvelle bourgeoisie avec la couche d'intellectuels bourgeois qui la recouvre.

Au point de vue économique et politique, la première place revient au prolétariat organisé en Etat et à la paysannerie fournissant les produits agricoles qui prédominent dans notre économie. La nouvelle bourgeoisie joue principalement le rôle d'intermédiaire entre l'industrie soviétique et l'agriculture ainsi qu'entre les différentes parties de l'industrie soviétique et les différents domaines de l'économie rurale. Mais elle ne se borne pas à être un intermédiaire commercial ; partiellement, elle assume également le rôle d'organisateur de la production.

3. - Abstraction faite de la rapidité du développement de la révolution prolétarienne en Occident, la marche de notre révolution sera déterminée par la croissance comparative des trois éléments fondamentaux de notre économie : industrie soviétique, agriculture, et capital commercial et industriel privé.

4. - Les analogies historiques avec la grande Révolution française (chute des Jacobins) qu'établissent le libéralisme et le menchévisme et avec lesquelles ils se consolent sont superficielles et inconsistantes. La chute des Jacobins était prédéterminée par le manque de maturité des rapports sociaux : la gauche (artisans et marchands ruinés), privée de la possibilité de développement économique, ne pouvait être un appui ferme pour la révolution ; la droite (bourgeoisie) croissait fatalement ; enfin, l'Europe, économiquement et politiquement plus arriérée, empêchait la révolution de se déployer au-delà des limites de la France.

Sous tous ces rapports, notre situation est incomparablement plus favorable. Chez nous, le noyau en même temps que la gauche de la révolution sont le prolétariat, dont les tâches et objectifs coïncident entièrement avec la réalisation de l'idéal socialiste. Le prolétariat est politiquement si fort que permettant, dans certaines limites, la formation à ses côtés d'une nouvelle bourgeoisie, il fait participer la paysannerie au pouvoir étatique non pas par l'intermédiaire de la bourgeoisie et des partis petits-bourgeois, mais directement, barrant ainsi à la bourgeoisie l'accès à la vie politique. La situation économique et politique de l'Europe non seulement n'exclut pas, mais rend inévitable l'extension de la révolution sur son territoire.

Si donc, en France, la politique même la plus clairvoyante des Jacobins eût été impuissante à modifier radicalement le cours des événements, chez nous, où la situation est infiniment plus favorable, la justesse d'une ligne politique tracée selon les méthodes du marxisme sera pour un temps considérable un facteur décisif dans la sauvegarde de la révolution.

5. - Prenons l'hypothèse historique la plus défavorable pour nous. Le développement rapide du capital privé, s'il se produisait, signifierait que l'industrie et le commerce soviétiques, y compris la coopération, n'assurent pas la satisfaction des besoins de l'économie paysanne. En outre, il montrerait que le capital privé s'interpose de plus en plus entre l'Etat ouvrier et la paysannerie, acquiert une influence économique et, partant, politique sur cette dernière. Il va de soi qu'une telle rupture entre l'industrie soviétique et l'agriculture, entre le prolétariat et la paysannerie, constituerait un grave danger pour la révolution prolétarienne, un symptôme de la possibilité du triomphe de la contre-révolution.

6. - Quelles sont les voies *politiques* par lesquelles pourrait venir la victoire de la contre-révolution si les hypothèses *économiques* que nous venons d'exposer se réalisaient ? Il pourrait y en avoir plusieurs : le renversement du parti ouvrier, sa dégénérescence progressive, enfin une dégénérescence partielle accompagnée de scissions et de bouleversements contre-révolutionnaires.

La réalisation de l'une ou l'autre de ces éventualités dépendrait surtout de *l'allure* du développement économique. Au cas où le capital privé parviendrait peu à peu, lentement, à dominer le capital soviétique, l'appareil soviétique subirait vraisemblablement une dégénérescence bourgeoise avec les conséquences qu'elle comporterait pour le Parti. Si le capital privé croissait rapidement et arrivait à se mettre en contact, à se souder avec la paysannerie, les tendances contre-révolutionnaires actives dirigées contre le Parti prévaudraient alors probablement.

Si nous exposons crûment ces hypothèses, ce n'est pas évidemment parce que nous les considérons comme historiquement probables (leur probabilité au contraire est minime) mais parce que seule, une telle façon de poser la question permet une orientation historique juste et, partant, l'adoption de toutes les mesures préventives possibles. Notre supériorité, à nous marxistes, est de distinguer et de saisir les nouvelles tendances et les nouveaux dangers même lorsqu'ils ne sont encore qu'à l'état embryonnaire.

7. - La conclusion de ce que nous avons dit dans le domaine économique nous ramène au problème des « ciseaux », c'est-à-dire à l'organisation rationnelle de l'industrie, à sa coordination avec le marché paysan. Perdre du temps en l'occurrence, c'est ralentir notre lutte contre le capital privé. C'est là qu'est la tâche principale, la clé essentielle du problème de la révolution et du socialisme.

8. - Si le danger contre-révolutionnaire surgit comme nous l'avons dit de certains rapports sociaux, cela ne veut nullement dire que par une politique rationnelle, on ne puisse parer à ce danger (même avec des conditions économiques défavorables pour la révolution), le diminuer, l'éloigner, l'ajourner. Or, un tel ajournement à son tour est susceptible de sauver la révolution en lui assurant, soit un revirement économique favorable à l'intérieur, soit le contact avec la révolution victorieuse en Europe.



Voilà pourquoi, sur la base de la politique économique indiquée plus haut, il nous faut une politique déterminée de l'Etat et du Parti (y compris une politique déterminée à l'intérieur du Parti), ayant pour but de contrecarrer l'accumulation et le renforcement des tendances dirigées contre la dictature de la classe ouvrière et alimentées par les difficultés et les insuccès du développement économique.

9. - L'hétérogénéité de la composition sociale de notre Parti reflète les contradictions objectives du développement de la révolution avec les tendances et dangers qui en découlent :

Les noyaux d'usine qui assurent la liaison du Parti avec la classe essentielle de la révolution représentent maintenant un sixième de l'effectif du Parti.

En dépit de tous leurs côtés négatifs, les cellules des institutions soviétiques assurent au Parti la direction de l'appareil étatique ; aussi leur importance est-elle considérable. Les anciens militants participent dans une forte proportion à la vie du Parti par l'intermédiaire de ces cellules.

Les cellules rurales donnent au Parti une certaine liaison (très faible encore) avec la campagne.

Les cellules militaires réalisent la liaison du Parti avec l'armée et, par cette dernière également, avec la campagne (surtout).

Enfin, dans les cellules des institutions d'enseignement, toutes ces tendances et influences se mêlent et s'entrecroisent.

10. - Par leur composition de classe, les cellules d'usine sont, il va de soi, fondamentales. Mais comme elles constituent un sixième seulement du Parti et que leurs éléments les plus actifs leur sont enlevés pour être affectés à l'appareil du Parti ou de l'Etat, le Parti ne peut encore, par malheur, s'appuyer uniquement ou même principalement sur elles.

Leur croissance sera l'indicateur le plus sûr des succès du Parti dans l'industrie, dans l'économie en général, et en même temps la meilleure garantie qu'il conservera son caractère prolétarien. Mais il n'est guère possible d'espérer leur accroissement rapide dans un avenir prochain<sup>18</sup>. Par suite, le Parti sera obligé dans la période prochaine d'assurer son équilibre intérieur et sa ligne révolutionnaire en s'appuyant sur des cellules à composition sociale hétérogène.

11. - Les tendances contre-révolutionnaires peuvent trouver un appui dans les *koulaks*<sup>19</sup>, les intermédiaires, les revendeurs, les concessionnaires, en un mot dans des éléments beaucoup plus capables d'envelopper l'appareil étatique que le Parti lui-même. Seules, les cellules paysannes et militaires pourraient être menacées d'une influence plus directe et même d'une pénétration de la part des *koulaks*.

Néanmoins, la différenciation de la paysannerie représente un facteur susceptible de contrecarrer cette influence. L'inadmission des *koulaks* dans l'armée (y compris les divisions territoriales) doit non seulement rester une règle intangible, mais encore devenir une mesure importante d'éducation politique de la jeunesse rurale, des unités militaires et particulièrement des cellules militaires.

Les ouvriers assureront leur rôle dirigeant dans les cellules militaires en opposant politiquement les masses rurales laborieuses de l'armée à la couche renaissante des *koulaks*. Dans les cellules rurales également, cette opposition devra être mise en lumière. Le succès du travail dépendra évidemment, en fin de compte, de la mesure où l'industrie étatique réussira à satisfaire les besoins de la campagne.

Mais quelle que soit la rapidité de nos succès économiques, notre ligne politique fondamentale dans les cellules militaires doit être dirigée non pas simplement contre la nouvelle bourgeoisie, mais avant tout contre la couche des *koulaks*, seul appui sérieux et possible de toutes les tentatives contre-révolutionnaires. Sous ce rapport, il nous faut une analyse plus minutieuse des différentes parties consécutives de l'armée au point de vue de leur composition sociale.

12. - Il est indubitable que par l'intermédiaire des cellules rurales et militaires s'infiltreront dans le Parti des tendances reflétant plus ou moins la campagne avec les traits spéciaux qui la distinguent de la ville. S'il n'en était pas ainsi, les cellules rurales n'auraient aucune valeur pour le Parti.

Les modifications de l'état d'esprit qui se manifestent dans ces cellules sont pour le Parti un rappel ou un avertissement. La possibilité de diriger ces cellules selon la ligne du Parti dépend de la justesse de la direction générale du Parti ainsi que de son régime intérieur et, en fin de compte, de nos succès dans la solution du problème décisif.

13. - L'appareil étatique est la source la plus importante du bureaucratisme. D'une part, il absorbe une quantité énorme des éléments les plus actifs du Parti et apprend aux plus capables d'entre eux les méthodes d'administration des hommes et des choses, et non la direction politique des masses. D'autre part, il accapare dans une large mesure l'attention de l'appareil du Parti sur lequel il influe par ses méthodes d'administration.

De là, dans une large mesure, la bureaucratisation de l'appareil, laquelle menace de détacher le Parti des masses. C'est ce danger précisément qui est maintenant le plus évident, le plus direct. La lutte contre les autres dangers doit, dans les conditions actuelles, commencer par la lutte contre le bureaucratisme.

14. - Il est indigne d'un marxiste de considérer que le bureaucratisme n'est que l'ensemble des mauvaises habitudes des employés de bureau. Le bureaucratisme est un phénomène social en tant que système déterminé d'administration des hommes et des choses. Il a pour causes profondes l'hétérogénéité de la société, la différence des intérêts journaliers et fondamentaux des différents groupes de la population. Le bureaucratisme se complique du fait du manque de culture des larges masses. Chez nous, la source essentielle du bureaucratisme réside dans la nécessité de créer et de soutenir un appareil étatique alliant les intérêts du prolétariat et ceux de la paysannerie dans une harmonie économique parfaite, dont nous sommes encore très loin. La nécessité d'entretenir une armée permanente est également une autre source importante de bureaucratisme.

<sup>18</sup> Écrit avant la mort de Lénine.

<sup>19</sup> Gros bonnets campagnards.

Il est évident que les phénomènes sociaux négatifs que nous venons d'énumérer et qui alimentent maintenant le bureaucratisme pourraient, s'ils continuaient à se développer, mettre la révolution en danger. Nous avons mentionné plus haut cette hypothèse : le désaccord croissant entre l'économie soviétique et l'économie paysanne, le renforcement des *koulaks* dans les campagnes, leur alliance avec le capital commercial et industriel privé, telles seraient, étant donné le niveau culturel des masses laborieuses de la campagne et en partie de la ville, les causes des dangers contre-révolutionnaires éventuels.

En d'autres termes, le bureaucratisme dans l'appareil étatique et dans le Parti est l'expression des tendances les plus fâcheuses inhérentes à notre situation, des défauts et des déviations de notre travail qui, dans certaines conditions sociales, peuvent saper les bases de la révolution. Et, en l'occurrence, comme en beaucoup d'autres cas, la quantité, à un stade déterminé, se transformera en qualité.

15. - La lutte contre le bureaucratisme de l'appareil étatique est une tâche exceptionnellement importante, mais exigeant beaucoup de temps et plus ou moins parallèle à nos autres tâches fondamentales : reconstruction économique et élévation du niveau culturel des masses.

L'instrument historique le plus important pour l'accomplissement de toutes ces tâches est le Parti. Évidemment, le Parti ne peut s'arracher aux conditions sociales et culturelles du pays. Mais, organisation volontaire de l'avant-garde, des éléments les meilleurs, les plus actifs, les plus conscients de la classe ouvrière, il peut beaucoup plus que l'appareil étatique se préserver contre les tendances du bureaucratisme. Pour cela, il doit voir clairement le danger et le combattre sans relâche.

De là, l'importance immense de l'éducation de la jeunesse du Parti, basée sur l'initiative personnelle, afin d'arriver à modifier le fonctionnement de l'appareil étatique et à le transformer.

## V : TRADITION ET POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

La question du rapport de la tradition et de la politique du Parti est loin d'être simple, particulièrement à notre époque. Maintes fois, ces derniers temps, nous avons eu à parler de l'immense importance de la tradition théorique et pratique de notre Parti et avons déclaré que nous ne pouvions en aucun cas permettre la rupture de notre filiation idéologique. Mais il faut bien nous entendre sur la façon de concevoir la tradition du Parti. Pour cela, nous devons commencer par des exemples historiques afin d'y appuyer nos conclusions.

Prenons le parti « classique » de la II<sup>e</sup> Internationale, la social-démocratie allemande. Sa politique « traditionnelle » demi-séculaire était basée sur l'adaptation au parlementarisme et la croissance ininterrompue de l'organisation, de la presse et de la caisse. Cette tradition, qui nous est profondément étrangère, avait un caractère semi-automatique : chaque jour découlait naturellement du précédent et aussi, naturellement, préparait le suivant. L'organisation croissait, la presse se développait, l'encaisse enflait.

C'est dans cet automatisme que se forma toute la génération qui succéda à Bebel : génération de bureaucrates, de philistins, d'esprits obtus dont la physionomie politique se dévoila aux premières heures de la guerre impérialiste. Chacun des congrès de la social-démocratie parlait invariablement de l'ancienne tactique du Parti consacrée par la tradition. Et, en effet, la tradition était puissante. C'était une tradition automatique, acritique, conservatrice, qui en fin de compte étouffa la volonté révolutionnaire du Parti.

La guerre fit définitivement perdre à la vie politique de l'Allemagne son équilibre « traditionnel ». Dès les premiers jours de son existence officielle, le jeune Parti communiste entra dans la période orageuse des crises et des bouleversements. Néanmoins, au cours de son histoire relativement courte, on observe le rôle non seulement créateur, mais aussi conservateur, de la tradition qui, à chaque étape, à chaque tournant, se heurte aux besoins objectifs du mouvement et à la conscience critique du Parti.

Dans la première période déjà de l'existence du communisme allemand, la lutte directe pour le pouvoir devint sa tradition héroïque. Les terribles événements de mars 1921 révélèrent que le Parti n'avait pas encore suffisamment de forces pour atteindre son but. Il fallut faire volte-face vers la lutte *pour les masses* avant de recommencer la lutte directe *pour le pouvoir*.

Cette volte-face s'accomplit difficilement, car elle allait à l'encontre de la tradition nouvelle. Dans le Parti russe, actuellement, on rappelle toutes les divergences de vues, même insignifiantes, qui ont surgi dans le Parti ou dans son Comité central dans les dernières années. Peut-être conviendrait-il aussi de se rappeler le dissentiment capital qui se manifesta au moment du 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste. Maintenant, il est évident que le revirement obtenu alors sous la direction de Lénine, malgré la résistance acharnée d'une partie considérable, au début de la majorité du congrès, sauva littéralement l'Internationale de l'écrasement et de la désagrégation dont elle était menacée dans la voie du « gauchisme » automatique, acritique, qui, en un court espace de temps, était déjà devenu une tradition figée.

Après le 3<sup>e</sup> Congrès, le Parti communiste allemand effectua, assez douloureusement, le revirement nécessaire. Alors commence la période de lutte pour les masses sous le mot d'ordre du front unique, avec de longues négociations et autres procédés pédagogiques. Cette tactique dure plus de deux ans et donne d'excellents résultats. Mais en même temps, ces nouveaux procédés de propagande, prolongés, se transforment... en une nouvelle tradition semi-automatique dont le rôle a été très important dans les événements du second semestre 1923.

Dès maintenant, il est incontestable que la période qui va de mai (commencement de la résistance dans la Ruhr) ou de juillet (effondrement de cette résistance) jusqu'à novembre, moment où le général Seeckt prend le pouvoir, est dans la vie de l'Allemagne une phase nettement accusée de crise sans précédent. La résistance que l'Allemagne républicaine à demi-étouffée d'Ebert-Cuno avait tenté d'opposer au militarisme français s'est écroulée, entraînant avec elle le piteux équilibre social et politique du pays. La catastrophe de la Ruhr a, jusqu'à un certain point, joué pour l'Allemagne « démocratique » le même rôle que cinq ans auparavant la défaite des troupes allemandes pour le régime des Hohenzollern.

Dépréciation incroyable du mark, chaos économique, effervescence et incertitude générale, désagrégation de la social-démocratie, afflux puissant des ouvriers dans les rangs communistes, attente unanime d'un coup d'Etat... Si le parti communiste avait modifié brusquement l'allure de son travail et avait profité des cinq ou six mois que lui accordait l'histoire pour une préparation directe politique, organique, technique à la prise du pouvoir, le dénouement des événements aurait pu être tout autre que celui auquel nous avons assisté en novembre.

Mais le Parti allemand était entré dans la nouvelle courte période de cette crise, peut-être sans précédent dans l'histoire mondiale, avec les procédés de la période diennale précédente de propagande pour l'établissement de son influence sur les masses. Il fallait alors une nouvelle orientation, un nouveau ton, une nouvelle façon d'aborder la masse, une nouvelle interprétation et application du front unique, de nouvelles méthodes d'organisation et de préparation technique, en un mot un brusque revirement tactique. Le prolétariat devait voir à l'œuvre un parti révolutionnaire marchant directement à la conquête du pouvoir.

Mais le Parti allemand continuait, en somme, sa politique de propagande, bien que sur une échelle plus large. Ce n'est qu'en octobre qu'il prend une nouvelle orientation. Mais il lui reste alors trop peu de temps pour développer son élan. Il donne à sa préparation une allure fiévreuse, la masse ne peut le suivre, le manque d'assurance du Parti se communique au prolétariat et, au moment décisif, le Parti recule sans coup férir.

Si le Parti a cédé sans résistance des positions exceptionnelles, la raison principale en est qu'il n'a pas su, au début de la nouvelle phase (mai-juillet 1923) s'affranchir de l'automatisme de sa politique antérieure, établie comme pour des années, et poser carrément dans l'agitation, l'action, l'organisation, la technique, le problème de la prise du pouvoir.

Le temps est un élément important de la politique, particulièrement à une époque révolutionnaire. Il faut parfois des années et des dizaines d'années pour rattraper des mois perdus. Il en eût été de même pour nous si notre Parti n'avait pas pris son élan en avril 1917 et ne s'était pas emparé du pouvoir en octobre. Nous avons tout lieu de croire que le prolétariat

allemand ne paiera pas trop son omission, car la stabilité du régime allemand actuel, par suite surtout de la situation internationale, est plus que douteuse.

Il est clair que, comme élément conservateur, comme pression automatique du jour d'hier sur le jour d'aujourd'hui, la tradition représente une force extrêmement importante au service des partis conservateurs et profondément hostile à un parti révolutionnaire. Toute la force de ce dernier réside précisément dans sa liberté envers le traditionalisme conservateur. Est-ce à dire qu'il soit libre à l'égard de la tradition en général ? Nullement. Mais la tradition d'un parti révolutionnaire est d'une tout autre nature.

Si l'on prend maintenant notre parti bolchevik dans son passé révolutionnaire et dans la période consécutive à Octobre, on reconnaîtra que sa qualité tactique fondamentale la plus précieuse est son aptitude sans égale à s'orienter rapidement, à changer vite de tactique, à renouveler son armement et à appliquer de nouvelles méthodes, en un mot à opérer de brusques virages. Les conditions historiques orageuses ont rendu cette tactique nécessaire. Le génie de Lénine lui a donné une forme supérieure. Ce n'est pas à dire, certes, que notre Parti soit complètement affranchi d'un certain traditionalisme conservateur : un parti de masses ne peut avoir une telle liberté idéale. Mais sa force s'est manifestée en ce que le traditionalisme, la routine étaient réduits au minimum par une initiative tactique clairvoyante, profondément révolutionnaire, à la fois hardie et réaliste.

C'est en cela que consiste et que doit consister la tradition véritable du Parti.

La bureaucratisation plus ou moins grande de l'appareil du Parti s'accompagne inévitablement du développement du traditionalisme conservateur avec tous ses effets. Il vaut mieux s'exagérer ce danger que le sous-estimer. Le fait indubitable que les éléments les plus conservateurs de l'appareil sont enclins à identifier leurs opinions, leurs décisions, leurs procédés et leurs fautes avec « l'ancien bolchévisme » et tentent d'assimiler la critique du bureaucratisme à la destruction de la tradition, ce fait, dis-je, est déjà par lui-même l'expression incontestable d'une certaine pétrification idéologique.

Le marxisme est une méthode d'analyse historique, d'orientation politique, et non un ensemble de décisions préparées à l'avance. Le léninisme est l'application de cette méthode dans les conditions d'une époque historique exceptionnelle. C'est précisément par cette alliance des particularités de l'époque et de la méthode qu'est déterminée cette politique courageuse, sûre d'elle-même, de *tournants* brusques, dont Lénine nous a donné les plus hauts modèles et qu'il a, à maintes reprises, éclairés théoriquement et généralisés.

Marx disait que les pays avancés montrent dans une certaine mesure aux pays retardataires l'image de leur avenir. De cette proposition conditionnelle, on a tenté de faire une loi absolue qui a été en somme à la base de la « philosophie » du menchévisme russe. Par là même, on posait au prolétariat des limites découlant non pas de la marche de la lutte révolutionnaire, mais d'un schéma mécanique, et le marxisme menchéviste était et reste uniquement l'expression des besoins de la société bourgeoise, expression adaptée à une « démocratie » arriérée. En réalité, il se trouva que la Russie, alliant dans son économie et sa politique des phénomènes extrêmement contradictoires, fut poussée la première dans la voie de la révolution prolétarienne.

Ni Octobre, ni Brest-Litovsk, ni la création d'une armée paysanne régulière, ni le système de la réquisition des produits alimentaires, ni la *nep*, ni le *Plan d'Etat*, n'ont été et ne pouvaient être prévus ou prédéterminés par le marxisme ou le bolchévisme d'avant Octobre. Tous ces faits et tournants ont été le résultat de l'application autonome, indépendante, critique, marquée de l'esprit d'initiative, des méthodes du bolchévisme dans une situation chaque fois différente.

Chaque décision, avant d'être adoptée, suscitait des combats. Le simple appel à la tradition n'a jamais rien décidé. En effet, à chaque nouvelle tâche, à chaque nouveau tournant, il ne s'agit pas de chercher dans la tradition et d'y découvrir une réponse inexistante, mais de profiter de toute l'expérience du Parti pour trouver soi-même une nouvelle solution appropriée à la situation et, par là même, enrichir la tradition. On peut même dire que le léninisme consiste à ne pas regarder en arrière, à ne pas se laisser lier par des précédents, par des références et des citations de pure forme.

Lénine lui-même a récemment exprimé cette pensée par le mot de Napoléon : « *On s'engage et puis on voit* »<sup>20</sup>. Autrement dit, une fois engagé dans la lutte, ne pas s'occuper outre mesure des canons et des précédents, s'engouffrer dans la réalité telle qu'elle est et y chercher les forces nécessaires à la victoire et les voies qui y mènent. C'est en suivant cette ligne que Lénine, non pas une fois, mais des dizaines de fois, a été accusé dans son propre parti de violer la tradition et de répudier « l'ancien bolchévisme ».

Rappelons que les *otzovistes*<sup>21</sup> intervenaient invariablement sous le couvert de la défense des traditions bolchevistes contre la déviation léniniste (il existe là-dessus des matériaux extrêmement intéressants dans la *Krassnaïa Liètopiss*, N° 9). Sous l'égide de « l'ancien bolchevisme », en réalité sous l'égide de la tradition formelle, fictive, erronée, tout ce qu'il y avait de routinier dans le Parti se souleva contre les « thèses d'avril » de Lénine<sup>22</sup>. Un des *historiens* de notre parti (les historiens de notre parti, jusqu'à présent, hélas ! n'ont pas de chance) me disait au fort des événements d'Octobre : « *Je ne suis pas avec Lénine parce que je suis un vieux bolchevik et je reste sur le terrain de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie.* » La lutte des « communistes de gauche » contre la paix de Brest-Litovsk et pour la guerre révolutionnaire se fit également au nom du salut des traditions révolutionnaires du Parti, de la pureté de « l'ancien bolchevisme » qu'il fallait protéger contre les dangers de l'opportunisme étatique. Inutile de rappeler que toute la critique de « l'opposition ouvrière » consista en somme à accuser le Parti de violer les anciennes traditions. Nous avons vu récemment les interpréteurs les plus officiels des traditions du Parti dans la question nationale se mettre en contradiction avec les besoins de la politique du Parti dans cette question ainsi qu'avec la position de Lénine<sup>23</sup>.

<sup>20</sup> En français dans le texte.

<sup>21</sup> Fraction de gauche représentée par A. Bogdanov, Volsky, Lounatcharsky, Alexinsky, Manouïlsky, qui publia le journal *Vperiod* ; fut exclue du Parti.

<sup>22</sup> Voir note p. 12.

<sup>23</sup> Allusion au différend qui opposa le point de vue de Staline, Ordjonikidzé et Dzerjinsky à celui de Lénine et de Trotsky.

On pourrait multiplier ces exemples, en donner une foule d'autres historiquement moins importants, mais non moins probants. Mais ce que nous venons de dire suffit pour montrer que chaque fois que les conditions objectives exigent un nouveau tournant, un revirement hardi, de l'initiative créatrice, la résistance conservatrice décèle une tendance naturelle à opposer aux nouvelles tâches, aux nouvelles conditions, à la nouvelle orientation, les « anciennes traditions », le soi-disant ancien bolchevisme, en réalité l'enveloppe vide d'une période dont on vient de sortir.

Plus l'appareil du Parti est renfermé en lui-même, plus il est imprégné du sentiment de son importance intrinsèque, plus il réagit lentement devant les besoins émanant de la base et plus il est enclin à opposer aux nouveaux besoins et tâches la tradition formelle. Et s'il est quelque chose susceptible de porter un coup mortel à la vie spirituelle du Parti et à la formation doctrinale de la jeunesse, c'est bien la transformation du léninisme, d'une méthode réclamant pour son application de l'initiative, de la pensée critique, du courage idéologique, en un canon qui n'exige que des interpréteurs désignés une fois pour toutes.

Le léninisme ne saurait se concevoir sans envergure théorique, sans une analyse critique des bases matérielles du processus politique. Il faut sans cesse aiguïser et appliquer l'arme de l'investigation marxiste. C'est en cela précisément que consiste la tradition, et non dans la substitution d'une référence formelle ou d'une citation fortuite à l'analyse. Le léninisme ne saurait se concilier avec la superficialité idéologique et la négligence théorique.

On ne saurait découper Lénine en citations appropriées à tous les cas de la vie, car pour Lénine la formule n'est jamais au-dessus de la réalité, elle est toujours l'instrument permettant de saisir la réalité et de la dominer. On trouverait sans peine dans Lénine des dizaines et des centaines de passages qui, formellement, semblent se contredire. Mais il faut voir non pas le rapport formel d'un passage à un autre, mais le rapport réel de chacun d'eux à la réalité concrète dans laquelle la formule a été introduite comme un levier. La vérité léninienne est toujours concrète.

En tant que système d'action révolutionnaire, le léninisme présuppose un sens révolutionnaire aiguïsi par la réflexion et l'expérience et qui, dans le domaine social, équivaut à la sensation musculaire dans le travail physique. Mais on ne saurait confondre le sens révolutionnaire avec le flair démagogique. Ce dernier peut donner des succès éphémères, parfois même sensationnels. Mais c'est là un instinct politique d'un ordre inférieur. Il tend toujours vers la ligne de moindre résistance. Alors que le léninisme tend à poser et à résoudre les problèmes révolutionnaires fondamentaux, à surmonter les principaux obstacles, sa contrefaçon démagogique consiste à éluder les problèmes, à susciter un apaisement illusoire, à endormir la pensée critique.

Le léninisme est avant tout le réalisme, l'appréciation qualitative et quantitative supérieure de la réalité, du point de vue de l'action révolutionnaire. Aussi est-il inconciliable avec la fuite devant la réalité, avec la passivité, la perte de temps, la justification hautaine des fautes d'hier sous prétexte de sauver la tradition du parti.

Le léninisme est l'indépendance véritable à l'égard des préjugés, du doctrinarisme moralisateur, de toutes les formes du conservatisme spirituel. Mais croire que le léninisme signifie « tout est permis » serait une faute irrémédiable. Le léninisme renferme la morale non pas formelle, mais révolutionnaire réelle, de l'action de masse et du parti de masse. Rien ne lui est aussi étranger que la morgue fonctionnariste et le cynisme bureaucratique. Un parti de masse a sa morale, qui est la liaison des combattants, dans et pour l'action. La démagogie est inconciliable avec l'esprit d'un parti prolétarien parce qu'elle est mensongère : donnant telle ou telle solution simplifiée des difficultés de l'heure présente, elle sape inévitablement l'avenir prochain, affaiblit la confiance du parti en soi-même.

Battue par le vent et aux prises avec un danger sérieux, la démagogie se résout facilement en panique. Or, il est difficile de juxtaposer, même sur le papier, la panique et le léninisme.

Le léninisme guerroye des pieds à la tête. Or, la guerre est impossible sans ruse, sans faux-fuyant, sans tromperie. La ruse de guerre victorieuse est un élément constitutif de la politique léninienne. Mais en même temps, le léninisme est l'honnêteté révolutionnaire suprême à l'égard du Parti et de la classe ouvrière. Il ne comporte ni fiction, ni battage, ni pseudo-grandeur.

Le léninisme est orthodoxe, obstiné, irréductible, mais il n'implique ni formalisme, ni canon ou bureaucratisme. Dans la lutte, il prend le taureau par les cornes. Vouloir faire des traditions du léninisme une garantie supra-théorique de l'infailibilité de tous les dires et pensées des interpréteurs de ces traditions, c'est bafouer la tradition révolutionnaire véritable et la transformer en bureaucratisme officiel. Il est ridicule et vain de chercher à hypnotiser un grand parti révolutionnaire par la répétition des mêmes formules en vertu desquelles il faudrait chercher la ligne droite non pas dans l'essence de chaque question, non pas dans les méthodes de position et de solution de cette question, mais dans des renseignements... de caractère biographique.

Puisque je dois pour un instant parler de ma personne, je dirai que je ne considère pas la voie par laquelle je suis venu au léninisme comme moins sûre que les autres. Mes actes au service du Parti en sont la seule garantie : je ne puis en donner d'autre. Et si l'on pose la question dans le champ des recherches biographiques, encore faut-il le faire comme il faut.

Il faudrait alors répondre à des questions épineuses : tous ceux qui ont été fidèles au maître dans les petites choses lui ont-ils été fidèles aussi dans les grandes ? Tous ceux qui ont manifesté de la docilité en présence du maître ont-ils donné par là même des garanties qu'ils continueraient son œuvre en son absence ? Le léninisme est-il tout entier dans la docilité ? Je n'ai nullement l'intention d'analyser ces questions en prenant comme exemple des camarades isolés avec lesquels j'ai, en ce qui me concerne, l'intention de continuer à travailler la main dans la main.

Quelles que soient les difficultés et les divergences de vues futures, on n'en triomphera que par le travail collectif de la pensée du Parti, se vérifiant chaque fois elle-même et par là maintenant la continuité du développement.

Ce caractère de la tradition révolutionnaire est lié au caractère particulier de la discipline révolutionnaire. Là où la tradition est conservatrice, la discipline est passive et enfreinte au premier moment de crise. Là où, comme dans notre Parti, la tradition consiste dans la plus haute activité révolutionnaire, la discipline atteint son maximum, car son importance décisive se vérifie constamment dans l'action. De là, l'alliance indestructible de l'initiative révolutionnaire, de l'élaboration critique, hardie, des questions, avec la discipline de fer dans l'action. Et ce n'est que par cette activité supérieure que les jeunes peuvent recevoir des anciens et continuer cette tradition de discipline.

Autant que personne, nous chérissons les traditions du bolchevisme. Mais que l'on n'assimile pas le bureaucratisme au bolchevisme, la tradition à la routine officielle.

## VI: LA « SOUS-ESTIMATION » DE LA PAYSANNERIE

Certains camarades ont adopté des méthodes très spéciales de critique politique : ils affirment que j'ai tort aujourd'hui dans telle ou telle question parce que je n'ai pas eu raison dans telle ou telle autre question il y a, par exemple, une quinzaine d'années...

Cette méthode simplifie considérablement ma tâche. Mais ce qu'il faudrait, c'est étudier la question d'aujourd'hui en elle-même.

Une question soulevée il y a plusieurs années est depuis longtemps épuisée, jugée par l'histoire et, pour s'y référer, il ne faut pas de grands efforts d'intelligence ; il n'est besoin que de mémoire et de bonne foi.

Mais je ne saurais dire que sous ce dernier rapport, tout aille bien chez mes critiques. Et je vais le prouver par un exemple dans une des questions les plus importantes.

Un des arguments favoris de certains milieux durant ces derniers temps consiste à indiquer - indirectement surtout - que je « sous-estime » le rôle de la paysannerie. Mais on chercherait vainement chez mes adversaires une analyse de cette question, des faits, des citations, en un mot des preuves quelconques.

Ordinairement, leur argumentation se réduit à des allusions à la théorie de la « révolution permanente » et à deux ou trois propos de couloirs. Rien de plus, rien de moins.

En ce qui concerne la théorie de la « révolution permanente », je ne vois aucune raison de renier ce que j'ai écrit sur ce sujet en 1904, 1905, 1906 et plus tard. Maintenant encore, je persiste à considérer que les pensées que je développais alors sont dans leur ensemble beaucoup plus proches du léninisme véritable que beaucoup de ce qu'écrivaient à cette époque nombre de bolcheviks.

L'expression « révolution permanente » est une expression de Marx qui l'appliquait à la révolution de 1848. Dans la littérature marxiste révolutionnaire, ce terme a toujours eu droit de cité. Franz Mehring l'employait pour la révolution de 1905-1907. La révolution permanente, c'est la révolution continue, sans arrêt. Quelle est la pensée politique incluse dans cette expression ?

Elle est, pour nous communistes, que la révolution ne se termine pas après telle ou telle conquête politique, après l'obtention de telle ou telle réforme sociale, mais qu'elle continue de se développer jusqu'à la réalisation du socialisme intégral. Ainsi donc, une fois commencée, la révolution (à laquelle nous participons et que nous dirigeons) n'est en aucun cas interrompue par nous à une étape formelle quelconque.

Au contraire, nous ne cessons de mener et de faire progresser cette révolution conformément à la situation tant qu'elle n'a pas épuisé toutes les possibilités et toutes les ressources du mouvement. Ceci s'applique aux conquêtes de la révolution à l'intérieur d'un pays aussi bien qu'à son extension sur l'arène internationale.

Pour la Russie, cette théorie signifiait : ce qu'il nous faut, ce n'est pas la république bourgeoise, ni même la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, mais le gouvernement ouvrier s'appuyant sur la paysannerie et ouvrant l'ère de la révolution socialiste internationale<sup>24</sup>.

Ainsi donc, l'idée de la révolution permanente coïncide entièrement avec la ligne stratégique fondamentale du bolchevisme. On pouvait à la rigueur ne pas le voir il y a une quinzaine d'années. Mais il est impossible de ne pas le comprendre et le reconnaître, maintenant que les formules générales ont été vérifiées par l'expérience.

On ne saurait découvrir dans mes écrits d'alors la moindre tentative de « passer par dessus » la paysannerie. La théorie de la révolution permanente *conduisait directement au léninisme et en particulier aux thèses d'avril 1917*.

Or, ces thèses, prédéterminant la politique de notre parti en Octobre et à travers Octobre, ont, comme on le sait, provoqué la panique parmi une très grande partie de ceux qui, maintenant, ne parlent qu'avec une sainte horreur de la théorie de la « révolution permanente ».

Entrer en discussion sur toutes ces questions avec des camarades qui ont depuis longtemps cessé de lire et vivent uniquement sur leurs souvenirs confus de jeunesse est chose malaisée et d'ailleurs inutile. Mais les camarades, et en premier lieu les jeunes communistes, qui ont encore le feu sacré de l'étude et qui, en tout cas, ne se laissent pas effrayer par des mots cabalistiques non plus que par le mot « permanent », feront bien de lire eux-mêmes, le crayon en main, les ouvrages d'alors, pour et contre la révolution permanente, et d'essayer de les relier à la révolution d'Octobre.

Mais ce qui importe beaucoup plus encore, c'est la pratique pendant et après Octobre. Là, il est possible de vérifier tous les détails. Inutile de dire qu'au sujet de l'adoption politique par notre Parti du programme agraire des s.-r., il n'y a pas eu entre Lénine et moi l'ombre d'un dissentiment. De même en ce qui concerne le décret sur la terre.

Peut-être notre politique paysanne a-t-elle été erronée sur quelques points particuliers ; toujours est-il qu'elle n'a pas provoqué parmi nous de divergences de vues. C'est avec ma participation active que notre politique s'est orientée sur le paysan moyen. L'expérience du travail militaire n'a pas peu contribué à la réalisation de cette politique.

D'ailleurs, comment pouvait-on sous-estimer le rôle et l'importance de la paysannerie dans la formation d'une armée révolutionnaire recrutée parmi les paysans et organisée avec l'aide des ouvriers avancés ?

Il suffit d'examiner notre littérature politique militaire pour voir combien elle était pénétrée de la pensée que la guerre civile est politiquement la lutte du prolétariat avec la contre-révolution pour la conquête de la paysannerie et que la victoire ne peut être assurée que par l'établissement de rapports rationnels entre les ouvriers et les paysans, dans un régiment isolé comme dans la sphère des opérations militaires et dans l'Etat tout entier.

<sup>24</sup> Cf. TROTSKY : *Bilans et perspectives* (en russe).

En mars 1919, dans un compte rendu envoyé au Comité central, de la région de la Volga où je me trouvais alors, je soutenais la nécessité d'une application plus effective de notre politique orientée sur le paysan moyen et m'élevais contre la négligence du Parti dans cette question.

Dans un rapport qui m'avait été directement inspiré par une discussion dans l'organisation de Senguliev, j'écrivais : « La situation politique temporaire - peut-être même de longue durée - est pourtant une réalité économique sociale beaucoup plus profonde, car si la révolution prolétarienne triomphe en Occident, *il nous faudra dans la réalisation du socialisme nous baser dans une large mesure sur le paysan moyen et l'entraîner dans l'économie socialiste.* »

Néanmoins, l'orientation sur le paysan moyen dans sa forme première (« témoigne de la sollicitude aux paysans », « ne leur donne pas des ordres », etc.) s'avéra insuffisante. On sentait de plus en plus la *nécessité de modifier la politique économique*. Sous l'influence de mes observations sur l'état d'esprit de l'armée et de mes constatations pendant mon voyage d'inspection économique dans l'Oural, j'écrivais au Comité Central, en février 1920 :

*« La politique actuelle de réquisition des produits alimentaires, de responsabilité collective pour la livraison de ces produits et de répartition égale des produits de l'industrie provoque la décadence progressive de l'agriculture, la dispersion du prolétariat industriel et menace de désorganiser complètement la vie économique du pays. »*

Comme mesure pratique fondamentale, je proposais :

*« Remplacer la réquisition des excédents par un prélèvement proportionné à la quantité de la production (une sorte d'impôt progressif sur le revenu) et établi de telle façon qu'il soit néanmoins plus avantageux d'augmenter la surface ensemencée ou de mieux la cultiver. »*

L'ensemble de mon texte<sup>25</sup> représentait une proposition assez déterminée de passer à la *nouvelle politique économique* dans la campagne. À cette proposition en était liée une autre concernant la nouvelle organisation de l'industrie, proposition beaucoup moins détaillée et beaucoup plus circonspecte, mais dirigée en somme contre le régime des « Centrales »<sup>26</sup> détruisant toute liaison entre l'industrie et l'agriculture.

Ces propositions furent alors repoussées par le Comité Central ; ce fut la seule divergence de vues sur la question paysanne.

Dans quelle mesure l'adoption de la nouvelle politique économique était-elle rationnelle en février 1920 ? Les avis là-dessus peuvent être partagés. Personnellement, je ne doute pas que nous y aurions gagné. En tout cas, des documents que je viens de rapporter, il est impossible de conclure que j'ignorais systématiquement la paysannerie ou que je n'en appréciais pas suffisamment le rôle...

La discussion sur les syndicats a été provoquée par l'impasse économique où nous étions engagés grâce à la réquisition des produits alimentaires et au régime des « Centrales » toutes-puissantes. « L'enlacement » des syndicats aux organes économiques pouvait-il remédier à la situation ? Évidemment non. Mais aucune autre mesure non plus ne pouvait remédier à la situation tant que subsistait le régime économique du « communisme de guerre ».

Ces discussions épisodiques s'effacèrent devant la décision de faire appel au marché, décision d'une importance capitale et qui ne suscita aucune divergence de vues. La nouvelle résolution consacrée aux tâches des syndicats sur la base de la *nep* fut élaborée par Lénine entre les 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> Congrès et adoptée à l'unanimité.

Je pourrais rapporter une bonne dizaine d'autres faits politiquement moins importants mais démentant aussi nettement la fable de ma soi-disant « sous-estimation » du rôle de la paysannerie. Mais, en somme, est-il bien nécessaire et possible de réfuter une affirmation complètement indémontrable et basée uniquement sur la mauvaise foi, ou, dans le meilleur des cas, sur un défaut de mémoire ?

\*

\*   \*

Est-il vrai que le trait fondamental de l'opportunisme international soit la « sous-estimation » du rôle de la paysannerie ? Non, ce n'est pas vrai. Le trait essentiel de l'opportunisme, y compris de notre menchévisme russe, est la sous-estimation du rôle *du prolétariat* ou, plus exactement, le manque de confiance dans sa force révolutionnaire.

Les menchéviks fondaient toute leur argumentation contre la prise du pouvoir par le prolétariat sur la quantité énorme des paysans et leur rôle social immense en Russie. Les s.-r. considéraient que la paysannerie était faite pour être sous leur direction et, par leur intermédiaire, diriger le pays.

Les menchéviks qui, aux moments les plus critiques de la révolution, faisaient cause commune avec les s.-r., estimaient que par sa nature même, la paysannerie était destinée à être l'appui principal de la démocratie bourgeoise, à laquelle ils venaient en aide à chaque occasion, soit en soutenant les s.-r., soit en soutenant les cadets. D'ailleurs, menchéviks et s.-r., dans ces combinaisons, livraient la paysannerie pieds et poings liés à la bourgeoisie.

On peut dire, il est vrai, que les menchéviks sous-estimaient le rôle possible de la paysannerie *par rapport au rôle de la bourgeoisie* ; mais ils sous-estimaient encore davantage le rôle du prolétariat par rapport à celui de la paysannerie. Et c'est de cette dernière sous-estimation que découlait logiquement la première.

<sup>25</sup> Voir plus loin la partie fondamentale de ce document.

<sup>26</sup> Voir p. 26 la note sur les glavs.



Les menchéviks récusait comme une utopie, un non-sens, le rôle dirigeant du prolétariat par rapport à la paysannerie, avec toutes les conséquences qui en découlent, c'est-à-dire la conquête du pouvoir par le prolétariat s'appuyant sur la paysannerie. C'était là le défaut de la cuirasse des menchéviks.

Quels étaient enfin, dans notre Parti, les principaux arguments contre la prise du pouvoir avant Octobre ? Consistaient-ils dans une sous-estimation du rôle de la paysannerie ? Au contraire, dans une surestimation de son rôle par rapport à celui du prolétariat.

Les camarades qui s'opposaient à la prise du pouvoir alléguaient principalement que le prolétariat serait submergé par l'élément petit-bourgeois dont la base était une population de plus de cent millions de paysans.

Le terme « sous-estimation » à lui seul n'exprime rien ni théoriquement, ni politiquement, car il s'agit non pas du poids absolu de la paysannerie dans l'histoire, mais de son rôle et de son importance par rapport à d'autres classes : d'une part, envers la bourgeoisie, de l'autre, envers le prolétariat.

La question peut et doit être posée concrètement, c'est-à-dire sous l'angle du rapport dynamique des forces des différentes classes. La question qui, politiquement, a pour la révolution une importance considérable (décisive en certains cas, mais différente selon les pays) est celle de savoir si, dans la période révolutionnaire, le prolétariat attirera de son côté la paysannerie et dans quelle proportion.

Économiquement, la question qui a une importance immense (décisive dans quelques pays comme le nôtre, mais très différente selon les pays) est celle de savoir dans quelle mesure le prolétariat au pouvoir parviendra à accorder l'édification du socialisme avec l'économie paysanne.

Mais dans tous les pays et dans toutes les conditions, le trait essentiel de l'opportunisme réside dans la surestimation de la force de la classe bourgeoise et des classes intermédiaires et dans la sous-estimation de la force du prolétariat.

Ridicule, pour ne pas dire absurde, et la prétention d'établir une formule bolcheviste universelle de la question paysanne, valable pour la Russie de 1917 et pour celle de 1923, pour l'Amérique avec ses fermiers et pour la Pologne avec sa grande propriété foncière.

Le bolchevisme a commencé par le programme de la restitution des lopins de terre aux paysans, a remplacé ce programme par celui de la nationalisation, a fait sien en 1917 le programme agraire des s.-r., a établi le système de la réquisition des produits alimentaires, puis l'a remplacé par l'impôt alimentaire... Et pourtant nous sommes encore très loin de la solution de la question paysanne, et nous aurons encore beaucoup de changements et de tournants à effectuer.

N'est-il pas clair que l'on ne saurait dissoudre les tâches pratiques d'aujourd'hui dans les formules générales créées par l'expérience d'hier ? Que l'on ne saurait remplacer la solution des problèmes d'organisation économique par un simple appel à la tradition ? Que l'on ne saurait, pour la détermination de la voie historique, se baser uniquement sur des souvenirs et des analogies ?

La tâche économique capitale du présent consiste à établir entre l'industrie et l'agriculture et, par suite, dans l'industrie, une corrélation permettant à l'industrie de se développer avec le minimum de crises, de heurts et de bouleversements, et assurant à l'industrie et au commerce étatiques une prépondérance croissante sur le capital privé.

Tel est le problème général. Il se divise en une série de problèmes partiels : quelles sont les méthodes à suivre pour l'établissement d'une corrélation rationnelle entre la ville et la campagne ? entre les transports, les finances et l'industrie ? entre l'industrie et le commerce ? Quelles sont les institutions appelées à appliquer ces méthodes ? Quelles sont enfin les données statistiques concrètes permettant à chaque moment donné d'établir les plans et les calculs économiques les mieux appropriés à la situation ?

Toutes questions, évidemment, dont la solution ne saurait être prédéterminée par une formule politique générale quelconque. C'est dans le processus de la réalisation qu'il faut y trouver une réponse concrète.

Ce que le paysan nous demande, ce n'est pas de répéter une formule historique juste des rapports de classes (« soudure » de la ville et de la campagne, etc.), mais de lui fournir des clous, de la toile et des allumettes à bon marché.

Nous ne pourrions arriver à satisfaire ces revendications que par une application de plus en plus exacte des méthodes d'enregistrement, d'organisation, de production, de vente, de vérification du travail, d'amendement et de changements radicaux.

Ces questions ont-elles un caractère de principe, de programme ? Non, car ni le programme, ni la tradition théoriques du Parti ne nous ont liés et ne pouvaient nous lier à ce sujet, par suite du manque de l'expérience nécessaire et de sa généralisation.

L'importance pratique de ces questions est-elle grande ? Incommensurable. De leur solution dépend le sort de la révolution. Dans ces conditions, chercher à diluer chaque question pratique et les divergences de vues qui en découlent dans la « tradition » du Parti transformée en abstraction, c'est le plus souvent renoncer à ce qu'il y a de plus important dans cette tradition elle-même : la position et la solution de chaque problème dans sa réalité intégrale.

Il faut cesser de *bavarder* sur la sous-estimation du rôle de la paysannerie. Ce qu'il faut, c'est abaisser le prix des marchandises destinées aux paysans.

## ANNEXE

### Les questions fondamentales de la politique alimentaire et agraire (*Proposition déposée au C. C. en février 1920.*)

Les terres des seigneurs et de la couronne ont été remises à la paysannerie. Toute notre politique est dirigée contre les paysans possesseurs d'une grande étendue de terrain, d'un grand nombre de chevaux (*koulaks*). D'autre part, notre politique de ravitaillement est basée sur la réquisition des excédents de la production agricole. (Norme de consommation). Cela incite le paysan à ne cultiver que dans la mesure des besoins de sa famille. En particulier, le décret sur la réquisition de la troisième vache (considérée comme superflue) mène en réalité à l'abatage clandestin des vaches, à la vente secrète de la viande au prix fort et à la décadence de l'industrie des produits laitiers. En même temps, les éléments semi-prolétariens et même prolétariens des villes se fixent dans les villages où ils organisent leurs exploitations. L'industrie perd sa main-d'œuvre et, dans l'agriculture, le nombre des exploitations isolées se suffisant à elles-mêmes tend continuellement à augmenter. Par là même se trouve sapée la base de notre politique de ravitaillement, établie sur la réquisition des excédents. Si, durant cette année, la réquisition donne une quantité plus élevée de produits, il faut l'attribuer à l'extension du territoire soviétique et à une certaine amélioration de l'appareil de ravitaillement. Mais en général, les ressources alimentaires du pays menacent de s'épuiser et aucune amélioration de l'appareil de réquisition ne saurait remédier à ce fait. Les tendances à la décadence économique peuvent être combattues par les méthodes suivantes :

1° Remplacer la réquisition des excédents par un prélèvement proportionné à la quantité de la production (une sorte d'impôt progressif sur le revenu agricole) et établi de telle façon qu'il soit néanmoins plus avantageux d'augmenter la surface ensemencée ou de mieux la cultiver ;

2° Instituer une corrélation plus rigoureuse entre la délivrance aux paysans des produits de l'industrie et la quantité de blé fournie par eux, non seulement par cantons et bourgs, mais aussi par exploitations rurales.

Faire participer à cette tâche les entreprises industrielles locales. Payer les paysans pour les matières premières, le combustible et les produits alimentaires qu'ils fournissent en partie en produits des entreprises industrielles.

En tous cas, il est évident que la politique actuelle de réquisition d'après les normes de consommation, de responsabilité collective pour la livraison des produits et de répartition égalitaire des produits de l'industrie contribue à la décadence de l'agriculture, à la dispersion du prolétariat actuel et menace de désorganiser complètement la vie économique du pays.

## VII LE PLAN DANS L'ÉCONOMIE (« 1042 »)

Dans la discussion actuelle, orale et écrite, l'ordre n° 1042 a soudain, on ne sait pourquoi, concentré l'attention. Pourquoi ? Comment ? Sans doute, la majorité des membres du Parti ont oublié la signification de ce numéro mystérieux. Il s'agit de l'ordre du *Commissariat des Voies de Communication*, du 22 mai 1920, sur la réparation des locomotives. Depuis, semble-t-il, il s'est écoulé pas mal de temps et il est actuellement beaucoup de questions plus urgentes que celle de la façon dont nous avons organisé la réparation des locomotives en 1920. Il existe des instructions-plans beaucoup plus récentes dans la métallurgie, la construction des machines, et en particulier des machines agricoles. Il existe la résolution claire et précise du 12<sup>e</sup> Congrès sur le sens et les tâches du plan dans la direction. Nous avons l'expérience récente de la réalisation du plan de travail pour 1923. Pourquoi donc est-ce précisément maintenant qu'un plan datant du communisme de guerre est réapparu, tel le *Deus ex machina* du théâtre romain ?

Il a surgi parce que derrière la machine, il y avait des régisseurs auxquels son apparition était nécessaire pour le dénouement. Quels sont ces régisseurs et pourquoi ont-ils eu besoin tout à coup de l'ordre n° 1042 ? C'est tout à fait incompréhensible. Il faut croire que cet ordre s'est trouvé nécessaire à des gens atteints d'un souci irrésistible de vérité historique. Évidemment, ils savent eux aussi qu'il y a beaucoup d'autres questions plus importantes et plus actuelles que le plan de la réparation du matériel roulant des chemins de fer établi il y a presque quatre ans. Mais jugez vous-mêmes ! Comment aller de l'avant, comment établir de nouveaux plans, répondre de leur justesse, de leur réussite sans commencer par expliquer à tous les citoyens russes que l'ordre n° 1042 était un ordre erroné, négligeant le facteur de la paysannerie, méprisant la tradition du Parti et tendant à la constitution d'une fraction ! À première vue, 1042 semble un simple numéro d'ordre. Mais il ne faut pas se laisser abuser par les apparences. Un peu plus d'attention et de clairvoyance et l'on verra que le nombre 1042 ne vaut pas mieux que le nombre apocalyptique 666, symbole d'une bête féroce. Il faut commencer par écraser la tête à la bête de l'Apocalypse et alors on pourra causer à loisir des autres plans économiques non encore couverts par une prescription de quatre ans...

À vrai dire, je n'avais d'abord aucune envie d'occuper mon lecteur de l'ordre 1042. D'autant plus que les attaques dont il est l'objet se réduisent à des faux-fuyants ou à des allusions vagues destinées à montrer que celui qui en fait usage en sait beaucoup plus qu'il ne le dit, alors que, en réalité, le malheureux ne sait rien du tout. En ce sens, les « accusations » contre le n° 1042 ne diffèrent pas beaucoup des 1041 autres accusations lancées contre moi... On supplée à la qualité par la quantité. On dénature sans scrupule les faits, on défigure les textes, on modifie les proportions, on entasse tout un monceau sans ordre ni méthode. Pour pouvoir se faire une idée nette des divergences de vues et des fautes passées, il faudrait pouvoir reconstituer exactement la situation d'alors. En avons-nous le loisir ? Et est-ce la peine, après avoir négligé nombre d'autres allusions et accusations essentiellement fausses, de réagir à la réapparition de « l'ordre n° 1042 » ?

Réflexion faite, je me suis dit qu'il le fallait, car nous avons ici un cas, classique en son genre,... de légèreté et de mauvaise foi dans l'accusation. L'affaire de l'ordre 1042 est une affaire matérielle, du ressort de la production et, par suite, comporte des données exactes, des chiffres et des mesures. Il est relativement simple et facile de prendre là-dessus des renseignements sûrs, de rapporter des faits réels ; aussi la simple prudence serait-elle de mise pour ceux qui s'occupent du sujet, car il est assez facile de leur démontrer qu'ils parlent de ce qu'ils ne savent, et ne comprennent pas. Et si néanmoins il s'avère par cet exemple concret, précis, que le *Deus ex machina* n'est en réalité qu'un bouffon frivole, cela aidera peut-être nombre de lecteurs à comprendre les méthodes de mises en scène que recouvrent les autres « accusations », dont l'inanité malheureusement est beaucoup moins vérifiable que celle de l'ordre 1042.

Je m'efforcerai, dans mon exposition de l'affaire, de ne pas me limiter à des données historiques et de relier la question de l'ordre 1042 aux problèmes du plan d'organisation et de direction économiques. Les exemples concrets que je donnerai rendront vraisemblablement l'affaire un peu plus claire.

L'ordre 1042, concernant la réparation des locomotives et l'utilisation méthodique à cet effet de toutes les forces et ressources de l'administration des chemins de fer et de l'Etat dans ce domaine, fut longuement élaboré par les meilleurs spécialistes qui, maintenant encore, occupent des postes élevés dans la direction des chemins de fer. L'application de l'ordre 1042 commença effectivement en mai-juin, formellement le 1<sup>er</sup> juillet 1920. Le plan intéressait non seulement les ateliers de réparation du réseau ferroviaire, mais encore les usines correspondantes du *Conseil de l'Economie Populaire*. Nous donnons ci-dessous un tableau comparatif indiquant la réalisation du plan, d'une part par les ateliers des chemins de fer, d'autre part par les usines du *Conseil de l'Economie*. Nos chiffres sont la reproduction des données officielles incontestables présentées périodiquement au *Conseil du Travail et de la Défense* par la *Commission Principale des Transports* et signées des représentants du *Commissariat des Voies de Communication* et du *Conseil de l'Economie Populaire*.

REALISATION DE L'ORDRE N° 1042  
(Pourcentage de réalisation du plan)

<b>1920</b>	<b>Ateliers de chemins de fer</b>	<b>Usines du Conseil de l'Economie</b>
<b>Juillet</b>	135	40,5
<b>Août</b>	131,6	74
<b>Septembre</b>	139,3	80
<b>Octobre<sup>27</sup></b>	130	51
<b>Novembre</b>	124,6	70
<b>Décembre</b>	120,8	66
<b>Total</b>	130,2	70 <sup>28</sup>

**1921**

<b>Janvier</b>	95	36
<b>Février</b>	90	38
<b>Avril</b>	101	
<b>Mars</b>	98	26

Emchanov étant  
Commissaire  
aux Voies de  
Communication

Ainsi donc, grâce à l'intensification du travail des ateliers du *Commissariat des Voies de Communication*, il fut possible dès octobre d'augmenter de 28 % la norme mensuelle à accomplir. Malgré cette augmentation, l'exécution du plan pendant le second semestre 1920 dépassa de 30 % la norme fixée. Durant les quatre premiers mois de 1921, l'exécution du plan fut un peu inférieure à la norme fixée. Mais ensuite, lorsque Dzerjinsky occupe le poste de Commissaire aux Voies de Communication, il se trouve aux prises avec des difficultés indépendantes de sa volonté : d'une part, le manque de matériel et de produits élémentaires pour le personnel affecté à la réparation, d'autre part l'insuffisance extrême de combustible rendant impossible même l'utilisation des locomotives existantes. Par suite, le *Conseil du Travail et de la Défense* décida, par un arrêté du 22 avril 1921, de réduire considérablement pour le reste de 1921 les normes de réparation des locomotives fixées par le plan 1042. Pour les huit derniers mois de 1921, le travail du *Commissariat des Voies de Communication* représenta 88 % et celui du *Conseil de l'Economie Populaire* 44 % du plan primitif.

Les résultats de l'exécution de l'ordre 1042 pendant le premier semestre, le plus critique pour les transports, sont exposés de la façon suivante dans les thèses adoptées par le Bureau Politique du Parti pour le 8<sup>e</sup> Congrès des Soviets.

« Le programme de réparation a ainsi acquis un caractère précis non seulement pour les ateliers de chemins de fer, mais aussi pour les usines du Conseil de l'Economie Populaire desservant les Transports. Le programme de réparation établi au prix d'un travail considérable et approuvé par la Commission Principale des Transports a été néanmoins exécuté dans une proportion très différente dans les ateliers de chemins de fer (*Commissariat des Voies de Communication*) et dans les usines (*Conseil de l'Economie Populaire*) : alors que dans les ateliers, la réparation capitale et moyenne, exprimée en unités de réparation moyenne, a augmenté pendant cette année de 258 locomotives à plus de 1.000, c'est-à-dire de quatre fois, représentant ainsi 130 % du programme mensuel fixé, les usines du Conseil de l'Economie n'ont fourni du matériel et des pièces de rechange que dans la proportion d'un tiers du programme établi par la Commission des Transports, en accord avec les deux administrations (*Chemins de fer et Conseil de l'Economie*) ».

Mais à partir d'un certain moment, l'exécution des normes établies par l'ordre 1042 devient impossible par suite de l'insuffisance de matières premières et de combustible. C'est ce qui prouve justement que l'ordre était erroné - diront certains critiques, qui d'ailleurs viennent d'apprendre ce fait en lisant ces lignes. Que leur répondre, sinon que l'ordre 1042 réglementait la réparation des locomotives, mais non la production des métaux et l'extraction du charbon réglementées par d'autres ordres et d'autres institutions ? L'ordre 1042 n'était pas un plan économique universel, mais seulement un plan pour les transports.

Mais ne fallait-il pas, dira-t-on, l'accorder avec les ressources en combustible, en métaux, etc. ? Évidemment, et c'est précisément pour cela que fut créée la *Commission des Transports*, à laquelle participèrent sur les bases de la parité les représentants du *Commissariat des Voies de Communication* et du *Conseil de l'Economie Populaire*. L'établissement du plan s'effectua d'après les indications des représentants du *Conseil de l'Economie Populaire* qui déclarèrent qu'ils pouvaient fournir tels ou tels matériaux. Donc, s'il y eut une erreur de calcul, la faute en est entièrement au *Conseil de l'Economie*.

<sup>27</sup> Vu les succès obtenus dans l'exécution du plan, la norme à accomplir est augmentée, à partir d'octobre, de 28 %. - L. T.

<sup>28</sup> En ce qui concerne le ravitaillement des ateliers de chemins de fer en matériel et en pièces de rechange, les usines du Conseil de l'Economie Populaire n'accomplirent que 30 % du programme qu'elles avaient pris sur elles d'assumer. - L. T.

Peut-être, d'ailleurs, est-ce là ce que les critiques voulaient dire ? C'est douteux. Les « critiques » se montrent pleins de sollicitude pour la vérité historique, mais à condition toutefois que celle-ci le leur rende. Or, parmi ces critiques *post factum*, il en est, hélas ! qui à cette époque portaient la responsabilité de la gestion du *Conseil de l'Economie Populaire*. Dans leurs critiques, ils se trompent tout simplement d'adresse. Cela peut arriver. Comme circonstances atténuantes, d'ailleurs, il est à signaler que les prévisions concernant l'extraction du charbon, la production des métaux, etc., étaient alors beaucoup plus difficiles à établir que maintenant. Si les prévisions du *Commissariat des Voies de Communication* en ce qui concerne la réparation des locomotives étaient incomparablement plus exactes que celles du *Conseil de l'Economie Populaire*, la raison en est - jusqu'à un certain point au moins - que l'administration des chemins de fer était plus centralisée et avait plus d'expérience. Nous le reconnaissons volontiers. Mais cela ne change rien au fait que l'erreur d'évaluation était entièrement imputable au *Conseil de l'Economie*.

Cette erreur, qui nécessita l'abaissement des normes du plan, mais ne provoqua pas la suppression du plan lui-même, ne témoigne ni directement ni indirectement contre l'ordre 1042, qui avait essentiellement un caractère d'orientation et comportait les modifications périodiques suggérées par l'expérience. *La régularisation d'un plan de production est l'un des points les plus importants de sa réalisation*. Nous avons vu plus haut que les normes de production de l'ordre 1042 furent, à partir d'octobre 1920, augmentées de 28 % du fait que la capacité de production des ateliers du *Commissariat des Voies de Communication* se trouva, grâce aux mesures prises, plus élevée qu'on ne l'avait supposé. Nous avons vu également que ces normes furent fortement abaissées à partir de mai 1921, par suite de circonstances indépendantes du dit Commissariat. Mais l'élévation et l'abaissement de ces normes se font suivant un plan déterminé dont l'ordre 1042 *fournit la base*.

C'est le maximum que l'on puisse exiger d'un plan d'orientation. Évidemment, ce qui avait le plus d'importance, c'étaient les chiffres concernant les premiers mois, le semestre de l'année suivante ; les autres ne pouvaient être qu'approximatifs. Aucun de ceux qui participaient à l'élaboration de l'ordre ne pensaient alors que son exécution durerait exactement quatre ans et demi. Lorsqu'il s'avéra possible d'élever la norme, le délai théorique approximatif fut réduit à trois ans et demi. Le manque de matériaux le fit de nouveau prolonger. Mais il n'en reste pas moins établi que dans la période la plus critique du fonctionnement des transports (fin 1920, début 1921) l'ordre se trouva en conformité avec la réalité, la réparation des locomotives fut effectuée selon un plan déterminé, quadrupla, et les chemins de fer échappèrent à la catastrophe imminente.

Nous ne savons à quels plans idéals nos honorables critiques comparent l'ordre 1042. Il nous semble qu'il faudrait le comparer à la situation avant sa promulgation. Or, à cette époque, les locomotives étaient accordées à chaque usine qui en faisait la demande pour se ravitailler en produits alimentaires. C'était là une mesure désespérée qui entraînait la désorganisation du transport et un gaspillage monstrueux du travail nécessaire à la réparation. L'ordre 1042 instaura l'unité, introduisit dans la réparation les éléments de l'organisation rationnelle du travail en affectant des séries déterminées de locomotives à des ateliers déterminés, de sorte que la réparation du matériel dépendit non plus des efforts disséminés de la classe ouvrière, mais d'un enregistrement plus ou moins exact des forces et des ressources de l'administration des transports. C'est en cela que réside l'importance principielle de l'ordre 1042, indépendamment du degré de coïncidence des chiffres du plan et des chiffres d'exécution. Mais comme nous l'avons dit plus haut, sous ce rapport également tout marcha bien.

Évidemment, maintenant que les faits sont oubliés, on peut dire sur le plan 1042 tout ce qui passe par la tête dans l'espoir que personne ne s'avisera de venir contrôler et que, malgré tout, il en restera quelque chose. Mais à cette époque, l'affaire était parfaitement claire et incontestable. On pourrait en donner des dizaines de témoignages. Nous en choisirons trois, différemment autorisés, mais caractéristiques chacun dans son genre.

Le 3 juin, la *Pravda* appréciait ainsi la situation dans les transports :

« Maintenant, le fonctionnement des transports s'est, sous certains rapports, amélioré. Tout observateur, même superficiel, peut constater un certain ordre, très imparfait encore, mais qui n'existait pas auparavant. Pour la première fois, un plan de production précis a été élaboré, une tâche déterminée a été fixée aux ateliers, aux usines et aux dépôts. Depuis la révolution, c'est la première fois que l'on a effectué un enregistrement complet et exact de toutes les possibilités de production. Sous ce rapport, l'ordre 1042, signé par Trotsky, représente un tournant dans notre travail dans le domaine des transports... ».

On pourra objecter que ce témoignage n'est qu'une appréciation anticipée et que, signé N. B., il n'émanait que de Boukharine. Nous ne le contestons pas. Néanmoins, dans ce passage, la *Pravda* reconnaît que l'on a commencé à introduire de l'ordre dans la réparation du matériel des chemins de fer.

Mais nous allons rapporter un témoignage plus autorisé et basé sur une expérience d'un semestre. Au 8<sup>e</sup> Congrès des Soviets, Lénine disait :

« ... Vous avez déjà vu, entre autres par les thèses d'Emchanov et de Trotsky, que dans ce domaine (restauration des transports) nous avons un plan véritable élaboré pour plusieurs années. L'ordre 1042 porte sur cinq années ; en cinq ans, nous pouvons restaurer nos transports, diminuer le nombre des locomotives avariées et, fait important, la neuvième thèse indique que nous avons déjà réduit le délai fixé.

« Lorsque apparaissent de grands plans élaborés pour plusieurs années, il se trouve fréquemment des sceptiques pour dire : « À quoi bon faire des prévisions pour plusieurs années ? Si nous pouvons nous acquitter de nos tâches présentes, ce sera déjà beau ». Camarades, il faut savoir allier les deux choses.

« On ne saurait travailler avec des chances sérieuses de succès sans avoir un plan établi pour une période prolongée. Ce qui prouve la nécessité d'un tel plan, c'est l'amélioration incontestable du fonctionnement des transports. J'attire votre attention sur le passage de la neuvième thèse où il est dit que le délai de restauration des transports serait de quatre ans et demi, mais il est déjà réduit parce que nous faisons plus que la norme ; le délai est déjà fixé à trois ans et demi. C'EST AINSI QU'IL FAUT TRAVAILLER DANS LES AUTRES BRANCHES DE L'ECONOMIE... »

Enfin, un an après la publication de l'ordre 1042, nous lisons dans l'ordre de Dzerjinsky : Des bases du travail futur du Commissariat des Voies de Communication en date du 27 mai 1921 :

*« Considérant que la réduction des normes des ordres 1042 et 1157<sup>29</sup>, qui ont été la première et brillante expérience de l'application du plan dans le domaine économique, est temporaire et provoquée par la crise de combustible que nous traversons... Il convient de prendre les mesures nécessaires à l'entretien et à la restauration de l'outillage et des ateliers... »*

Ainsi donc, après une expérience d'une année et l'abaissement forcé des normes de réparation, le nouveau directeur (après Emchanov) des chemins de fer reconnaît que l'ordre 1042 a été « la première et brillante expérience de l'application du plan dans le domaine économique ». Je doute fort qu'il soit possible de remanier, de transformer maintenant l'histoire, ne serait-ce qu'en ce qui concerne la réparation du matériel des chemins de fer. Or, actuellement, plusieurs personnes cherchent précisément à remanier les faits et à les adapter aux « besoins » du présent. Je ne crois pas néanmoins que ce remaniement (effectué aussi selon un « plan ») ait une utilité sociale et qu'il donne en définitive des résultats sensibles...

Marx, il est vrai, a appelé la révolution la locomotive de l'histoire... Mais s'il est possible de restaurer les locomotives des chemins de fer, on ne saurait en faire autant de la locomotive de l'histoire... Dans le langage ordinaire, de telles tentatives s'appellent des falsifications<sup>30</sup>.

\*

\*   \*

Comme nous l'avons vu, la *Commission Principale des Transports* réalisa partiellement et en tâtonnant l'accord des branches connexes de l'économie, travail qui maintenant, sur une échelle beaucoup plus large et plus systématique, représente la tâche du *Plan d'Etat (Gosplan)*. L'exemple que nous avons rapporté montre en même temps en quoi consistent les tâches et les difficultés de la réalisation du plan dans la direction de l'économie.

Aucune branche de l'industrie, grande ou petite, ni aucune entreprise ne peuvent répartir rationnellement leurs ressources et leurs forces sans avoir devant elles un plan d'orientation. En même temps, tous ces plans partiels sont relatifs, dépendent les uns des autres, se conditionnent les uns les autres. Cette dépendance réciproque doit, nécessairement, servir de critérium fondamental dans l'élaboration, puis dans la réalisation des plans, c'est-à-dire dans leur vérification périodique sur la base des résultats obtenus.

Rien de facile comme de railler les plans établis pour de longues années et qui, dans la suite, s'avèrent inconsistants. De tels plans, il y en a eu beaucoup et inutile de dire que la fantaisie ne saurait être de mise dans l'économie. Mais pour arriver à établir des plans rationnels, il faut commencer malheureusement par des plans primitifs et grossiers, de même qu'il a fallu commencer par la hache de pierre avant d'arriver au couteau d'acier.

Il est à remarquer que beaucoup de personnes ont encore maintenant des idées enfantines sur la question du plan économique : « Nous n'avons pas besoin, disent-ils, de nombreux (? !) plans ; nous avons un plan d'électrification, laissez-nous l'exécuter ! » Ce raisonnement dénote une inintelligence complète des éléments mêmes de la question. Le plan perspectif d'électrification est entièrement subordonné aux plans perspectifs des branches fondamentales de l'industrie, des transports, des finances et, enfin, de l'agriculture. Tous ces plans partiels doivent être tout d'abord accordés entre eux d'après les données dont nous disposons sur nos ressources et nos possibilités économiques.

C'est sur un plan général ainsi concerté, par exemple annuel (comprenant les fractions annuelles des plans particuliers pour trois ans, cinq ans, etc., et représentant uniquement des hypothèses) que peut et doit s'appuyer pratiquement l'organe directeur qui assure la réalisation du plan et qui apporte les modifications nécessaires au cours même de cette réalisation. Tout en restant souple, la direction alors ne dégénérera pas en une série d'improvisations, dans la mesure où elle se basera sur une conception générale logique de l'ensemble du processus économique et tendra, tout en introduisant les modifications nécessaires, à parfaire, à préciser le plan économique conformément aux conditions et aux ressources matérielles.

Tel est le schéma général du plan dans l'économie étatique. Mais l'existence du *marché* en complique considérablement la réalisation. Dans les régions excentriques, l'économie étatique se soude ou tout au moins cherche à se souder avec la petite économie paysanne. L'organe direct de la soudure est le commerce des produits de la petite et, en partie, de la moyenne industrie, et ce n'est qu'indirectement, partiellement et plus tard, qu'entre en jeu la grande industrie desservant directement l'Etat (armée, transports, industrie étatique). L'économie paysanne n'est pas régie par un plan, elle est conditionnée par le marché qui se développe spontanément. L'Etat peut et doit agir sur elle, la pousser en avant, mais il est encore absolument incapable de la canaliser d'après un plan unique. Il faudra encore de longues années pour y arriver (vraisemblablement grâce surtout à l'électrification). Pour la période prochaine, qui nous intéresse directement, nous aurons une économie étatique dirigée selon un plan déterminé, se soudant de plus en plus au marché paysan et, par suite, s'adaptant à ce dernier au fur et à mesure de son développement.

<sup>29</sup> L'ordre 1157 était pour la réparation des wagons ce qu'était l'ordre 1042 pour celle des locomotives.

<sup>30</sup> Pour embrouiller la question, on peut, certes, négliger les chiffres et les faits et parler de la Commission Centrale des Transports ou des commandes de locomotives à l'étranger. Je crois devoir signaler que ces questions n'ont entre elles aucun rapport. L'ordre 1042 continuait de régir le travail de réparation sous Emchanov, puis sous Dzerjinsky, alors que la composition de la Commission Centrale des Transports était entièrement changée. En ce qui concerne la commande de locomotives à l'étranger, je ferai remarquer que toute cette opération fut résolue et réalisée en dehors du Commissariat des Voies de Communication et indépendamment de l'ordre 1042 et de son exécution. Se trouverait-il, par hasard, quelqu'un pour le contester ? - L. T.

Quoique ce marché se développe spontanément, naturellement, il ne s'ensuit pas que l'industrie étatique doive s'y adapter spontanément. Au contraire, nos succès dans l'organisation économique dépendront en grande partie de la mesure où, par une connaissance exacte des conditions du marché et par des prévisions économiques justes, nous arriverons à accorder l'industrie étatique avec l'agriculture selon un plan déterminé. La concurrence entre les différentes usines ou entre les trusts étatiques ne change rien au fait que l'Etat est le possesseur de toute l'industrie nationalisée et que comme possesseur, administrateur et directeur, il considère son avoir comme un tout par rapport au marché paysan.

Évidemment, il est impossible à l'avance de tenir exactement compte du marché paysan, ainsi que du marché mondial avec lequel notre liaison se resserrera principalement par l'exportation du blé et des matières premières. Des erreurs d'appréciation sont inévitables, ne serait-ce que par suite de la variabilité de la récolte. Ces erreurs se manifesteront par le marché, sous forme d'insuffisance de produits, d'à-coups, de crises. Néanmoins, il est clair que ces crises seront d'autant moins aiguës et prolongées que l'application du plan sera plus sérieuse dans toutes les branches de l'économie étatique. Si la doctrine des brentanistes (adeptes de l'économiste allemand Louis Brentano) et des bernsteiniens, d'après laquelle la domination des trusts capitalistes régulariserait le marché en rendant impossibles les crises commerciales-industrielles était radicalement fautive, elle est entièrement juste appliquée à l'Etat ouvrier considéré comme trust des trusts et banque des banques. Autrement dit, l'augmentation ou l'affaiblissement des crises sera dans notre économie le baromètre le plus clair et le plus infaillible des progrès de l'économie étatique comparativement au capital privé. Dans la lutte de l'industrie étatique pour la conquête du marché, le plan est notre arme principale. Sans cela, la nationalisation deviendrait un obstacle au développement économique et le capital privé saperait inévitablement les bases du socialisme.

Par économie étatique, nous entendons évidemment, outre l'industrie, les transports, le commerce étatique extérieur et intérieur et les finances. Tout ce complexe - dans son ensemble et dans ses parties - s'adapte au marché paysan, et au paysan isolé en tant que contribuable. Mais cette adaptation a pour but fondamental de renforcer et de développer l'*industrie étatique, pierre angulaire de la dictature du prolétariat et base du socialisme*. Il est radicalement faux de croire qu'il est possible de développer et d'amener isolément à la perfection certaines des parties de ce complexe : transports, finances ou autres. Leurs progrès et leurs régressions sont dans une étroite interdépendance. De là, l'importance immense du *Gosplan* dont il est si difficile de faire comprendre chez nous le rôle.

Le *Gosplan* doit diriger tous les facteurs fondamentaux de l'économie étatique, les accorder entre eux et avec l'économie paysanne. Son souci principal doit être de développer l'industrie étatique (socialiste). C'est dans ce sens précisément que j'ai dit qu'au sein du complexe étatique, la « dictature » doit appartenir non pas aux finances, mais à l'industrie. Le mot dictature - comme je l'ai indiqué - a ici un sens très restreint et très conditionnel ; il correspond à la dictature à laquelle prétendaient les finances. En d'autres termes, non seulement le commerce extérieur, mais aussi le rétablissement d'une monnaie stable doivent être rigoureusement subordonnés aux intérêts de l'industrie étatique. Il va de soi que cela n'est nullement dirigé contre la « soudure » qui, jusqu'à présent, n'est encore qu'un mot. Affirmer qu'en posant ainsi la question on néglige la paysannerie ou que l'on veut donner à l'industrie étatique un essor ne correspondant pas à l'état de l'économie nationale dans son ensemble est une absurdité pure qui, du fait qu'on la répète, n'en devient pas plus convaincante.

Les paroles suivantes de mon rapport au XII<sup>e</sup> Congrès montrent quel était l'essor que l'on attendait de l'industrie dans la période prochaine et quels étaient ceux qui réclamaient cet essor :

*« J'ai dit que nous avons travaillé à perte. Ce n'est pas là seulement mon appréciation personnelle. Elle est partagée par nos administrateurs économiques autorisés. Je vous recommande de lire l'opuscule de Khalatov : Sur le salaire, qui vient de paraître pour le congrès. Il contient une préface de Rykov dans laquelle il est dit : « Au début de cette troisième année de notre nouvelle politique économique, il faut reconnaître que les succès obtenus pendant les deux années précédentes sont encore insuffisants, que nous n'avons pas encore réussi à arrêter la diminution du capital de fondation et du capital de roulement, et qu'ainsi nous sommes encore loin du stade d'accumulation et d'augmentation des forces productives de la République. Durant cette troisième année, nous devons arriver à ce que les principales branches de notre industrie et de nos transports nous donnent des bénéfices ». Ainsi donc, Rykov constate que durant cette année, notre capital de fondation et notre capital de roulement ont continué de diminuer. « Durant cette troisième année, dit-il, nous devons arriver à ce que les principales branches de notre industrie et de nos transports nous donnent des bénéfices ». Je m'associe volontiers à ce désir de Rykov ; mais je ne partage pas son espérance optimiste dans les résultats de notre travail durant cette troisième année. Je ne crois pas que les branches fondamentales de notre industrie puissent déjà rapporter du profit pendant la troisième année et je considère que ce sera déjà beau si tout d'abord nous comptons mieux nos pertes pendant la troisième année de la « nep » que nous ne l'avons fait pendant la seconde, et si nous pouvons prouver que pendant la troisième année, nos pertes, dans les branches les plus importantes de l'économie, transports, combustible et métallurgie, seront moindres que pendant la seconde. Ce qui importe surtout, c'est d'établir la tendance du développement et de lui venir en aide. Si nos pertes diminuent et que l'industrie progresse, nous aurons gain de cause, nous arriverons à la victoire, c'est-à-dire au profit, mais il faut que la courbe se développe en notre faveur ».*

Ainsi donc, il est absurde d'affirmer que la question se réduit à l'allure du développement et est presque déterminée par le facteur de la rapidité. En réalité, il s'agit de la *direction* du développement.

Mais il est très difficile de discuter avec des gens qui ramènent chaque question nouvelle, précise, concrète, à une question plus générale déjà résolue depuis longtemps. Il nous faut concrétiser les formules générales et c'est là-dessus que porte une grande partie de notre discussion : il nous faut passer de la formule générale de l'établissement de la « soudure » au problème plus concret des « ciseaux » (12<sup>e</sup> Congrès), du problème des « ciseaux » à la régularisation méthodique effective des facteurs économiques déterminant les prix (13<sup>e</sup> Congrès). C'est là, pour employer l'ancienne terminologie bolcheviste, la

lutte contre le « queue-isme »<sup>31</sup> économique. Le succès dans cette lutte idéologique est la condition *sine qua non* des succès économiques<sup>32</sup>.

La réparation du matériel des transports n'était pas en 1920 partie constitutive d'un plan s'ensemble économique, car alors il n'était pas encore question d'un tel plan. Le levier que représente le plan fut appliqué aux transports, c'est-à-dire à la branche de l'économie qui était alors le plus en danger et menaçait de s'effondrer complètement. « *Dans les conditions où se trouve maintenant l'ensemble de l'économie soviétique - écrivions-nous dans les thèses destinées au 8<sup>e</sup> Congrès des Soviets - alors que l'élaboration et l'application d'un plan économique en sont encore à la période d'accord empirique des parties les plus connexes de ce plan futur, il était absolument impossible à l'administration des chemins de fer d'édifier son plan de réparation et d'exploitation sur les données d'un plan économique unique qui n'était encore qu'en projet.* » Améliorés grâce au plan de réparation, les transports se heurtèrent alors dans leur développement à l'infériorité des autres branches de l'économie : industrie métallurgique, combustible, blé. Par là même, le plan 1042 posait la question d'un plan économique général. La *nep* a modifié les conditions de position de cette question et, par suite, les méthodes de sa solution. Mais la question elle-même est restée dans toute son acuité. C'est ce qu'attestent les décisions répétées sur la nécessité de faire du *Gosplan* l'état-major de l'économie soviétique.

Mais nous reviendrons là-dessus en détail, car les tâches économiques réclament un examen précis.

Les faits historiques que je viens de rapporter ont montré, je l'espère, que nos critiques ont eu bien tort de remettre sur le tapis l'ordre 1042. L'histoire de cet ordre prouve exactement le contraire de ce qu'ils voulaient prouver. Comme nous connaissons déjà leurs méthodes, nous nous attendons à les voir pousser les hauts cris : à quoi bon, diront-ils, soulever d'anciennes questions et éplucher un ordre publié il y a quatre ans ? Il est terriblement difficile de satisfaire des gens qui ont résolu à tout prix de remanier notre histoire. Mais ce n'est pas ce que nous cherchons. Nous avons confiance dans le lecteur qui n'est pas intéressé au renouvellement de l'histoire mais qui s'efforce de découvrir la vérité, d'en tirer les leçons qu'elle comporte et d'en profiter pour continuer son travail.

---

<sup>31</sup> Expression quasi intraduisible, employée par Lénine contre les suiveurs, les imitateurs incompréhensifs, et qui correspondait dans l'ordre des actes au mot « psittacisme » dans celui des paroles. On la trouve dans la brochure de Lénine *Que faire ?* parue en 1903.

<sup>32</sup> Nous conseillons encore une fois à tous les camarades qui s'intéressent sérieusement à cette question de relire et, si possible, d'étudier attentivement les discussions du 12<sup>e</sup> Congrès du Parti sur l'industrie. - L. T.



## ANNEXES

-----

### ANNEXE I

## COURS NOUVEAU (Lettre à une Assemblée du Parti)

-----

Chers camarades,

J'espérais fermement être rétabli assez tôt pour pouvoir participer à la discussion de la situation intérieure et des nouvelles tâches du Parti. Mais la durée de ma maladie a dépassé les prévisions des médecins, et je me vois obligé de vous exposer mes vues par écrit.

La résolution du Bureau Politique sur l'organisation du Parti a une signification exceptionnelle. Elle indique que le Parti est arrivé à une tournant important de sa voie historique. Aux tournants, comme on l'a signalé avec raison en maintes assemblées, il faut de la prudence ; mais il faut aussi de la fermeté et de la décision. L'expectative, l'imprécision seraient en l'occurrence les pires formes d'imprudence.

Portés à surestimer le rôle de l'appareil dirigeant et à sous-estimer l'initiative du Parti, quelques camarades d'esprit conservateur critiquent la résolution du Bureau Politique. Le C. C., disent-ils, assume des obligations impossibles ; la résolution ne fera qu'engendrer des illusions et n'aura que des résultats négatifs. Cette manière de voir décèle une méfiance bureaucratique profonde envers le Parti. Jusqu'à présent, le centre de gravité avait été par erreur reporté sur l'appareil ; la résolution du C. C. proclame qu'il doit désormais résider dans l'activité, l'initiative, l'esprit critique de tous les membres du Parti, avant-garde organisée du prolétariat. Elle ne signifie pas que l'appareil du Parti soit chargé de décréter, de créer ou d'établir le régime de la démocratie. Ce régime, le Parti le réalisera lui-même. Brièvement parlant : *le Parti doit se subordonner son propre appareil*, sans cesser d'être une organisation centralisée.

Dans les débats et les articles de ces derniers temps, on a souligné que la démocratie « pure », « entière », « idéale » est irréalisable et que, pour nous, elle n'est pas une fin en soi. Cela est incontestable. Mais on peut, avec autant de raison, affirmer que le centralisme pur, absolu, est irréalisable et incompatible avec la nature d'un parti de masse et qu'il ne saurait, non plus que l'appareil du Parti, représenter une fin en soi. La démocratie et le centralisme sont deux faces de l'organisation du Parti. Il s'agit de les accorder de la façon la plus juste, c'est-à-dire correspondant le mieux à la situation. Durant la dernière période, l'équilibre était rompu au profit de l'appareil. L'initiative du Parti était réduite au minimum. De là des habitudes et des procédés de direction en contradiction fondamentale avec l'esprit de l'organisation révolutionnaire du prolétariat. La centralisation excessive de l'appareil aux dépens de l'initiative engendrait un *malaise*, malaise qui, à l'extrémité du Parti, revêtait une forme extrêmement morbide et se traduisait entre autres par l'apparition de groupements illégaux dirigés par des éléments indubitablement hostiles au communisme. En même temps, l'ensemble du Parti désapprouvait de plus en plus les méthodes officielles de solution des questions. L'idée, ou tout au moins le sentiment, que le bureaucratisme menaçait d'engager le Parti dans une impasse était devenue presque générale. Des voix s'élevaient pour signaler le danger. La résolution sur la nouvelle orientation est la première expression officielle du revirement qui s'est effectué dans le Parti. Elle sera réalisée dans la mesure où le Parti, c'est-à-dire ses quatre cent mille membres, voudra et saura la réaliser.

Dans une série d'articles on s'attache à démontrer que, pour vivifier le Parti, il faut commencer par élever le niveau de ses membres, après quoi tout le reste, c'est-à-dire la démocratie ouvrière, viendra par surcroît. Il est incontestable qu'il nous faut élever le niveau idéologique de notre Parti pour le mettre à même d'accomplir les tâches gigantesques qui lui incombent, mais cette méthode *pédagogique* est insuffisante et, partant, erronée, et y persister, c'est provoquer infailliblement une aggravation de la crise.

Le Parti ne peut élever son niveau qu'en accomplissant ses tâches essentielles, et cela en dirigeant collectivement (avec les lumières et l'initiative de tous ses membres) la classe ouvrière et l'Etat prolétarien. Il faut aborder la question, non pas du point de vue *pédagogique*, mais du point de vue *politique*. On ne saurait faire dépendre l'application de la démocratie ouvrière du degré de « préparation » des membres du Parti à cette démocratie. Notre Parti est un parti. Nous pouvons présenter des exigences rigoureuses à ceux qui veulent y entrer et y rester ; mais, une fois qu'on en est membre, on participe par là-même à toute son action.

Le bureaucratisme tue l'initiative et entrave ainsi l'élévation du niveau général du Parti. C'est là son défaut capital. Comme l'appareil est constitué inévitablement par les camarades les plus expérimentés et les plus méritoires, c'est sur la

formation politique des jeunes générations communistes que le bureaucratisme a sa répercussion la plus fâcheuse. Aussi est-ce la jeunesse, baromètre sûr du Parti, qui réagit le plus vigoureusement contre le bureaucratisme de notre organisation.

Néanmoins, il ne faudrait pas croire que notre système de solution des questions - tranchées presque uniquement par les fonctionnaires du Parti - n'ait aucune influence sur l'ancienne génération, qui incarne l'expérience politique et les traditions révolutionnaires du Parti. Là aussi, le danger est très grand. L'immense autorité du groupe des vétérans du Parti est universellement reconnue. Mais ce serait une erreur grossière que de la considérer comme un *absolu*. *Ce n'est que par une collaboration active constante avec la nouvelle génération, dans le cadre de la démocratie, que la vieille garde conservera son caractère de facteur révolutionnaire.* Sinon, elle peut se figer et devenir insensiblement l'expression la plus achevée du bureaucratisme.

L'histoire nous offre plus d'un cas de dégénérescence de ce genre. Prenons l'exemple le plus récent et le plus frappant : celui des chefs des partis de la 2<sup>e</sup> Internationale. Wilhelm Liebknecht, Bebel, Singer, Victor Adler, Kautsky, Bernstein, Lafargue, Guesde étaient les disciples directs de Marx et d'Engels. Pourtant, dans l'atmosphère du parlementarisme et sous l'influence du développement automatique de l'appareil du Parti et de l'appareil syndical, ces leaders, totalement ou partiellement, tournèrent à l'opportunisme. À la veille de la guerre, le formidable appareil de la social-démocratie, couvert de l'autorité de l'ancienne génération, était devenu le frein le plus puissant à la progression révolutionnaire. Et nous, les « vieux », nous devons bien nous dire que notre génération, qui joue naturellement le rôle dirigeant dans le Parti, ne serait nullement prémunie contre l'affaiblissement de l'esprit révolutionnaire et prolétarien dans son sein, si le Parti tolérât le développement des méthodes bureaucratiques qui transforment la jeunesse en objet d'éducation et détachent inévitablement l'appareil de la masse, les anciens des jeunes. Contre ce danger indubitable, il n'est pour le Parti d'autre moyen que l'orientation vers la démocratie et l'afflux, toujours plus grand, des éléments ouvriers dans son sein.

Je ne m'arrêterai pas ici sur les définitions juridiques de la démocratie ni sur les limites qui lui sont imposées par le statut du Parti. Quoique importantes, ces questions sont secondaires. Nous les examinerons à la lumière de notre expérience et y apporterons les modifications nécessaires. Mais ce qu'il faut modifier avant tout, c'est l'esprit qui règne dans nos organisations. Il faut que le Parti revienne à l'initiative collective, au droit de critique libre et fraternelle, qu'il ait la faculté de s'organiser lui-même. Il est nécessaire de régénérer et de renouveler l'appareil du Parti et de lui faire sentir qu'il n'est que l'exécuteur de la volonté de la collectivité.

La presse du Parti a, ces derniers temps, donné une série d'exemples caractéristiques de la dégénérescence bureaucratique des mœurs et des rapports dans le Parti. Un critique osait-il élever la voix, immédiatement on prenait le numéro de sa carte de communiste. Avant la publication de la décision du C. C. sur le « cours nouveau », le simple fait de signaler la nécessité d'une modification du régime intérieur du Parti était considéré par les fonctionnaires préposés à l'appareil comme une hérésie, une manifestation de l'esprit de scission, une atteinte à la discipline. Et maintenant les bureaucrates sont prêts formellement à « prendre acte » du « cours nouveau », c'est-à-dire *pratiquement à l'enterrer*. Le renouvellement de l'appareil du Parti - dans le cadre précis du statut - doit avoir pour but de remplacer les bureaucrates momifiés par des éléments vigoureux étroitement liés à la vie de la collectivité. Et, avant tout, il faut écarter des postes dirigeants ceux qui, au premier mot de protestation ou d'objection, brandissent contre les critiques les foudres des sanctions. Le « cours nouveau » doit avoir pour premier résultat de faire sentir à tous que personne désormais n'osera plus terroriser le Parti.

Notre jeunesse ne doit pas se borner à répéter nos formules. Elle doit les conquérir, se les assimiler, se former son opinion, sa physionomie à elle et être capable de lutter pour ses vues avec le courage que donnent une conviction profonde et une entière indépendance de caractère. Hors du Parti l'obéissance passive qui fait emboîter mécaniquement le pas après les chefs ; hors du Parti l'impersonnalité, la servilité, le carriérisme ! Le bolchevik n'est pas seulement un homme discipliné : c'est un homme qui, dans chaque cas et sur chaque question, se forge une opinion ferme et la défend courageusement, non seulement contre ses ennemis, mais au sein de son propre parti. Peut-être sera-t-il aujourd'hui en minorité dans son organisation. Il se soumettra, parce que c'est son parti. Mais cela ne signifie pas toujours qu'il soit dans l'erreur. Peut-être a-t-il vu ou compris avant les autres la nouvelle tâche ou la nécessité d'un tournant. Il soulèvera avec persistance la question une deuxième, une troisième, une dixième fois s'il le faut. Par là, il rendra service à son parti, en le familiarisant avec la nouvelle tâche ou en l'aidant à accomplir le tournant nécessaire sans bouleversements organiques, sans convulsions intérieures.

Notre Parti ne pourrait s'acquitter de sa mission historique s'il se morcelait en fractions. Il ne se désagrègera pas ainsi car, collectivité autonome, son organisme s'y oppose. Mais il ne combattra avec succès les dangers de fractionnement qu'en développant et en consolidant dans son sein l'application de la démocratie ouvrière. *Le bureaucratisme de l'appareil est précisément l'une des principales sources du fractionnement.* Il réprime impitoyablement la critique et refoule le mécontentement à l'intérieur de l'organisation. Pour lui, toute critique, tout avertissement est presque fatalement une manifestation de l'esprit de scission. Le centralisme mécanique a pour complément obligé le fractionnement, caricature de la démocratie et danger politique formidable.

Conscient de la situation, le parti accomplira l'évolution nécessaire avec la fermeté et la décision exigées par les tâches qui lui reviennent. Par là même, il affermera son unité révolutionnaire qui lui permettra de mener à bien le travail immense qui lui incombe sur l'échelle nationale et internationale.

Je suis loin d'avoir épuisé la question. J'ai renoncé, intentionnellement, à en étudier ici plusieurs côtés essentiels, me proposant de vous les exposer oralement dès que je serai rétabli - ce qui, je l'espère, ne tardera pas.

Salut fraternel.

8 décembre 1923.

L. TROTSKY.

P. S. - La publication de cette lettre dans la *Pravda* étant retardée de deux jours, j'en profite pour y ajouter quelques remarques complémentaires.

J'ai appris que, lors de la communication de ma lettre aux assemblées de quartier, certains camarades avaient exprimé la crainte que l'on n'exploitât mes considérations sur les rapports entre la « vieille garde » et la jeune génération, pour opposer (!) les jeunes aux vieux. À coup sûr, cette appréhension n'a pu venir qu'à ceux qui, il y a deux ou trois mois encore, repoussaient avec horreur l'idée même de la nécessité d'un changement d'orientation.

En tout cas, mettre au premier plan des appréhensions de ce genre, *au moment présent* et *dans la situation actuelle*, dénote une inintelligence des dangers réels et de leur importance relative. L'état d'esprit actuel de la jeunesse, symptomatique au plus haut point, est engendré précisément par les méthodes employées pour maintenir le « calme » et dont la résolution adoptée à l'unanimité par le Bureau Politique est la condamnation formelle. En d'autres termes, le « calme », tel qu'il était compris, menaçait de détacher de plus en plus la fraction dirigeante des communistes plus jeunes, c'est-à-dire de l'immense majorité du Parti.

Une certaine tendance de l'appareil à penser et à décider pour l'organisation tout entière mène à asseoir l'autorité des milieux dirigeants *uniquement* sur la tradition. Le respect de la tradition est incontestablement un élément nécessaire de la formation communiste et de la cohésion du Parti, mais il ne peut être un facteur vital que s'il se nourrit et se fortifie constamment par un contrôle actif de cette tradition, c'est-à-dire par l'élaboration collective de la politique du Parti pour le *moment présent*. Sinon, il peut dégénérer en un sentiment purement officiel, et n'être plus qu'une *forme sans contenu*. Une telle liaison entre les générations est évidemment insuffisante et des plus fragiles. Elle peut paraître solide, jusqu'au moment où l'on s'aperçoit qu'elle est prête à se rompre. C'est là précisément qu'est le danger de la politique du « calme » dans le Parti.

Et, si les vétérans qui ne sont pas encore bureaucratisés, qui ont encore conservé l'esprit révolutionnaire (c'est-à-dire, nous en sommes persuadé, l'immense majorité), se rendent nettement compte du danger signalé plus haut et aident de toutes leurs forces le Parti à faire appliquer la résolution du Bureau Politique du C. C., toute raison d'opposer les uns aux autres les générations dans le Parti disparaîtra. Il sera alors relativement facile d'endiguer la fougue, les « excès » éventuels de la jeunesse. Mais il faut, avant tout, faire en sorte que la tradition du Parti ne soit pas concentrée dans l'appareil directeur, mais vive et se renouvelle constamment dans l'expérience journalière de l'organisation tout entière. Par là même, on parera à un autre danger : celui de la division de l'ancienne génération en « fonctionnaires », chargée de maintenir le « calme », et en non-fonctionnaires. N'étant plus renfermé en lui-même, l'appareil du Parti, c'est-à-dire son ossature organique, loin de s'affaiblir, se fortifiera. Or, il est indubitable que nous avons besoin dans notre Parti d'un appareil centralisé puissant.

Peut-être pourrait-on objecter que l'exemple de dégénérescence de la social-démocratie à l'époque réformiste, que j'ai cité dans ma lettre, n'a pas grande valeur pour l'époque révolutionnaire actuelle. Évidemment, exemple n'est pas identité. Néanmoins, le caractère révolutionnaire de notre époque n'est pas une garantie par lui-même. Nous vivons sous le régime de la *nep*, dont le danger est encore accru par le ralentissement de la révolution mondiale. Notre action pratique journalière de gestion de l'Etat, action de plus en plus délimitée et spécialisée, recèle, comme l'indique la résolution du C. C., un danger de rétrécissement de notre horizon, c'est-à-dire de dégénérescence opportuniste. Il est évident que ce danger s'accroît à mesure que le commandement des « secrétaires » tend à se substituer à la direction véritable du Parti. Nous serions de piètres révolutionnaires, si nous nous reposions sur le « caractère révolutionnaire de l'époque » du soin de surmonter nos difficultés, et surtout nos difficultés intérieures. Cette « époque », il faut l'aider par la réalisation rationnelle de la nouvelle orientation proclamée à l'unanimité par le Bureau Politique.

Pour terminer, encore une remarque. Il y a deux ou trois mois, alors que les questions qui font l'objet de la discussion actuelle n'apparaissaient pas encore à l'ordre du jour du Parti, quelques militants de province haussaient avec indulgence les épaules et se disaient qu'à Moscou, on cherchait la petite bête, qu'en province tout allait bien. Maintenant encore, cet état d'esprit se reflète dans certaines correspondances de province. Opposer la province tranquille et raisonnable à la capitale troublée et contaminée, c'est faire preuve de ce même esprit bureaucratique dont nous avons parlé plus haut. En réalité, l'organisation moscovite est la plus vaste, la plus forte, la plus vitale des organisations de notre Parti. Même aux moments de « calme » plat, l'activité y a été plus intense que nulle part ailleurs. Si Moscou se distingue maintenant des autres points de la Russie, c'est uniquement en ce qu'elle a pris l'initiative de la revision de l'orientation de notre Parti. C'est là un mérite et non un défaut. Tout le Parti emboîtera le pas à sa suite et procédera à la revision nécessaire de certaines mœurs. Moins l'appareil provincial du Parti s'opposera à ce mouvement et plus les organisations locales franchiront facilement ce stade inévitable d'autocritique fructueuse dont les résultats se traduiront par un accroissement de la cohésion et une élévation du niveau idéologique du Parti.

L. T.

## ANNEXE II

### DU FONCTIONNARISME DANS L'ARMÉE ET AILLEURS

#### I

Au cours de la dernière année, nous avons à maintes reprises, oralement et par écrit, les travailleurs militaires et moi, échangé nos opinions sur les phénomènes négatifs visibles dans l'armée et se rattachant au fonctionnarisme. J'ai traité cette question assez à fond au dernier Congrès des collaborateurs politiques de l'Armée et de la Flotte. Mais elle est si grave qu'il me semble opportun d'en parler dans notre presse générale, d'autant plus que la maladie n'affecte pas que l'armée.

Le fonctionnarisme est étroitement apparenté au bureaucratisme. On pourrait même dire qu'il n'en est qu'une manifestation. Lorsque, à force d'être habitués à la même forme, les gens cessent de penser au fond ; qu'ils emploient avec suffisance des phrases conventionnelles sans songer à leur sens ; qu'ils donnent des ordres habituels sans se demander s'ils sont rationnels ; qu'ils prennent peur devant tout mot nouveau, toute critique, toute initiative, toute indépendance, cela indique qu'ils sont tombés sous l'emprise de l'esprit fonctionnariste, dangereux au plus haut point.

À la conférence des collaborateurs politiques militaires, j'ai rapporté comme exemple de l'idéologie officielle en honneur quelques-uns des résumés d'histoire de nos unités militaires. La publication de ces opuscules traitant de l'histoire de nos armées, de nos divisions, de nos régiments est par elle-même excellente. Elle atteste que nos unités militaires se sont constituées dans les batailles et dans l'apprentissage technique, non seulement au point de vue de l'organisation, mais aussi au point de vue spirituel, comme des organismes vivants, et témoigne de l'intérêt porté à leur passé. Mais la plupart de ces aperçus historiques, il faut le reconnaître, sont écrits sur un ton pompeux et emphatique.

Bien plus, certains de ces opuscules rappellent, à s'y méprendre, les aperçus historiques d'autrefois consacrés aux régiments de la garde du tsar. Cette comparaison provoquera, à n'en pas douter, les ricanements de la presse blanche. Mais nous ne serions que des impuissants si nous renoncions à l'auto-critique de crainte de fournir par là un atout à nos ennemis. Les avantages d'une auto-critique salutaire sont incomparablement supérieurs au tort qui peut résulter pour nous du fait que Dan ou Tchernov répéteront notre critique.

Certes, nos régiments et nos divisions, et avec eux le pays tout entier, ont le droit de s'enorgueillir de leurs victoires. Mais nous n'avons pas eu que des victoires et nous sommes arrivés non directement, mais par des chemins très détournés, à ces victoires. Au cours de la guerre civile, nous avons vu se manifester un héroïsme sans exemple, d'autant plus méritoire qu'il restait inconnu la plupart du temps ; mais nous avons eu aussi des cas de faiblesse, de panique, de pusillanimité, d'incapacité et même de trahison. L'histoire de chacun de nos « vieux » régiments (quatre ou cinq ans, c'est déjà de l'ancienneté en temps de révolution) est extrêmement intéressante et instructive si on la raconte conformément à la vérité, d'une façon vivante, c'est-à-dire telle qu'elle s'est déroulée sur le champ de bataille et à la caserne. Au lieu de cela, on ne trouve fréquemment qu'une légende héroïque du caractère le plus banalement officiel. À la lire, on croirait que dans nos rangs, il n'y a que des héros ; que tous les soldats brûlent du désir de combattre ; que l'ennemi est toujours supérieur en nombre ; que tous nos ordres sont raisonnables, appropriés à la situation ; que l'exécution est brillante, etc.

Croire que par de semblables procédés on peut relever une unité militaire à ses propres yeux et influencer heureusement sur la formation des jeunes, c'est être imbu d'esprit fonctionnariste. Dans le meilleur des cas, cette « histoire » ne laissera aucune impression ; le soldat rouge la lira ou l'écouterait comme son père écoutait la *Vie des Saints* : cela est magnifique, moral, se dira-t-il, mais inexistant dans la réalité. Ceux qui sont plus âgés et qui ont participé à la guerre civile, ou qui sont simplement plus intelligents, se diront : les militaires, eux aussi, jettent de la poudre aux yeux ; ou plus simplement : on nous raconte des blagues. Les plus naïfs, ceux qui prennent tout pour argent comptant, penseront : inutile de chercher à m'élever au niveau de ces héros, je suis bien trop faible. Et ainsi, cette « histoire », au lieu de leur relever le moral, les déprimera<sup>33</sup>.

La vérité historique n'a pas, pour nous, un intérêt uniquement historique. Ces esquisses historiques nous sont nécessaires en premier lieu comme moyen d'éducation. Et si, par exemple, un jeune commandant s'habitue au mensonge conventionnel sur le passé, il arrivera rapidement à l'admettre dans son action pratique courante. Si, par exemple, il lui arrive au front de commettre un impair, une étourderie, il se demande s'il doit le mentionner dans son rapport. Il le devrait mais, imbu d'esprit fonctionnariste, il ne veut pas démeriter des héros dont il a lu les exploits dans l'histoire de son régiment ; ou tout simplement, le sentiment de la responsabilité s'est émoussé en lui. Dans ce cas, il arrange, c'est-à-dire il dénature les faits, et induit en erreur ses supérieurs. Or, les rapports mensongers des inférieurs provoquent fatalement, en fin de compte, des ordres et dispositions erronés des supérieurs. Mais le pire, c'est lorsque le commandant craint tout simplement de rapporter la vérité à ses chefs. Le fonctionnarisme revêt alors son caractère le plus répugnant : on ment pour faire plaisir aux supérieurs.

<sup>33</sup> Certes, non seulement dans l'art militaire, mais dans tous les autres, il est des partisans du mensonge conventionnel qui « élève l'âme ». La critique et l'autocritique leur paraissent un « acide » dissolvant de la volonté. Le petit-bourgeois, on le sait, a besoin de consolation pseudo-classique et ne souffre pas la critique. Mais il ne saurait en être de même de nous, armée révolutionnaire, parti révolutionnaire. Un tel état d'esprit est à combattre vigoureusement dans la jeunesse. - L. T.

L'héroïsme suprême, dans l'art militaire comme dans la révolution, c'est la véracité et le sentiment de la responsabilité. Non la véracité au point de vue d'une morale abstraite enseignant que l'homme ne doit jamais mentir ni tromper son prochain. Ces principes idéalistes sont de l'hypocrisie pure dans une société de classes où il existe des antagonismes d'intérêts, des luttes et une guerre permanente. L'art militaire en particulier comporte nécessairement la ruse, la dissimulation, la surprise, la tromperie. Mais tromper consciemment et intentionnellement son ennemi au nom d'une cause à laquelle on donne sa vie, ce n'est pas du tout la même chose que donner des renseignements faux, assurant que tout va bien, nuisibles au succès de la cause, et cela par fausse honte ou par désir de plaire, ou simplement pour se conformer aux procédés bureaucratiques admis.

## II

Pourquoi traitons-nous maintenant la question du fonctionnarisme ? Celle-ci ne se posait-elle pas aux premières années de la révolution ? Nous avons ici surtout en vue l'armée, mais le lecteur fera lui-même les analogies nécessaires dans les autres domaines de notre travail, car il existe un certain parallélisme dans le développement de la classe ouvrière, de son parti, de son Etat, de son armée.

Les nouveaux cadres de notre armée ont été complétés par des révolutionnaires, des militants combattifs, des partisans qui avaient fait la révolution d'Octobre et avaient déjà un certain passé et surtout un caractère formé. La caractéristique de ces commandants, ce n'est pas le manque d'initiative, mais plutôt l'excès d'initiative ou, plus exactement, la compréhension insuffisante de la nécessité de la coordination dans l'action et d'une discipline ferme. La première période d'organisation militaire est remplie par la lutte contre toutes les formes d'initiative désordonnée. On cherche alors à établir des rapports fixes et rationnels entre les différentes parties de l'armée, à instituer une discipline ferme. Les années de guerre civile furent sous ce rapport une rude école. En fin de compte, l'équilibre nécessaire entre l'indépendance personnelle et le sentiment de discipline parvint à s'établir chez les meilleurs commandants révolutionnaires de la première fournée.

Le développement de nos jeunes cadres de l'armée s'effectue bien autrement pendant les années de trêve. Tout jeune homme, le futur commandant entre à l'Ecole Militaire. Il n'a ni passé révolutionnaire, ni expérience de la guerre. C'est un néophyte. Il ne construit pas l'armée rouge comme le faisait l'ancienne génération, il y entre comme dans une organisation toute prête ayant un régime intérieur et des traditions déterminées. Il y a ici une analogie avec les rapports entre les jeunes communistes et la vieille garde du Parti. C'est pourquoi le moyen par lequel la tradition combative de l'armée ou la tradition révolutionnaire du Parti se transmettent aux jeunes gens a une immense importance. Sans une filiation continue, et par suite sans la tradition, il ne peut y avoir de progression stable. Mais la tradition n'est pas un canon rigide ou un manuel officiel ; on ne saurait l'apprendre par cœur, l'accepter comme un évangile, croire tout ce que dit l'ancienne génération parce que c'est elle qui le dit ; il faut au contraire conquérir en quelque sorte la tradition par un travail intérieur, l'élaborer soi-même de façon critique et se l'assimiler. Sinon, tout l'édifice sera bâti sur le sable. J'ai déjà parlé des représentants de la « vieille garde » (ordinairement de deuxième et de troisième ordre) qui inculquent la tradition aux jeunes à l'exemple de Famousov<sup>34</sup> : « Instruisez-vous en regardant les vieux : nous, par exemple, ou l'oncle défunt... » Mais ni chez l'oncle, ni chez ses neveux il n'y a rien de bon à apprendre.

Il est incontestable que nos anciens cadres, qui ont rendu des services immortels à la révolution, jouissent d'une autorité très grande aux yeux des jeunes militaires. Et cela est très bien, car cela assure la liaison indissoluble entre le commandement supérieur et le commandement inférieur, et leur liaison avec la masse des soldats ; mais à une condition : c'est que l'autorité des anciens n'annihile pas la personnalité des jeunes et, à plus forte raison, ne les terrorise pas.

C'est dans l'armée qu'il est le plus facile et le plus tentant d'établir ce principe : « *Taisez-vous, ne raisonnez pas.* » Mais dans le domaine militaire, ce « principe » est aussi funeste que dans tout autre. La tâche principale consiste non pas à empêcher, mais à aider le jeune commandant à élaborer sa propre opinion, sa propre volonté, sa personnalité dans laquelle l'indépendance doit s'allier au sentiment de la discipline. Le commandant et, en général, l'homme dressé à contenter ses supérieurs est une nullité. Avec ces nullités, l'appareil administratif militaire, c'est-à-dire l'ensemble des bureaux militaires, peut encore fonctionner, non sans succès, apparents du moins. Mais ce qu'il faut à une armée, organisation combative de masse, ce ne sont pas des fonctionnaires flagorneurs, mais des hommes fortement trempés moralement, pénétrés du sentiment de responsabilité personnelle qui, sur chaque question importante, se feront un devoir d'élaborer consciencieusement leur opinion personnelle et la défendront courageusement par tous les moyens n'allant pas à l'encontre de la discipline rationnellement comprise (c'est-à-dire non bureaucratiquement) et de l'unité d'action.

L'histoire de l'armée rouge ainsi que celle de ses différentes unités est un des moyens les plus importants de compréhension réciproque et d'instauration de la liaison entre l'ancienne et la nouvelle génération des cadres militaires. Voilà pourquoi la platitude bureaucratique, la soumission fausse ne sauraient être de mise. Ce qu'il faut, c'est la critique, la vérification des faits, l'indépendance de pensée, l'élaboration personnelle du présent et de l'avenir, l'indépendance de caractère, le sentiment de la responsabilité, la vérité envers soi-même et envers son œuvre. Or, ce sont là choses dont le fonctionnarisme est l'ennemi mortel. Chassons-le donc, partout où il se trouve.

*Pravda*, 4 décembre 1923.

---

<sup>34</sup> Personnage de la célèbre comédie de Griboiédov : *Le malheur d'avoir de l'esprit*.

## ANNEXE III

### **SUR LA LIAISON ENTRE LA VILLE ET LA CAMPAGNE (... Et sur des bruits mensongers)**

Plusieurs fois déjà durant ces derniers mois, des camarades m'ont demandé en quoi consistent exactement mes points de vue sur la paysannerie et en quoi ils se distinguent de ceux de Lénine. D'autres m'ont posé la question d'une façon plus précise et plus concrète : est-il vrai - m'ont-ils demandé - que vous sous-estimiez le rôle de la paysannerie dans notre développement économique et, par là même, ne donnez pas une importance suffisante à l'alliance économique et politique entre le prolétariat et la paysannerie ? De telles questions m'ont été posées oralement et par écrit.

- Mais où avez-vous pris cela ? - demandai-je, étonné. - Sur quels faits basez-vous vos questions ?

- Nous n'avons pas de faits, - me répondit-on, - mais des bruits courent...

Tout d'abord, je n'attachai pas une grande importance à ces conversations. Mais une nouvelle lettre que je viens de recevoir à ce sujet m'a fait réfléchir. D'où peuvent provenir ces bruits ? Et, tout à fait par hasard, je me suis ressouvenu que des bruits de ce genre couraient en Russie il y a quatre ou cinq ans.

On disait alors tout simplement : Lénine est pour le paysan, Trotsky contre... Je me mis alors à rechercher les articles parus sur cette question : le mien, du 7 février 1919, dans les *Izvestia*, et celui de Lénine, du 15 février, dans la *Pravda*. Lénine répondait directement à la lettre du paysan Goulov qui racontait que « le bruit court que Lénine et Trotsky ne s'accordent pas, qu'il existe entre eux de fortes divergences de vues au sujet précisément du paysan moyen ».

Dans ma lettre, j'expliquais le caractère général de notre politique paysanne, notre attitude envers les gros bonnets campagnards (*koulaks*), les paysans moyens, les paysans pauvres, et conclusais ainsi : *Il n'y a eu et il n'y a aucune divergence de vues sur ce sujet dans le pouvoir soviétique. Mais les contre-révolutionnaires, dont les affaires vont de plus en plus mal, n'ont plus pour unique ressource que de tromper les masses laborieuses et de leur faire accroire que le Conseil des Commissaires du Peuple est déchiré de dissensions intérieures.*

Dans son article qu'il publia une semaine après ma lettre, Lénine disait entre autres : « Trotsky déclare que les bruits qui courent sur les divergences de vues entre lui et moi (dans la question de la paysannerie) sont le mensonge le plus monstrueux et le plus impudent répandu par les grands propriétaires fonciers, les capitalistes et leurs auxiliaires bénévoles ou non. De mon côté, je m'associe entièrement à la déclaration de Trotsky ».

Néanmoins, ces bruits, on le voit, sont difficiles à déraciner. Qu'on se souvienne du proverbe français : « Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose ». Maintenant, certes, ce n'est pas des propriétaires fonciers et des capitalistes que des bruits de ce genre peuvent faire le jeu, car le nombre de ces honorables gens a considérablement diminué depuis 1919. Par contre, nous avons maintenant le *nepman*, et, à la campagne, le marchand et le *koulak*. Il est incontestable qu'ils ont intérêt à semer le trouble et la confusion à propos de l'attitude du Parti communiste envers la paysannerie.

C'est précisément le *koulak*, le revendeur, le nouveau marchand, le courtier urbain qui cherchent à se mettre en liaison étroite avec le paysan producteur de blé et acheteur des produits industriels, et s'efforcent d'évincer les organes du pouvoir soviétique. C'est sur ce champ précisément que se livre actuellement la bataille principale. Ici aussi, la politique sert les intérêts économiques. Cherchant à se lier avec le paysan et à gagner sa confiance, l'intermédiaire privé accueille évidemment volontiers et répand les vieux mensonges des seigneurs terriens d'autrefois - avec un peu plus de prudence seulement parce que, depuis lors, le pouvoir soviétique est devenu plus fort.

L'article bien connu de Lénine intitulé : *Plutôt moins, mais mieux*, donne un tableau clair, simple et en même temps définitif de l'interdépendance économique du prolétariat et de la paysannerie, ou de l'industrie étatique et de l'agriculture. Il est inutile de rappeler ou de citer cet article que tout le monde a présent à la mémoire. La pensée fondamentale en est la suivante : Pendant les années prochaines, il nous faut adapter l'Etat soviétique aux besoins et à la force de la paysannerie, tout en lui conservant son caractère d'Etat *ouvrier* ; il nous faut adapter l'industrie soviétique au marché paysan d'une part, et à la capacité imposable de la paysannerie, de l'autre, tout en lui conservant son caractère d'industrie *étatique*, c'est-à-dire socialiste. De cette façon seulement, nous ne détruirons pas l'équilibre dans notre Etat soviétique, tant que la révolution ne détruira pas l'équilibre dans les pays capitalistes. Ce n'est pas la répétition à tout propos du mot « liaison », mais l'*adaptation effective de l'industrie à l'économie rurale* qui pourra résoudre véritablement la question capitale de notre économie et de notre politique.

Nous arrivons ici à la question des « ciseaux ». L'adaptation de l'industrie au marché paysan nous impose en premier lieu la tâche d'abaisser le plus possible le prix de revient des produits industriels. Mais le prix de revient dépend non seulement de l'organisation du travail dans une usine donnée, mais aussi dans l'organisation de l'industrie étatique tout entière, des transports, des finances, de l'appareil commercial de l'Etat.

S'il existe un manque de proportion entre les différentes parties de notre industrie, c'est parce que l'Etat a un énorme capital mort qui pèse sur toute l'industrie et augmente le prix de chaque archine d'indienne, de chaque boîte d'allumettes. Si les différentes parties de notre industrie étatique (charbon, métaux, machines, coton, tissus, etc.) ne concordent pas les unes avec les autres, non plus qu'avec les transports et le crédit, les dépenses de production comprendront également les frais pour

les branches les plus développées de l'industrie et le résultat final sera déterminé par les branches les moins développées. La crise actuelle de la vente est un rude avertissement que nous donne le marché paysan : au lieu de bavarder sur la « liaison », réalisons-là.

En régime capitaliste, la crise est le moyen naturel et, en fin de compte, unique, de régularisation de l'économie, c'est-à-dire de réalisation de l'accord des différentes branches de l'industrie entre elles et de la production totale avec la capacité du marché. Mais dans notre économie soviétique - intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme - les crises commerciales et industrielles ne sauraient être reconnues comme un moyen normal ou même inévitable d'accord entre les parties de l'économie nationale. La crise emporte, anéantit ou disperse une certaine partie de l'avoir de l'Etat et une partie de cette partie tombe entre les mains de l'intermédiaire, du revendeur, en un mot, du capital privé. Comme nous avons reçu en héritage une industrie extrêmement désorganisée et dont, avant la guerre, les différentes parties se desservaient mutuellement dans des proportions tout autres qu'il ne le faut maintenant, grande est la difficulté d'accorder entre elles les différentes parties de l'industrie de façon que cette dernière soit, par l'intermédiaire du marché, adaptée à l'économie paysanne. Si nous nous en remettons uniquement à l'action des crises pour effectuer la réorganisation nécessaire, ce serait donner tous les avantages au capital privé qui, déjà, s'interpose entre nous et la campagne, c'est-à-dire le paysan et l'artisan<sup>35</sup>.

Le capital commercial privé réalise maintenant des bénéfices considérables. Il se contente de moins en moins des opérations d'intermédiaire. Il tente d'organiser le producteur ou de prendre à ferme des entreprises industrielles à l'Etat. En d'autres termes, il recommence le processus de l'accumulation primitive, tout d'abord dans le domaine commercial, puis dans le domaine industriel. Il est évident que chaque insuccès, chaque perte que nous éprouvons est un profit pour le capital privé : tout d'abord parce qu'elle nous affaiblit, et ensuite parce qu'une partie de cette perte tombe entre les mains du nouveau capitaliste.

De quel instrument disposons-nous pour lutter avec succès contre le capital privé dans ces conditions ? Existe-t-il un tel instrument ? Oui, et cet instrument, c'est la méthode, *le plan* dans nos rapports avec le marché et l'accomplissement des tâches économiques. L'Etat ouvrier a entre ses mains les forces productives fondamentales de l'industrie et les moyens de transport et de crédit. Nous n'avons pas besoin d'attendre qu'une crise partielle ou générale dévoile le manque de coordination des différents éléments de notre économie. Nous pouvons ne pas jouer à l'aveuglette, car nous avons entre les mains les principales cartes du jeu du marché. Nous pouvons et devons de mieux en mieux apprécier les éléments fondamentaux de l'économie, prévoir leurs rapports mutuels futurs dans le processus de la production et sur le marché, accorder entre elles quantitativement et qualitativement toutes les branches de l'économie et adapter l'ensemble de l'industrie à l'économie rurale. C'est là la façon véritable de travailler à la réalisation de la « liaison ».

Éduquer le village est chose excellente. Mais la charrue, l'indienne, les allumettes à bon marché n'en sont pas moins la base de la « liaison ». Le moyen d'abaisser le prix des produits de l'industrie, c'est d'organiser cette dernière en conformité avec le développement de l'agriculture.

Dire : « Tout dépend de la « liaison » et non du *plan* de l'industrie », c'est ne pas comprendre l'essence même de la question, car la « liaison » ne pourra être réalisée que si l'industrie est rationnellement organisée, dirigée selon un plan déterminé. C'est là le seul moyen d'arriver au but.

La bonne organisation du travail de notre « Commission du plan » (*Gosplan*) est le moyen direct et rationnel d'aborder avec succès la solution des questions touchant à la liaison - non pas en supprimant le marché, mais sur la base du marché<sup>36</sup>. Cela, le paysan ne le comprend pas encore. Mais tout communiste, tout ouvrier avancé doit le comprendre. Tôt ou tard, le paysan sentira la répercussion du travail du *Gosplan* sur son économie. Cette tâche, il va de soi, est très compliquée et extrêmement difficile. Elle demande du temps, un système de mesures de plus en plus précises et décisives. De la crise actuelle, il faut que nous sortions plus sages.

Le relèvement de l'agriculture n'est évidemment pas moins important. Mais il s'effectue d'une façon beaucoup plus spontanée et, parfois, dépend beaucoup moins de l'action de l'Etat que de celle de l'industrie. L'Etat ouvrier doit venir en aide aux paysans par l'institution du crédit agricole et de l'aide agronomique, de façon à lui permettre d'exporter ses produits (blé, beurre, viande, etc.) sur le marché mondial. Néanmoins, c'est principalement par l'industrie que l'on peut agir directement, sinon indirectement, sur l'agriculture. Il faut fournir à la campagne des instruments et machines agricoles à des prix abordables. Il faut lui donner des engrais artificiels, des objets d'usage domestique à bon marché. Pour organiser et développer le crédit agricole, l'Etat a besoin de fonds de roulement élevés. Pour qu'il puisse se les procurer, il faut que son industrie lui donne des bénéfices, ce qui est impossible si ses parties constitutives ne sont pas accordées rationnellement entre elles. Telle est la façon pratique véritable de travailler à la réalisation de la liaison entre la classe ouvrière et la paysannerie.

Pour préparer politiquement cette liaison, et en particulier pour réfuter les faux bruits qui se font jour par l'intermédiaire de l'appareil commercial privé, il faudrait un véritable journal paysan. Que signifie en l'occurrence « véritable » ? Un journal qui arriverait au paysan, qui lui serait compréhensible et qui le rapprocherait de la classe ouvrière. Un journal tirant à cinquante ou à cent mille exemplaires sera peut-être un journal où l'on parlera de la paysannerie, mais pas un journal paysan, car il n'arrivera pas jusqu'au paysan, il sera intercepté en chemin par nos innombrables « appareils » qui en prendront chacun un certain nombre de numéros à leur usage. Il nous faut un journal paysan hebdomadaire (un quotidien serait trop cher et nos moyens de communication n'en permettraient pas la livraison régulière), tirant la première année à deux millions d'exemplaires environ. Ce journal ne doit pas instruire le paysan ni lui lancer des appels, mais lui raconter ce qui se passe en

<sup>35</sup> Jusqu'à l'instauration définitive de l'économie socialiste, nous aurons encore, il va de soi, beaucoup de crises. Il s'agit d'en réduire le nombre au minimum et de rendre chacune d'elles le moins douloureuse possible. - L. T.

<sup>36</sup> Pour éviter les interprétations erronées, je dirai que la question ne dépend pas uniquement du Gosplan. Les facteurs et les conditions dont dépend la marche de l'industrie et de toute l'économie se comptent par dizaines. Mais ce n'est qu'avec un Gosplan solide, compétent, travaillant sans relâche, qu'il sera possible d'apprécier comme il convient ces facteurs et conditions et de régler en conséquence toute notre action. - L. T.

Russie soviétique et à l'étranger, principalement sur ce qui le touche directement. Le paysan d'après la révolution prendra très rapidement goût à la lecture si nous savons lui donner le journal qui lui convient. Ce journal, dont le tirage croîtra de mois en mois, assurera pour les premiers temps une communication hebdomadaire tout au moins de l'Etat soviétique avec l'immense masse rurale. Mais la question du journal elle-même nous ramène à celle de l'industrie. Il faut que la technique de l'édition soit parfaite. Le journal paysan doit être exemplaire non seulement au point de vue de la rédaction, mais encore au point de vue typographique, car ce serait une honte d'envoyer chaque semaine aux paysans des échantillons de notre négligence urbaine.

Voilà tout ce que je puis répondre en ce moment aux questions que l'on m'a posées au sujet de la paysannerie. Si ces explications ne satisfont pas les camarades qui se sont adressés à moi, je suis prêt à leur en donner de nouvelles plus concrètes, avec des données précises tirées de l'expérience de nos six dernières années de travail. Car cette question est d'une importance capitale.

*Pravda*, 6 décembre 1923.



## ANNEXE IV

### DEUX GÉNÉRATIONS<sup>37</sup>

Les sphères dirigeantes des Jeunesses Communistes russes sont intervenues dans la discussion du Parti. Considérant qu'un article signé de neuf camarades (*Deux générations*, *Pravda*, N° 1) et une adresse des militants de Pétrograd posent les questions de façon erronée et peuvent faire du tort au Parti s'il s'ensuit une large discussion dans les J. C. R., nous jugeons nécessaire d'analyser leurs déclarations et les raisons qui les motivent.

L'adresse de Pétrograd et l'article des neuf disent qu'il ne faut pas flatter la jeunesse, que cette dernière n'est pas le contrôleur du Parti, que l'on ne saurait opposer la nouvelle génération du Parti à l'ancienne, qu'aucune dégénérescence ne nous menace, que Trotsky est coupable de tous ces péchés mortels et qu'il faut mettre la jeunesse sur ses gardes. Voyons ce qu'il en est.

Dans leur article, les neuf camarades disent que Trotsky tire par les cheveux la question de la jeunesse (nous reviendrons là-dessus dans la suite), qu'il s'adapte aux jeunes, qu'il les flatte. Écoutons ce que dit à ce sujet Lénine :

*« Des écoles soviétistes, des facultés ouvrières ont été fondées ; des centaines de milliers de jeunes gens s'y instruisent. Ce travail portera ses fruits. Si nous travaillons sans trop de précipitation, dans quelques années nous aurons une masse de jeunes gens capables de modifier radicalement notre appareil ».*

Pourquoi Lénine a-t-il parlé ainsi de la jeunesse ? Qu'est-ce que qui l'y poussait ? Le désir de se mettre au ton de la jeunesse, de la flatter, d'obtenir ses applaudissements ou bien une intelligence véritable de son rôle et de la situation ? Il ne saurait être question de « flatterie » de la part de Trotsky, et il n'est absolument aucune raison de l'opposer aux autres chefs de notre Parti. Les neuf camarades disent que Lénine nous a appris à avoir une attitude critique envers la jeunesse, à ne pas encourager ses défauts. Le camarade Trotsky ne suit-il pas ce bon conseil lorsque, au 11<sup>e</sup> Congrès du Parti et maintenant encore, il dit : « ... Cela ne signifie pas, certes, que tous les actes et états d'esprit de la jeunesse expriment des tendances saines », ou dans un autre endroit : « La jeunesse des écoles, recrutée dans toutes les couches et stratifications de la société soviétique, reflète dans son effectif disparate tous nos côtés, bons ou défectueux ». À en juger par ces citations, Trotsky, loin de flatter, critique.

La question de la dégénérescence est exposée également d'une façon erronée. Trotsky parle du danger de la dégénérescence et pour la jeune génération et pour l'ancienne. À cela, la rédaction de la *Pravda* répond ainsi :

*« Le danger théorique d'une dégénérescence existe chez nous. Il a sa source dans la possibilité d'une victoire graduelle de l'économie capitaliste sur l'économie socialiste et dans la possibilité d'une soudure progressive de nos cadres administratifs avec la nouvelle bourgeoisie. Mais il n'est personne chez nous qui ne voie ce danger ».*

Pourtant, ce que disent dans leur article les neuf camarades : « Ce danger de dégénérescence politique ne peut exister chez nous », ne concorde pas du tout avec cette déclaration. Par suite, l'accusation et la défense portent à faux. Passons à l'accusation la plus grave : Trotsky oppose deux générations, les excite l'une contre l'autre, « veut saper l'influence de l'état-major bolchévik éprouvé ». Voici ce qu'écrit Trotsky :

*« Il faudrait être fou pour songer à mettre au rancart l'ancienne génération. Ce dont il s'agit, c'est que l'ancienne génération change consciemment d'orientation et, par là même, assure la continuation de son influence prépondérante dans tout le travail du Parti ».*

Y a-t-il là cette opposition des jeunes aux vieux, ce désir de saper les anciens cadres, qui sont à la base de l'argumentation des deux documents ? Il nous semble que si l'on examine tranquillement, sérieusement, toutes les déclarations précitées de Trotsky, il est impossible d'y voir une excitation quelconque des deux parties, une intention d'animosité. Au contraire, Trotsky comprend le nouveau cours comme le meilleur moyen de consolider et d'accroître l'influence des anciens cadres bolchéviks.

Mais si l'on rejette toutes ces légendes, interprétations arbitraires et dénaturations, et que l'on étudie le fond de la question des moyens d'éducation des jeunes communistes dans l'esprit léninien, il apparaît clairement que Trotsky a entièrement raison.

Et si les neuf militants des J. C. R. qui sont intervenus prennent la peine d'examiner de près la situation du jeune communiste, qui leur est le mieux connue, ils constateront que les jeunes communistes des J. C. R. ont le sentiment d'être non pas des membres du Parti dans les J. C. R., mais des « Jeunesses communistes dans le Parti ». C'est là un fait signalé à maintes reprises par les militants les plus considérés.

Quelle en est la raison profonde ? C'est que dans le régime restreint du Parti, les jeunes n'ont pas la possibilité de participer au dépôt de richesses accumulées par de longues années de travail de notre Parti. Le meilleur moyen de transmission des traditions révolutionnaires bolchéviques, de toutes les qualités inhérentes au cadre fondamental du Parti, c'est le cours nouveau de la démocratie appliqué « consciemment par l'ancienne génération dans l'intérêt de la conservation de son influence directrice. »

---

<sup>37</sup> Nous publions ce document qui nous a été envoyé et qui caractérise le manque de fondement et la malveillance intentionnelle des affirmations sur notre soi-disant désir d'opposer les jeunes aux vieux. - L. T.

Ainsi donc, en ce qui concerne également le fond de la question, ce n'est pas Trotsky qui a « tiré par les cheveux » la question de la jeunesse (liée chez lui à toutes les raisons motivant le nouveau cours du Parti) mais les auteurs des lettres qui lui attribuent un point de vue qu'il n'a jamais soutenu.

Effectivement (quoique involontairement) les neuf camarades qui ont fait intervenir les J. C. R. dans la discussion ont réduit cette dernière à la question de deux générations, sans la relier à l'ensemble de la discussion et à toutes les questions que le parti se pose maintenant. Et lorsque la question elle-même des générations est posée d'une façon erronée, qu'elle est dénaturée, toutes les interventions ne sauraient être que regrettables ; et si elles amènent à une discussion parmi les militants des J. C. R., cette discussion se déroulera sur une ligne fausse et provoquera le dissentiment contre lequel s'élève précisément Trotsky.

Le Comité central des J. C. R. a décidé de ne pas soumettre à un examen spécial des membres du Parti travaillant dans les J. C. R. les questions soulevées dans la discussion du Parti. Nous considérons cette décision comme entièrement juste. Elle ne saurait en aucun cas légitimer l'article sus-mentionné. Si la décision interdisant que la discussion soit transportée dans les J. C. R. est juste et que les militants du Comité Central aient jugé nécessaire de s'élancer dans cette discussion pour ne rien dire de nouveau, abstraction faite d'une accusation maladroite contre Trotsky s'inclinant soi-disant devant on ne sait quelle « trinité divine », comment expliquer leur acte autrement que par le désir de voir donner un coup à Trotsky par la jeunesse ?

Nul n'a contesté (et Trotsky moins que personne) la nécessité de conserver l'influence prépondérante, la direction de l'ancien cadre du Parti. Cette nécessité est plus qu'évidente pour chacun de nous. Ce n'est pas là-dessus que roule notre discussion de l'article des neuf.

Nous sommes contre le fait d'attribuer aux camarades dirigeants de notre Parti des pensées qu'ils n'ont pas exprimées, et par là même de dénaturer cette question, de la mettre sous un jour faux, particulièrement devant les jeunes communistes. *Nous ne voulons pas que l'on voile la nécessité de créer dans le Parti une situation qui permette de former des léninistes véritables* et non des communistes dont Lénine disait à notre 3<sup>e</sup> Congrès des J. C. :

*« Si un communiste s'avisait de vanter le communisme avec les arguments qu'on lui a fournis tout préparés, sans effectuer lui-même un travail sérieux, considérable, sans chercher à comprendre les faits qu'il doit passer au crible de la critique, ce serait un triste communiste ».*

Nous sommes pour l'unité, pour la direction réellement bolchéviste du Parti. Nous sommes loin de fermer les yeux sur les dangers qui menacent la jeunesse. Conscients au contraire de ces dangers, nous ne voulons pas que l'on voile la question du cours nouveau sous prétexte de défendre les droits historiques de la vieille garde du Parti contre des atteintes inexistantes.

V. DALINE, membre du C. C. des Jeunesses ;

M. FÉDOROV, C. C. des Jeunesses ;

A. CHOKHINE, collaborateur du C. C. ;

A. BEZYMENSKY, un des fondateurs des Jeunesses ;

N. PENKOV, un des fondateurs des Jeunesses, membre du Comité de Moscou ;

F. DELIOUSINE, ancien Secrétaire du Comité de Moscou ;

B. TREIVAS, ancien Secrétaire du Comité de Moscou ;

M. DOUGATCHEV, un des fondateurs des Jeunesses.

## Table des matières

INTRODUCTION DE L'ÉDITEUR .....	2
PRÉFACE .....	5
I: LA QUESTION DES GÉNÉRATIONS DANS LE PARTI .....	7
II : LA COMPOSITION SOCIALE DU PARTI .....	10
III : GROUPES ET FORMATIONS FRACTIONNELLES .....	12
IV : LE BUREAUCRATISME ET LA RÉVOLUTION .....	16
V : TRADITION ET POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE .....	19
VI: LA « SOUS-ESTIMATION » DE LA PAYSANNERIE .....	23
ANNEXE .....	26
VII LE PLAN DANS L'ÉCONOMIE (« 1042 ») .....	27
ANNEXES .....	33
DU FONCTIONNARISME DANS L'ARMÉE ET AILLEURS .....	36
SUR LA LIAISON ENTRE LA VILLE ET LA CAMPAGNE .....	38
DEUX GÉNÉRATIONS .....	41